

SUPPLÉMENT ÉCONOMIE

Ils préparent tous
l'après-pétrole



Investissement à
l'étranger : la Banque
d'Algérie veut
une réglementation
«applicable»



Tosyali annonce
des investissements
à Oran et se propose
de promouvoir la
destination Algérie



Une sévère
sécheresse aggrave
les difficultés
du monde agricole



Mouvements sociaux :
quel impact ont les
fermetures de route
sur l'économie locale ?



La fermeture des marchés
publics est toujours
de rigueur pour les
micro-entreprises ANSEJ



A Béjaïa, les petits
boulots de l'eau
au secours des
endettés de l'ANSEJ

P. 11 à 14

ANNÉE BLANCHE POUR LES ÉTUDIANTS EN ARCHITECTURE ?

P. 3

Vingt-huit harraga,
dont 5 Syriens,
interceptés
au large d'Annaba

P. 5

Présidentielle tunisienne
La bataille
du second tour
a déjà commencé

P. 5

TÉBESSA : DEUX PERSONNES MEURENT ÉCRASÉES PAR UN 4X4 ET QUATRE AUTRES BLESSÉES

P. 5

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

Bouteflika

LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION AURA LIEU

P. 2

Ph.: AFP

Ils menacent de durcir le ton

LES PRATICIENS DE LA SANTÉ EN GRÈVE

P. 3



Ph.: Arch.

Bouteflika

La révision de la Constitution aura lieu

La Constitution sera révisée sur la base des recommandations des différents partis et personnalités ayant participé, entre le mois de juin et début juillet derniers, aux larges consultations auxquelles avait appelé le président Abdelaziz Bouteflika.



Yazid Alilat

Cinq mois après la fin de ces consultations menées par le chef de cabinet à la présidence de la République Ahmed Ouyahia, le chef de l'Etat a rappelé hier que ce projet est en cours. «L'Algérie va procéder à la révision de sa Constitution», a-t-il affirmé. Il ajoute que l'Algérie «s'y prépare sérieusement, en se basant sur les résultats des larges consultations organisées à cet effet en vue d'associer toutes les catégories sociales pour dégager un consensus autour des questions fondamentales et garantir l'efficacité des nouvelles dispositions constitutionnelles».

Le président Bouteflika laisse entendre ainsi que la révision de la Constitution, quelque peu oubliée par le microcosme politique algérien, est une priorité. Il a ainsi dans un message adressé aux participants à la conférence scientifique africaine sur «l'évolution du Droit constitutionnel en Afrique», expliqué que cet objectif ne se fera pas, cependant, dans la précipitation ou l'improvisation. «Il est clair que l'objectif visé est de faciliter le processus d'ouverture de la société algérienne, en oeuvrant à la préservation de sa stabilité et en lui épargnant les perturbations que connaissent différents pays du monde en cette ère marquée par de profondes mutations», affirme-t-il. Il poursuit: «Pour ce faire, nous veillons particulièrement à ne pas verser dans l'imitation ni dans l'improvisation. Notre pays qui a subi les affres du terrorisme, refuse de s'aventurer dans pareille entreprise qui, souvent, engendre des drames et que notre société rejette d'emblée».

En faisant un bref retour en arrière, et sur les précédentes expériences en matière de révision de la Constitution, il a souligné en particulier que les amendements constitutionnels engagés par l'Algérie depuis les années 1990 jusqu'en 2008 traduisaient «la volonté politique d'adapter la loi suprême du pays aux mutations de la société et de se doter de l'instrument juridique nécessaire». Cette politique, selon le président Bouteflika, visait à «répondre au mieux aux exigences dictées par des relations internationales en perpétuel développement». «L'Algérie a réalisé une véritable avancée à travers l'adoption de l'ensemble des lois visant essentiellement à améliorer la pratique élec-

torale, élargir la représentation féminine dans les assemblées élues en soutien au rôle et à la place de la femme, organiser l'activité des partis et des associations et à régler le champ médiatique», rappelle-t-il, avant d'expliquer que cette option «s'inscrit dans la vision globale qui tend à renforcer les institutions de l'Etat et permettre à la société de s'imprégner de la modernité».

Pour autant, il ne donne aucune autre indication sur le processus de cette révision de la Constitution, encore moins les premières conclusions sur les propositions recueillies après les consultations menées par Ouyahia avec des partis politiques et des personnalités politiques, scientifiques, universitaires, etc. La révision de la Constitution est l'une des promesses électorales du président Bouteflika, qui avait installé, en avril 2013, une commission spécialisée pour rédiger les premiers amendements ou propositions, dans la nouvelle mouture de la loi fondamentale. Le texte, finalisé, avait été, ensuite, soumis au Premier ministre Abdelmalek Sellal à l'automne 2013 et qui avait expliqué que seul le président est habilité à communiquer son contenu.

Ce projet de révision de la Constitution a été «dcalé» pour après la présidentielle d'avril dernier. Le processus de révision a été ensuite repris en mai avec la désignation d'Ouyahia pour diriger ces consultations, début juin dernier, pour aboutir à des propositions d'amendements consensuelles. Quelque 30 personnalités sur 36 destinataires d'une invitation, 52 partis politiques sur 64 invités, toutes les 37 organisations et associations nationales destinataires d'une invitation et les 12 professeurs d'université sollicités ont participé à ces consultations. Le candidat malheureux à la présidentielle d'avril 2014, Ali Benflis, le RCD, le MSP ainsi que le FFS font partie des personnalités et partis qui ont refusé de répondre à l'invitation de la présidence de la République pour participer à ces consultations. MM. Mouloud Hamrouche, Sid Ahmed Ghazali et Khaled Nezzar ont été eux aussi invités à participer à ces consultations. Un mandat présidentiel de cinq ans non renouvelable, régime semi-présidentiel, une Cour suprême constitutionnelle, et constitution d'un parlement sur la base de la majorité parlementaire sont les grandes propositions de ces consultations.

«Dépassements» de certains recteurs Le CNES s'inquiète du silence de la tutelle

R. N.

Dans une déclaration de son bureau national suite à sa réunion du 21 et 22 novembre 2014 à Alger, le Conseil national des enseignants du supérieur (CNES) affirme constater «avec regret» le silence de la tutelle devant un «certain nombre de dépassements» qui ont lieu à l'Université algérienne.

Le CNES «constate avec regret que le partenariat social, qui était un choix responsable dans le but de construire une université performante et stable, s'est avéré un slogan vide et dépourvu de toute volonté, conviction et responsabilité de la part de la tutelle», indique le communiqué. Le syndicat des enseignants du supérieur se dit inquiet du «silence» de la tutelle et «surtout en cautionnant un certain nombre de dépassements» pourtant «signalés par des écrits et lors de réunions officielles avec M. le Ministre».

Le communiqué fait état de «dépassements» constatés dans plusieurs universités du pays. «Le bureau national s'étonne de l'audace du recteur de l'université de Bejaia qui, malgré les instructions ministérielles qui régissent clairement la distribution des logements, s'est engagé dans une démarche non réglementaire et assez douteuse», lit-on dans le document. Selon la même source, «cette situation» est également constatée «dans beaucoup d'autres universités», notamment à «Batna, Sétif, El Oued et Ouargla».

Ces «dépassements» sont considérés comme étant «le résultat d'un laisser-aller de la part du ministère» qui, selon le CNES, «cherche à gagner du temps et adopte la politique de la fuite en avant au dépens d'un partenariat responsable qui permettrait une vraie stabilité de l'Université algérienne».

«Le bureau national du CNES interpelle le ministère sur la nécessité d'as-

sumer entièrement ses responsabilités afin d'éviter tous les dérapages qui pourraient résulter de cette situation conflictuelle que vit l'Université algérienne et qui pourrait remettre en cause le partenariat social», conclut le communiqué.

Le ministre de l'Enseignement supérieur est appelé à : «appliquer les accords conclus avec le CNES», «changer le mode de gestion de l'université et sanctionner tout recteur qui n'applique pas les directives de la tutelle» et appelle à sanctionner «ceux qui provoquent les enseignants chercheurs et font du commerce avec l'avenir des étudiants et de l'université en appliquant des agendas politiques dont le but est d'impliquer l'université dans des luttes d'intérêts étroits».

Le bureau national du CNES demande à la tutelle d'assumer ses «responsabilités» afin «d'éviter tous dérapage» résultant «de cette gestion anti-démocratique» de l'Université.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Duel au sommet en Tunisie

Les résultats du scrutin de l'élection présidentielle tunisienne ne seront proclamés officiellement par l'instance électorale compétente l'ISIE que dans la journée de demain mercredi. Mais il y a déjà certitude qu'il va y avoir un second tour car le candidat arrivé en tête dimanche n'aura pas les 50% de voix requis pour être proclamé élu.

L'autre certitude étant que ce second tour opposera le président intérimaire sortant Moncef Marzouki au chef du parti Nidaa Tounes, Beji Caïd Essebsi. Ce que confirment les entourages des deux candidats mais en étant en désaccord sur les scores qu'ils attribuent à leurs favoris respectifs. Le camp de Caïd Essebsi affirmant en effet que celui-ci a largement devancé Marzouki dont les partisans proclament qu'il pourrait bien au final du dépouillement des voix en cours coiffer son rival car ayant été avant ce stade au coude à coude avec lui. Cette controverse sera tranchée demain par l'ISIE et il restera que les Tunisiens vont devoir arbitrer entre les deux postulants à la magistrature suprême de leur pays.

Dès les premiers sondages ayant fait entrevoir la probabilité d'un second tour pour les départager, les deux candidats ont chacun de son côté appelé les électeurs à arbitrer en sa faveur leur duel du second tour. Un homme en tout cas est particulièrement courtisé par les deux candidats, il s'agit de Hama Hammani qui en tant que représentant du Front populaire regroupant des partis de gauche et d'extrême gauche a créé la surprise du premier tour en se classant troisième avec un score qui sera probablement au-dessus de la barre des 10%.

Tablant sur le fait que l'adversaire prioritaire pour le Front populaire dont Hammani a été le candidat ne peut être que Moncef Marzouki à qui les partis et les militants regroupés en son sein vouent une rancœur tenace pour avoir «trahi» le camp de la liberté et de la démocratie en

s'alliant par opportunisme politique à Ennahda et autres formations islamistes, les observateurs pensent acquis le

soutien de Hammani et du Front populaire au candidat Caïd Essebsi dont la candidature et la campagne électorale portent l'empreinte du refus d'un retour sous quelque forme que ce soit des islamistes au pouvoir en Tunisie.

Ce que peut-être Hammami appellera ses électeurs à faire, non sans toutefois soulever de sérieuses objections au sein du Front populaire et de ses sympathisants. De la part de ceux nombreux qui ne portent pas dans leur cœur Beji Caïd Essebsi et beaucoup de ceux s'étant rangés sous sa bannière. Le choix pour le second tour constitue un dilemme pour nombre de Tunisiens dont les militants du Front populaire.

Moncef Marzouki rassemble en effet autour de sa candidature des électeurs d'Ennahda islamiste, mais Beji Caïd Essebsi draine derrière lui les nostalgiques du régime déchu. Les deux sont donc susceptibles de détourner les voix que pourront leur attribuer entre autres les électeurs du Front populaire au profit de ces deux milieux, islamiste et nostalgiques de l'ancien régime, qu'ils abhorrent.

Pour ce qui le concerne, Ennahda fait profil bas dans la joute électorale même si ses sympathisants sont comptés pour soutenir la candidature de Moncef Marzouki. Officiellement, le parti ne leur a pas formellement donné la consigne dans ce sens. Le parti islamiste pense ce faisant n'avoir pas insulté l'avenir aux yeux des Tunisiens en se montant d'une modération et d'un respect pour leur libre arbitre qui lui permettront de renouer avec eux à l'heure des désillusions qui pour Ghannouchi et la direction du parti ne tarderont pas à se manifester compte tenu des défis qui attendent les gagnants des élections tunisiennes, lesquels seraient loin d'avoir les solutions qu'exigent pareils défis.

Tirage du N°6081
119.624 exemp.**Le Quotidien**
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20**Imp.: Oran:** imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.
Quargla: S.I.A.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57
Pub
Tél.: 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**
Tél.: 031.87.19.81 - Fax: 031.87.19.80
Diffusion: **Quest:** SEDOR Tél.: 041.58.85.52
Centre: SEDOR - **Est:** SO.DI. PRESSE - **Sud:** TDS

Vide juridique et incohérences
pointés du doigt

Année blanche pour les étudiants en architecture ?

Partie d'Oran pour toucher plusieurs universités à travers le territoire national, la grève des étudiants en architecture perdure au point où la menace de l'année blanche est déjà brandie.

Ziad Salah

Sur une initiative d'un groupe d'enseignants, un communiqué, dont nous détenons une copie, vient de tirer la sonnette d'alarme. Pour être objectif, le texte rappelle les motifs ayant conduit au déclenchement de cette grève: «le vide juridique concernant le diplôme de master en architecture par rapport au diplôme d'architecte, qui leur permet l'accès à la prestation du serment...» et «l'absence de mention de diplôme (master en architecture) dans la nomenclature des postes au niveau de la fonction publique...». Mais le communiqué rappelle aussi la note n°684 datant du 2 novembre dernier, émanant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS), reprise par le CNOA (Conseil national de l'Ordre des architectes) qui reconnaît au master «la même valeur pédagogique, scientifique et juridique que le diplôme d'architecture». Le texte se termine par l'exhortation suivante «Face à ce durcissement, nous attirons l'attention et sollicitons les parties concernées à œuvrer vers un dénouement rapide». Auparavant, il constate le risque de non-validation du semestre, voire de l'année en cours.

Même en se voulant réconciliant et pondéré, ce communiqué arrête les responsabilités des uns et des autres dans le conflit qui oppose les étudiants du master en architecture à la tutelle, c'est-à-dire le MESRS. En effet, il soulève la question du vide juridique. Le décret législatif 94/07 paru dans le JO n°32 du 25 mai 1994 organisant la profession. L'article 15, par exemple, stipule «(...) L'inscription au Tableau national des architectes vaut agrément». Autrement dit, il suffisait au porteur d'un diplôme en architecture, obtenu au bout d'un cursus de cinq ans d'études, de présenter son diplôme pour s'inscrire au Tableau national des architectes et commencer à exercer sa fonction juste après le serment. L'article 17 du même décret précise les conditions d'inscription: le diplôme et le stage. Après la généralisation du LMD, cette loi est devenue de fait caduque. Le JO n° 45 du 24 août 2008 définit les conditions d'exercice du métier d'architecte après l'obtention du master, devenu l'unique diplôme délivré par les universités algériennes. L'article 14 évoque que la délivrance du diplôme est assortie par un descriptif qui devait voir le jour. Malheureusement, il fallait attendre quatre ans pour que le MESRS libère ce «descriptif». Il est con-

tenu dans l'arrêté n° 453 de décembre 2012. Ayant consulté un avocat, les étudiants grévistes d'Oran et d'autres villes posent le problème de ce vide juridique. Ils exigent la promulgation d'une loi qui comble ce vide et qui permet aux étudiants détenteurs d'un master d'architecture de pouvoir s'inscrire dans le fameux Tableau national qui vaut agrément par la force de loi. C'est ce qu'ils évoquent d'une manière claire dans le courrier adressée à la vice-doyenne de l'université Mohamed Boudiaf en date du 20 novembre dernier. «C'est avec indignation que nous relevons l'absence totale de textes réglementaires encadrant le basculement de l'ancien système d'enseignement vers le nouveau système (LMD). D'autre part, il n'est nullement fait mention de notre diplôme (master architecture) dans la nomenclature des postes au niveau de la Fonction publique ni sur le barème et la grille des salaires qui y sont afférents».

A cette défaillance de la tutelle, s'ajoute une contradiction plus grave. Dans un arrêté portant le n° 715, dont nous disposons d'une copie, il est stipulé que les écoles supérieures dont le nom est cité «délivrent, outre le diplôme d'ingénieur d'Etat ou d'architecte, selon le cas, le diplôme de master dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur». Dans l'article 3, il est écrit: «les étudiants inscrits dans les écoles citées souhaitant obtenir un master doivent suivre des enseignements d'initiation à la recherche dont le volume horaire est fixé à un minimum de deux cents heures». Autrement dit, les écoles citées, dont l'EPAU (Ecole polytechnique d'architecture et d'urbanisme) délivrent deux diplômes: le diplôme d'architecte pour ceux destinés à exercer le métier, et en option le master destiné à ceux intéressés par s'investir dans la recherche et préparer des doctorats. Pour cet établissement qui relève du MESRS, au même titre que les universités, le master est un seuil au-dessus du diplôme d'ingénieur d'Etat ou d'architecte. Or, dans les universités, le master, notamment en architecture, n'ouvre pas droit à l'exercice de la profession. A cause d'une omission: le fameux descriptif devant accompagner le diplôme. Les premières promotions de détenteurs du master en architecture, parvenues sur le marché du travail, payent le prix de cette défaillance administrative de la part de la tutelle. Pour éviter le sort de ceux qui les ont précédés, les étudiants d'architecture se montrent intransigeants, au risque de perdre au moins un semestre.



Ph.: B. H. Karim

Raina Raïkoum

Kamel Daoud

La «solution» par les Grands-pères du peuple

Il y a les fils prodiges, les oncles Sam, les Pères du peuple et les Grands-pères du peuple. Les premiers sont des rebelles que le temps plie en quatre et vous renvoie après un long périple d'apprentissage. Les oncles Sam sont la caricature de l'impérialisme dans les médias des socialistes et des propagandes populistes. Les Pères du peuple sont les fondateurs, les décolonisateurs en chef ou les dictateurs. A ceux-là, il faut donc ajouter les Grands-pères du peuple. Cette dernière catégorie regroupe les figures diverses: le dictateur sans os qui ne veut pas lâcher le pouvoir avant 100 ans, les caciques, les gérontocrates et aussi les figures titulaires de la nostalgie. Voyez le Maghreb, on en a deux: d'un côté, en Algérie, Bouleffika. Vieilli, rusé, mais insistant, pugnace, planté dans le drapeau comme un clou rouillé, mandataire à vie même après la mort de tous. Choisi par l'armée, soutenu par les siens, il a fini par être élu par une partie du peuple qui avait peur, tremblait devant les risques de révoltes et de guerre et s'arrangeait de vendre son âme pour avoir de la semoule et de l'immobilité. Dans la psychologie des post-décolonisations, il représente ce cas où un peuple qui n'existe plus, essaye de stopper le temps, de se rétracter et de ne pas bouger, attendant que les risques s'éloignent. Peuple qui ne sait pas quoi de son présent, reconstruit son passé mais par le grotesque. Bouleffika est le grand-père sans fils, mais rassurant par cette contradiction: c'est le dernier souvenir vi-

vant d'une ancienne légitimité et qui, curieusement, a installé et réactivé un désir de monarchie alors qu'il est sans descendant.

En Tunisie, pays inventeur de la Révolution et seul miracle «arabe» depuis Cordoue, Essebsi va être président probablement. C'est un réflexe

connu chez les pays qui ont fait une révolution: la quête d'un grand-père, figure rassurante après le meurtre du père, la rébellion. Garantie de consensus mais surtout figure de sécurité, de nostalgie pour un ordre antérieur au couple dictature/révolution. C'est ce qui explique pourquoi après 92, on a opté pour Boudiaf, le vieux, et pourquoi en 2014, ils ont opté pour Bouleffika. C'est ce qui explique, un peu, pourquoi le second tour tunisien a pour moyenne d'âge 78 ans.

Paradoxe étrangeur des pays dits «arabes»: les jeunes y sont vieux et les vieux y sont éternels et les morts sont toujours vivants: on a commencé par des décolonisations épiques avec des gens de 20 ans et on semble finir par des débandades douces avec des gens de 1.234 ans. Le monde dit «arabe» est jeune, coincé, otage, brimé, mort et oisif et sans désir de vivre avant la mort, avec des majorités démographiques de jeunes qui finissent par faire des révolutions et élire des gens... vieux. On tue le père et on s'entretue après, ou on tue le temps ou on tue le courage en soi. Les jeunes n'élisent pas des jeunes. Curieusement. Ou laissent se faire réélire des vieux comme chez nous. Les pays dits «arabes» sont des névroses, pas des pays seulement.

Ils menacent de durcir le ton

Les praticiens de la santé en grève

M. Aziza

Les praticiens de la santé publique ont mené, ce lundi 24 novembre, une journée de grève nationale pour demander la satisfaction de leurs doléances. C'est «une alerte» pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur le malaise croissant et le sentiment d'inquiétude qui prévalent chez les médecins, en raison de la non-satisfaction de leurs revendications qui datent de 2010, soutiennent les concernés. Le président du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), Lyes Merabet, s'est dit satisfait du taux de suivi du mouvement de protestation. Il a affirmé que les médecins, que ce soit au Sud, au Centre, à l'Est ou encore à l'Ouest, ont répondu favorablement à l'appel du syndicat. «Le suivi a été assez massif dans certaines wilayas, atteignant les 90%, et a été un peu plus faible dans d'autres

autour de 50 à 65%», a-t-il souligné. Et de préciser que la moyenne nationale est autour de 75% de suivi. Pour le président du SNPSP, cette journée de grève est une alerte, en attendant la réaction de la tutelle qui ne s'est pas manifestée jusqu'à présent. Pourtant, et selon Lyes Merabet, son syndicat a déjà déposé un préavis de grève, il y a de cela 15 jours, précédé par une correspondance adressée au ministre de la Santé en date du 17 septembre dernier. Le syndicat avait réclamé une audience urgente auprès du ministre pour connaître le sort des revendications des praticiens de la santé publique. Les médecins syndicalistes ne perdent pas espoir et attendent une réaction de la part de la tutelle pour la tenue d'une réunion de conciliation, conformément à la réglementation régissant les conflits sociaux et les grèves. Dans le cas contraire, le syndicat durcira le ton, en optant pour deux

journées de grève à partir de la semaine prochaine (lundi et mardi). Et si l'obstination de la tutelle persiste encore, une grève de trois jours sera engagée les 8, 9 et 10 décembre, couronnée par un rassemblement devant le ministère de la Santé.

Parmi les revendications non satisfaites et réclamées depuis 2010, la révision du statut particulier conformément à l'accord qui date de 2011, la révision du régime indemnitaire, l'harmonisation de la prime d'amélioration de prestation de soins, l'alignement des pharmaciens et des chirurgiens-dentistes généralistes sur le nouveau diplôme de doctorat et l'accès aux grades supérieurs. Le syndicat réclame, en outre, la mise en application des arrêtés interministériels relatifs aux postes supérieurs et l'octroi de la prime de contagion au profit des praticiens mis à la disposition de l'Enseignement supérieur.



2015 C'EST MAINTENANT
ACHETEZ VOTRE VOITURE EN **2014**
ET IMMATRICULEZ-LA EN **2015**

**RENAULT CAPTUR
À PARTIR DE
1 586 000 DA***

(*) PRIX EN TTC TAXE VÉHICULES NEUFS INCLUSE. DANS LA LIMITE DU STOCK DISPONIBLE.
PEINTURE MÉTALLISÉE NON INCLUSE.
Pour plus d'informations : 0770 90 50 00 / contact.client@renault.dz

CHANGEONS DE VIE
CHANGEONS L'AUTOMOBILE




Béton livré avec
une pompe
téléscopique
EVERDIGM
43cx4.

SARL
SOTARIBI
CONSTRUCTION

Vente de
Béton
prêt à l'emploi



Contact
0550.90.26.24 / la centrale
0550.90.26.09 / 15 l'administration
Domicile / 12 Rue Ahmed Bouziane . Gambetta .Oran

ALPOMAC®

Vous cherchez des professionnels pour vos travaux
de **dallages & Traitements des sols**
— Nous vous accompagnons dans VOS projets : —





DALLAGES

- Réalisation de dallages industriels
- Travaux de bétonnage de planchers
- Mise en œuvre des bétons avec fibres
- Réalisation de chapes autonivelantes





TRAITEMENTS DES SOLS

- Travaux de revêtements de sols en résine époxydique
- Réalisation des sols en bétons imprimés et bétons désactivés
- Ragréage et réparation des sols
- Polissage des sols et revêtements

ALPOMAC®

Bloc K 10, Cité Makam Chahid, Sidi-Bel-Abbès 22000
Tél. : + 213 (0) 48 77 03 17 - (0) 48 77 01 40 - Fax : + 213 (0) 48 77 03 01
E-mail : info@alpomac.com / commercial@alpomac.com
Contact commercial : + 213 (0) 560 973 015 / + 213 (0) 560 051 519

Protection civile Des augmentations de 5.000 dinars, à partir du mois prochain

Abdelkrim Zerzouri

« La direction générale de la Protection civile ne discute qu'avec les syndicats agréés, et le Snapap n'a pas la représentativité requise, par la loi, pour prétendre accéder au rang de partenaire social », a martelé, hier, le sous-directeur de l'Information et des Statistiques à la direction générale de la Protection civile, M. Farouk Achour. Intervenant, lors d'une conférence de presse, organisée, en marge de la visite, à Constantine, du colonel Mostefa Lahbiri, DG de la Protection civile, M. Farouk Achour a annoncé, dans ce sillage, une augmentation de salaire des fonctionnaires de la Protection civile, à hauteur de 5000 dinars, qui entrera en vigueur, dès le prochain mois, précisera-t-il. Le conférencier insistera, ainsi, sur l'amélioration des conditions socioprofessionnelles, rappelant, dans ce contexte, que pas moins de 4.200 éléments de la Protection civile, tous grades confondus, ont bénéficié de promotions, durant l'année en cours, laissant entendre que la prise en charge des questions d'ordre socioprofessionnel sont, sérieusement prises en charge par la direction générale.

En outre, M. Farouk Achour parlera de la politique de modernisation et la spécialisation adoptée par la direction générale de la Protection civile, qui a lancé, ces dernières années, 4.500 actions de formation, en faveur de ses éléments afin

d'améliorer leur niveau de professionnalisation et leurs connaissances ainsi que le développement des moyens d'intervention. La Protection civile ne cesse d'œuvrer pour le développement de ce corps, à l'image d'un ambitieux plan de recrutement, mis en place.

A ce propos, le conférencier indiquera que la Protection civile a recruté 3.800 éléments durant l'année en cours, dont 30 % de l'effectif, seront affectés dans les wilayas du sud du pays, afin de couvrir le déficit existant. Ajoutant, dans ce sens, que la couverture opérationnelle du territoire national, qui est, aujourd'hui, à hauteur de 86 %, devrait atteindre le taux de 100 %, à l'horizon 2015 Aussi, il ne manquera pas d'évoquer l'aspect nouveau de la création des Masters professionnels, dans le domaine de la gestion des risques, en collaboration avec l'université de Médéa. Enfin, la Protection civile, soulignera M. Achour, c'est 2.500 interventions par jour, dont 145 interventions quotidiennes pour des accidents de la circulation et 1.300 autres, par an, pour des accidents domestiques. La Protection civile « privilégie la prévention et la sensibilisation », dira M. Farouk Achour. Pas seulement lorsqu'il s'agit de lutter contre des risques accidentels, car le message est à lire aux sens propres et figuré, surtout sous l'angle « d'un appel au calme et à la sagesse » des troupes qu'on veut faire sortir dans la rue et leur faire suivre l'exemple des policiers.

Systèmes judiciaires Moderniser les méthodes d'action

Le ministre de la Justice, gar de des Sceaux, Tayeb Louh, a affirmé hier à Alger que les systèmes judiciaires étaient appelés à moderniser leurs moyens d'action et méthodes de gestion, notamment à la faveur de la généralisation des technologies de l'information et de communication (TIC). Lors de la présentation pour examen du projet de loi relatif à la modernisation de la justice devant les députés de l'Assemblée populaire nationale, M. Louh a indiqué que « la modernisation de la justice constitue l'un des plus grands défis qui se posent aux pays en développement, notamment dans ce contexte marqué par des mutations accélérées en matière d'utilisation des TIC ». Ces mutations ont un « impact direct » sur la gestion judiciaire, a-t-il précisé, rappelant que l'Algérie s'attelait, dans le cadre du programme de réforme de la justice, à la « modernisation du secteur afin qu'il réponde au mieux aux exigences du développement, et accomplisse pleinement sa mission en garantissant la confidentialité des informations ». S'agissant du projet de loi comprenant 19 articles répartis sur cinq chapitres, le ministre a fait savoir que les dispositions contenues dans ce texte « ont pour base juridique

le code civil et permettent l'utilisation des techniques électroniques parallèlement aux techniques traditionnelles, prévues dans la législation en vigueur en matière de notifications, promulgation de mandats judiciaires, échange de pièces et différents documents judiciaires et recours à la visioconférence dans les procédures judiciaires et lors des procès ». « Parallèlement à la mise en place des cadres juridiques pour la modernisation de la justice, le ministère s'attelle à l'élaboration des procédures techniques qui permettront la concrétisation de ce projet national ambitieux dans les plus brefs délais », a-t-il ajouté.

Le texte de loi vise à « asseoir une base juridique permettant d'améliorer la qualité des prestations offertes aux citoyens, outre la modernisation des procédures judiciaires à travers, notamment l'optimisation de l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication au volet procédural ». Le projet de loi porte sur la certification électronique et énonce les conditions techniques requises pour la signature et la certification électroniques. Il prévoit également les dispositions pénales relatives à l'utilisation illégale de la signature électronique.

Moncef Wafi

Alors que les résultats officiels du scrutin ne sont pas encore connus, la bataille pour le second tour a déjà commencé entre les partisans des deux candidats, le président sortant, Moncef Marzouki, et le vainqueur des législatives, Béji Caïd Essebsi. Des chiffres et des statistiques sont publiés alors que l'instance chargée d'organiser les élections, l'ISIE, a jusqu'à demain pour communiquer les résultats officiels du premier tour. Pour l'instant, on ne connaît que les chiffres de la participation qui s'est élevée à 64,6 % des inscrits (hors circonscriptions à l'étranger), ce que son président Chafik Sarsar a jugé d'honorable. En attendant, ce sont les deux équipes de campagne des principaux favoris qui se sont adonnées au jeu des statistiques puisque le clan de M. Caïd Essebsi annonçait, à la fermeture des urnes, que le chef de file de Nidaa Tounès était « le premier de la course et avec un écart important », évoquant près de 50 % des suffrages. Des estimations aussitôt contestées par l'équipe adverse qui parle, quant à elle, d'un écart beaucoup plus réduit, voire d'une avance du président sortant avec 2 à 4 %, selon les partisans de Marzouki. Les deux parties estiment, par ailleurs, que la publication des sondages, pourtant interdits par la loi électorale tunisienne, était plus une tentative d'influer sur le second tour qui doit se tenir en décembre prochain. Un tour qui a déjà commencé avec l'échange d'amabilités et d'accusations puisque l'équipe de campagne



de Marzouki a assuré que des partisans de Béji Caïd Essebsi (BCE) avaient voulu l'attaquer devant son bureau de vote. De son côté, le directeur de campagne de BCE a accusé le président sortant de s'être fait l'allié « des salafistes djihadistes pendant sa campagne », certainement en réponse à la ligne de conduite de Marzouki pendant la campagne électorale faisant de sa candidature un rempart contre la contre-révolution menée par BCE.

Le président sortant a exhorté, au soir du premier tour, les démocrates à voter pour lui pour contrer M. Essebsi. « Je leur demande de s'unir autour de leur candidat. Je suis devenu leur candidat naturel », dira-t-il, appelant à « rompre avec le passé, pour une vraie société civile, pour un équilibre des pouvoirs ». Le grand favori de la présidentielle de dimanche, Béji Caïd Essebsi, a accusé le lendemain Marzouki d'être le candidat des islamistes et des « salafistes

djihadistes » alors même qu'Ennahda s'est abstenue de donner des consignes de vote. Une attaque frontale qui se cristallise dans la réponse de BCE à une question d'un journaliste qui lui demandait si M. Marzouki était « à la solde des islamistes », M. Caïd Essebsi lui répondra : « Bien entendu ». Pour lui, le second tour se jouera entre « les islamistes d'un côté et puis tous les démocrates et les non islamistes de l'autre ».

Une déclaration qui appelle à des consignes de vote des autres candidats et plus particulièrement du troisième homme de la présidentielle, la figure de proue de la gauche, Hamma Hammami. Ce dernier indiquera que sa formation, le Front populaire, se réunira pour étudier une éventuelle consigne de vote pour le second tour. Rappelons que près de 5,3 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes un mois après des législatives dont le caractère démocratique a été salué par la communauté internationale.

Vingt-huit harraga, dont 5 Syriens, interceptés au large d'Annaba

Vingt-huit candidats à l'émigration clandestine, dont cinq étrangers de nationalité syrienne, ont été interceptés par les gardes-côtes aux premières heures de la matinée de lundi au large d'Annaba, a-t-on appris auprès du groupement territorial des gardes-côtes.

L'une des deux embarcations de fortune utilisées par ces harraga pour tenter de traverser la Méditerranée avait à son bord une famille syrienne composée du père, de la mère,

de leurs deux enfants de 2 et 4 ans et d'un parent proche, a précisé la même source. Leur barque a été arraisonnée vers une heure du matin, à 26 miles au large de la plage de ras El Hamra, en même temps qu'une seconde embarcation à bord de laquelle avaient pris place 23 personnes âgées de 17 à 46 ans, originaires, pour la plupart, de la région d'Annaba, selon les gardes-côtes qui ont précisé que cette interception a été opérée au cours d'une

patrouille de routine. Les 28 candidats à l'émigration clandestine avaient pris la mer dimanche en fin d'après-midi, vers 19 heures, depuis la plage de Sidi Salem, a encore précisé la même source. Pas moins de 238 personnes ont été interceptées au large d'Annaba par des patrouilles des gardes-côtes depuis août dernier, a-t-on rappelé, relevant que c'est la première fois que des ressortissants étrangers font partie du lot des harraga arrêtés.

Béchar Quatre personnes sauvées des crues d'un oued

Quatre personnes, circulant dans un véhicule, ont été sauvées, dans la nuit de dimanche à lundi, des crues de l'Oued 'Sfaa', provoquées par les fortes pluies, enregistrées sur une partie de la wilaya de Béchar, a-t-on appris, lundi, du directeur de wilaya de la Protection civile.

Deux bus, transportant une trentaine de voyageurs, ont été, également, dégagés de la crue de l'Oued 'Ksi-Ksou', dont le lit est situé à proximité du tronçon sud de la RN 6, reliant les villes de Béchar et

Abadla, a précisé le colonel Noureddine Feddi.

Les crues de plusieurs oueds de la wilaya, suite aux importantes chutes de pluies, enregistrées durant la nuit du dimanche à lundi, n'ont pas causé des pertes humaines ni dégâts matériels, selon le même responsable. La Protection civile, en collaboration avec les services techniques de la wilaya, a mobilisé l'ensemble de son personnel opérationnel pour faire face à la situation et intervenir, à tout moment, a-t-il souligné. Dans

la nuit de dimanche à lundi, une quarantaine d'interventions ont été enregistrées par les différentes équipes et unités de la Protection civile, à travers l'ensemble du territoire de la wilaya, notamment pour des infiltrations d'eau ou inondations d'habitations par les eaux de pluie, a indiqué le colonel Feddi.

52 mm de pluie ont été relevés, à travers la commune de Béchar, 17 mm à Béni-Abbès et 11 mm à Béni-Ounif, selon les services météorologiques de la wilaya.

Séisme de 3,4 degrés à M'sila

Une secousse tellurique de magnitude 3,4 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée, lundi à 14h23, dans la wilaya de M'sila, indique le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à dix (10) kilomètres au sud-ouest d'El Hamel, précise la même source.

Tébessa Deux personnes meurent écrasées par un 4x4 et quatre autres blessées

A. Chabana

Deux morts et quatre blessés, tel est le tragique bilan du drame qui s'est produit dans la localité de Bekkaria à une douzaine de km à l'est de Tébessa. Un homme à bord de son véhicule tout-terrain a écrasé un groupe de personnes.

Cela s'est produit avant-hier. Selon

nos informations, le mis en cause s'est rendu après son forfait aux services de la Gendarmerie nationale. Le mobile de cet acte serait un différend concernant une parcelle de terre entre celui qui a commis l'irréparable et un proche (son oncle) qui se trouvait parmi les victimes. Aussitôt alertée, la gendarmerie a ouvert une enquête afin d'élucider cette affaire.

MÉDÉA

Campagne de sensibilisation sur les dangers du monoxyde de carbone

Rabah Benaouda

Avec l'installation, bien que tardive cette année, de la saison hivernale et par corrélation celle du froid, la peur de l'asphyxie au monoxyde de carbone revient au sein des familles qui doivent, par conséquent, faire preuve d'une bonne prévention et d'une vigilance de tous les instants pour éviter le pire. Une peur réelle que confirment, justement, les bilans établis par le service de la Prévention, relevant de la direction de la Protection civile de la wilaya de Médéa, pour les années 2013 et 2014, au 20 de ce mois de novembre, avec respectivement 25 cas d'asphyxie enregistrés et qui ont fait 30 victimes, sauvées, in-extremis, d'une mort certaine, et 23 cas ayant fait 38 victimes, sauvées là aussi d'une mort certaine, et une 39ème, un jeune homme d'une trentaine d'années, qui a, malheureusement, succombé à ce gaz mortel. Le monoxyde de carbone, un mélange de gaz carbonique et d'oxygène qui en fait un redoutable tueur, car silencieux et invisible, et qui continue d'endeuiller un grand nombre de familles qui font preuve de négligence ou tout simplement de méconnaissance des gros dangers qu'il représente pour la vie. Ce tueur silencieux continue à mobiliser les autorités concernées qui, avant et durant toute la période hivernale, font

dans la prévention permanente, à travers l'information et la sensibilisation. Comme cela est le cas, cette année encore, avec cette " semaine d'information et de sensibilisation " que vient de lancer la direction générale de la Protection civile (DGPC), à travers sa direction de la wilaya de Médéa. Une semaine qui va du 20 au 27 de ce mois, et concerne les 64 communes de la wilaya de Médéa, et à laquelle participent, également, la direction locale de l'Education ainsi que la Société de distribution de l'électricité et du gaz du Centre (SDC)-Agence de Médéa. Une semaine caractérisée par plusieurs activités, tout aussi variées qui vont des " portes ouvertes " à des " mini-conférences ", au profit des élèves scolarisés, en passant par des " caravanes de proximité, pour une plus large sensibilisation "et des " séances de démonstration..." Menée sous le thème " Prévention contre les dangers de l'asphyxie au monoxyde de carbone ", cette semaine d'information et de sensibilisation voit, donc, l'organisation de " portes ouvertes " dans toutes les unités d'intervention de la Protection civile de la wilaya de Médéa où les visiteurs ont l'occasion de prendre connaissance du matériel utilisé par les éléments de ce corps d'intervention et de secours, en cas d'asphyxie au monoxyde de carbone, des explications et conseils donnés sur place et portant

sur les gestes préventifs, de l'utilisation correcte des différents appareils électroménagers fonctionnant au gaz de ville ou au gaz butane (chauffage, chauffe-bains, cuisinières...), l'aération convenable et réglementaire des lieux, renfermant ces appareils...

Des activités allant, toutes, dans le sens de l'instauration d'une véritable culture de la prévention contre les risques d'accidents domestiques dont, justement, les asphyxies au monoxyde de carbone.

Comme il y a également ces caravanes de proximité qui sillonnent un grand nombre de communes dont plus particulièrement celles rurales et où les habitations viennent de bénéficier du raccordement au gaz de ville ainsi que celles qui vont en être pourvues, très prochainement. Des caravanes qui sont l'occasion, pour les populations ciblées, d'apprendre à bien utiliser cette énergie, si indispensable dans la wilaya de Médéa, où l'hiver est très rigoureux, mais malheureusement combien dangereuse, en cas de négligence. Une semaine d'information et de sensibilisation qui n'a pas oublié les élèves des établissements scolaires des premiers et deuxième cycles (écoles primaires et collèges) au profit desquels sont programmées des séances démonstratives animées par des agents de la Protection civile et des techniciens de la SDC de l'Agence de Médéa.

JIJEL

Ce qu'il faut savoir sur le Service national

Les journées «portes ouvertes», sur le nouveau code du Service national, se poursuivaient, à Jijel, avec des rencontres de proximité suscitant un vif intérêt auprès des jeunes scolaires et universitaires, a-t-on constaté dimanche. Les responsables du bureau du Service national se sont déplacés, dans divers établissements éducatifs, de formation et à l'Université Mohamed-Seddik Benyahia, pour expliquer, aux jeunes, le contenu du nouveau texte régissant le Service national.

Un lycée de la ville de Taher (20 km de Jijel) a reçu, dimanche, une délégation du bureau du Service national, selon les organisateurs de la manifestation. Ces rencontres ont donné lieu à des débats entre les jeunes concernés et les animateurs de ces "portes ouvertes" initiées par la direction centrale du Service national. A l'instar de plusieurs autres wilayas du pays, Jijel est dotée, depuis 2012, d'un bureau du Service national, ouvert à proximité du secteur militaire opérationnel. Cette structure a accueilli,

depuis, de nombreux jeunes concernés par les obligations du Service national, qui n'ont plus à se déplacer, comme auparavant, vers Constantine pour les formalités relatives à ce devoir national. Lors d'une rencontre avec la presse locale, marquant le coup d'envoi de ces journées, de nombreux jeunes, rencontrés dans les locaux du bureau du Service national, ont fait état de leur satisfaction quant à la qualité de l'accueil que leur réserve le personnel militaire, affecté à cette structure.

BATNA

Pour améliorer le niveau des élèves en langue française

Les participants à un colloque international sur l'enseignement de la langue française, en Algérie, ouvert, dimanche, à l'Université de Batna, ont mis l'accent sur la nécessité d'améliorer le niveau des élèves, dans cette langue étrangère qui constitue, à l'instar d'autres langues, un outil d'acquisition de connaissances. Première langue étrangère, en Algérie, pour des raisons historiques, le français bénéficie, aujourd'hui, de méthodes avancées d'enseignement, ont estimé des intervenants.

Le président du colloque, Mana

Gaouaou, a souligné que la rencontre vise à « plancher sur les meilleurs procédés d'enseignement du français, dans les établissements scolaires », tout en assurant une bonne formation des enseignants qui doivent donner une « base solide », aux élèves. Les intervenants, dans ce colloque de deux jours, ont insisté sur les expériences d'enseignement dans les écoles primaires où beaucoup d'aspects restent à parfaire. Mme Salihia Slajem, de l'université d'El Qods (Palestine), a souligné que l'intérêt pour le français s'accroît, ces dernières années, en

Palestine, même si l'anglais reste la première langue étrangère. Elle a considéré que l'enseignement des langues étrangères est, aujourd'hui, « vital », dès lors que, selon elle, « le monolinguisme reste un handicap dans le monde globalisé ». Le colloque, organisé par un laboratoire de recherche du département de français, a rassemblé un public nombreux d'étudiants et d'enseignants des trois paliers. Trente-quatre participants, représentant plusieurs universités d'Algérie, du Canada et de Palestine, y prennent part.

ECHATT

Pression sur les demandes de logements

A. Ouelaa

L'on est loin d'abdiquer, à Echatt, où les exclus des logements et ceux qui n'ont aucune chance d'en obtenir, continuent de mettre la pression sur le maire de cette commune. C'est le cas d'une femme, habitant sur le territoire de cette commune, depuis quelques années, qui a tenté de s'immoler par le feu, avec sa fille aînée et un autre de ses enfants, devant le siège de la wilaya. Un autre contestataire a promis d'habiter dans le siège de la commune... Et les exemples ne manquent pas, ici et là, auprès de ceux qui veulent disposer d'un logement. En ce sens, ils sont 53 noms à avoir été retirés des listes après une enquête approfondie. Ces derniers ont usé de mille et un stratagèmes pour se faire porter sur ces listes mais la collaboration des habitants a permis de déjouer leurs plans, selon notre source. A titre

d'exemple, il y aurait un commerçant qui a divorcé, afin que lui et sa femme bénéficient de deux logements mais une visite inopinée la nuit l'a trouvé chez lui avec sa femme et ses enfants. Il y aurait, également, des cas de demandeurs de logements qui ne résident pas sur le territoire de la commune. Et l'exemple le plus loquace concerne le

cas d'une personne qui possède, en location, trois locaux et continue de résider dans une baraque. Ainsi vont ces histoires de logements que certains considèrent comme un fonds de commerce. L'opération de relogement des 102 familles que le chef de daïra a chapeautée, dimanche dernier, sur les sites à démolir, a duré jusqu'à 3h.

Réghaïa : L'Union locale UGTA nous écrit

Après avoir pris connaissance de la déclaration d'un groupe de travailleurs de l'ENGOA, paru sur votre quotidien, du 20/11/2014, nous apportons les précisions suivantes :

1. Le différend entre l'Union locale UGTA /Réghaïa et l'employeur est né des sanctions infligées aux syndicalistes et au non respect de la loi 90.14 (Mutation-congé sans solde-licenciement).

2. Après la réunion, au niveau du SGP, ces mêmes personnes ont déclaré qu'un délai de 15 jours est accordé à l'employeur pour régler les problèmes, alors comment l'Union locale puisse appeler, à la grève, et le préavis de grève a été signé par ce groupe à ce moment là, considérés comme syndicalistes.
3. Le rôle de l'Union locale est d'encadrer les syndicalistes et éviter les dépassements.

BOUMERDÈS

Changement à la tête de la DUC

O. M.

Changement à la tête de la DUC de Boumerdès, l'annonce a été faite, avant-hier, par le wali, lors des travaux de l'APW, consacrés au Budget. D'importants projets relatifs aux travaux d'aménagement urbains et ruraux, concernant les 32 communes, étaient en souffrance. Suite aux

rapports de la wilaya, cette situation a fait réagir la tutelle centrale. Pour mettre de l'ordre, le wali de Boumerdès, se donne 3 mois pour que la relance des différents chantiers soit effective, citant au passage le démarrage de celui du site historique « le Rocher noir » et les aménagements de certaines agglomérations, comme Chabet El Ameur ou la cité '605 logements'.

BOUIRA

Le cirque «Amar» revient

«Cirque Amar de Florilegio», nom de la société détentrice du sigle, est revenu, depuis quelques jours, à Bouira, après une longue absence qui aurait duré plus de six ans, au grand bonheur du public bouir.

Des affiches publicitaires, annonçant l'installation du spectacle, ont été placardées, dans plusieurs endroits du chef-lieu de la wilaya. L'ouverture du cirque a eu

lieu, mercredi dernier, et ce dernier séjournera jusqu'à la fin du mois, en cours. Cette manifestation ne cesse, en effet, de drainer une foule nombreuse, depuis que les organisateurs du cirque ont installé leur chapiteau, pouvant contenir quelque 1.500 places, à proximité du Complexe olympique 'Rabah Bitat' de la ville où les visiteurs et les spectateurs y convergent, chaque soir.

Conférence sur le Service national

Une sensibilisation des nouvelles mesures, contenues dans la loi sur le Service national, a été faite, dimanche, lors d'une conférence tenue, à l'université 'Akli Mohand Oulhadj' de Bouira et animée par des responsables de la 5ème Région militaire et du bureau local du Service national. Il s'agit d'une rencontre destinée à expliciter les nouvelles dispositions contenues dans la loi du Service national, visant à améliorer

les conditions des jeunes appelés, a affirmé le colonel Belmadani Ahmed, directeur du Bureau du Service national de la 5ème Région militaire.

«Nous sommes en train de mener des actions de proximité, en vue d'expliquer, à nos jeunes, les nouvelles dispositions et les mesures de facilitation, prises dans le cadre de la loi 14-06 du 09 août 2014 sur le Service national », a indiqué cet officier supérieur.

GHARDAÏA

Deux nouvelles annexes administratives

Deux nouvelles annexes administratives, relevant de la commune du chef-lieu de la wilaya de Gharđaia, ont été mises en exploitation, dimanche, dans les quartiers El-Chaâba et Baba Saâd, a-t-on constaté, sur place. Ces deux nouvelles antennes ad-

ministratives, réalisées pour plus de 15 millions de DA, puisés sur le Plan communal de développement, ont été raccordées au réseau informatique unifié, en vue de moderniser et fiabiliser leurs prestations liées à l'établissement des documents de l'état-civil.

Un mort et un blessé grave, dans un accident de la route

Une personne a trouvé la mort et une autre ; grièvement blessée, dimanche, dans un accident de la route, survenu à 30 km, au nord de Gharđaia, a-t-on appris, auprès de la direction de la Protection civile. L'accident s'est produit, sur la RN1, entre Gharđaia et Berriane, lorsqu'un véhicule léger est

entré en collision frontale, dans un virage, avec un véhicule tout-terrain, roulant en sens inverse, a précisé la même source, ajoutant que le chauffeur du véhicule léger est mort sur place et son frère a été, grièvement, blessé, tandis que le chauffeur du véhicule tout-terrain est sorti indemne.

MILA

Chute mortelle d'un enfant

Brahim Bousselah

Un terrible drame a secoué, dans la matinée d'avant-hier, la paisible station thermale de « Ouled Achoui » distante de 9 km, de Ferdjioa, apprend-on de bonne source.

En effet, un enfant de 04 ans a fait une chute mortelle d'un rocher, d'une hauteur très élevée,

alors qu'il jouait avec ses camarades non loin du domicile parental. Alertés les secouristes sont parvenus, après de longs efforts, à soustraire le corps déchiqueté, au milieu des roches. La dépouille a été évacuée à l'hôpital de Ferdjioa. La pose d'une barrière de protection, sur ce site rocheux, à haut risque, est nécessaire pour éviter d'autres drames.

TÉBESSA

Vol de véhicule : 2 arrestations

A. Chabana

Un véhicule tout-terrain, volé en Tunisie et introduit, frauduleusement, par les frontières a été récupéré par les services de police de la wilaya de Tébéssa. La voiture en question, équipée du système GPS, repérée dans la région de Bir El Ater, a été, ainsi,

interceptée et ses deux occupants arrêtés. Alors que leur complice est toujours recherché, a-t-on indiqué de source sécuritaire.

Pour rappel, la même opération a permis, dernièrement, la récupération de 4 véhicules volés et acheminés jusqu'au territoire national, par des contrebandiers, a-t-on ajouté.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

02 safar 1436				
El Fedjr 06h05	Dohr 12h35	Assar 15h15	Maghreb 17h37	Icha 19h00



La Maternité de Sidi Mabrouk reprendra du service en janvier

A. Mallem

C'est au début du mois de décembre prochain que le personnel du service de gynécologie de la Maternité de Sidi Mabrouk, hébergé, depuis 9 mois, à l'hôpital 'Mohamed Boudiaf' d'El-Khroub, commencera à rejoindre, progressivement, son siège d'origine. L'évacuation se fera, tout le long de ce mois pour se terminer au 1^{er} janvier 2015. L'information nous a été annoncée, hier, par le directeur de l'EPH d'El-Khroub, M. Benmehidi, qui a déclaré que «la décision du retour a été prise, jeudi, à Constantine par une commission dépêchée par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière». Celle-ci s'est réunie, jeudi dernier, 20 novembre, au siège de la direction de wilaya de la Santé, en présence du DSP et des directeurs des hôpitaux, possédant des Maternités, à l'instar de ceux de Ali Mendjeli, des hôpitaux Benbadis et El-Bir de Constantine, de ceux de Didouche Mourad, d'El-Khroub et de Zighoud-Youcef, ainsi que du directeur de la Maternité de Sidi Mabrouk.

Elle a décidé que le personnel, de cette dernière structure, devra rejoindre sa structure d'origine, à partir du mois prochain. «Toutes-fois, ce retour se fera progressivement, compte tenu du fait que les travaux de rénovation et de modernisation de la clinique de Sidi Mabrouk sont presque achevés et le seront, complètement, le 1^{er} janvier 2015», précise notre interlocuteur.

Le directeur de l'hôpital «Mohamed Boudiaf» d'El-Khroub ajou-

tera que la commission a pris d'autres dispositions en décidant qu'un service de maternité et de gynécologie continuera à fonctionner H/24 dans sa structure hospitalière et sera encadré par des médecins détachés de l'hôpital de Zighoud Youcef et des résidents venant de l'EHS de Sidi Mabrouk. Voilà qui met fin aux perturbations survenues, dernièrement, à l'hôpital d'El-Khroub où plusieurs syndicats du personnel médical et paramédical se sont ligüés pour réclamer le départ et le retour dans sa structure, du personnel de la Maternité de Sidi Mabrouk qui est hébergé, depuis plus de 9 mois, à l'hôpital 'Mohamed Boudiaf' d'El-Khroub. Contacté hier, le directeur de la Maternité de Sidi Mabrouk, M. Ahmed Brania, a tenu à préciser que ce sont les préparatifs du retour qui vont commencer à partir du début décembre, «car, l'activité gynécologique est un tout et on ne peut pas transférer une partie, en laissant une autre. Mais, au début janvier, tout le personnel de la Maternité, se trouvant à l'hôpital d'El-Khroub, aura rejoint Sidi Mabrouk».

Interrogé sur les travaux engagés à son niveau, il dira que ces derniers sont terminés. «A dire vrai, a ajouté M. Brania, la Maternité de Sidi Mabrouk était terminée depuis trois mois. Mais nous avons été retardés par les travaux engagés au service des Urgences et des Admissions qui a été refait, complètement, à neuf. Et ce sont les procédures réglementaires et administratives, longues et fastidieuses, qui ont retardé son ouverture».

El Khroub

Grève à l'Institut de formation professionnelle

Abdelkrim Zerkouri

Le bras de fer est engagé entre les enseignants et le directeur de l'Institut national spécialisé en formation professionnelle «Mohamed Ayache» (El Khroub).

Une grève ouverte est entamée, à partir d'aujourd'hui (mardi 25 novembre), par les enseignants pour protester contre l'appel devant la commission de discipline de deux enseignants de l'Institut, en l'occurrence: le secrétaire général de la section syndicale, affiliée au Syndicat national des Travailleurs de la Formation professionnelle (SNTFP) et la présidente de la commission des Oeuvres sociales de l'Institut, ainsi que d'autres points liés à l'état de dégradation de l'environnement, au sein de l'institut spécialisé. Les enseignants dénoncent le recours à l'intimidation contre les représentants syndicaux, traduits «abusivement» devant le conseil de discipline, pour des motifs extra-professionnels.

«La raison pour laquelle l'administration a décidé de traduire le SG de la section syndicale et la présidente des Oeuvres sociales, devant le conseil de discipline est une machination qui vise le syndicat et les Oeuvres sociales. Les arguments pour lesquels nos deux

collègues sont convoqués devant la commission de discipline, liés à la médiatisation d'un récent mouvement de protestation des stagiaires, ne tiennent pas la route. C'est de l'abus, tout court », souligne un communiqué, reçu, hier, à notre rédaction. Le SG de la section syndicale, M. Safouane Guerfi, dénonce, pour sa part, une campagne orchestrée contre le syndicat et la commission des Oeuvres sociales, non sans insister sur l'absence de toute raison sérieuse qui pourrait motiver une convocation devant la commission de discipline. Ce dernier rappellera que la dégradation de l'institut est alarmante: l'état déplorable des salles de cours, le manque d'hygiène, l'inexistence de l'Internet dans les laboratoires, la défectuosité du chauffage central et l'insécurité, à l'intérieur de l'établissement. La plupart de ces points noirs, rappelle le communiqué, dont des copies ont été adressées au ministère de tutelle, aux autorités locales, à la directrice de la Formation professionnelle et à l'inspection du Travail, sont à l'origine de la montée au créneau des stagiaires, qui ont observé, ces derniers jours, une grève pour dénoncer des conditions insoutenables qui piment dans l'Institut.

17 bébés atteints de salmonelle au CHU

A. Mallem

Le directeur de la communication du centre hospitalo-universitaire de Constantine, M. Aziz Kaabouche, a tenu hier au siège de la direction générale de l'établissement une conférence de presse pour communiquer toutes les informations sur le développement de la situation sanitaire des bébés qui ont été atteints dernièrement de salmonelle au sein de la maternité de l'hôpital. Et ce responsable n'a pas manqué de rappeler que cette maladie contagieuse s'était propagée dans la maternité à la fin du mois d'octobre dernier suite à l'admission d'un nourrisson pour des soins d'urgence. L'évènement avait provoqué une grande frayeur.

Les familles se sont tout de suite précipitées pour retirer leurs bébés afin de les soustraire à la contagion. C'est donc d'entrée que le conférencier a expliqué que «la contagion avait été bel et bien provoquée par ce bébé qui avait été admis sous le sceau de l'urgence

au service de gynécologie pour recevoir des soins. Les responsables du service n'étaient nullement en faute parce que, d'une part ils ne pouvaient savoir que ce nourrisson était affecté par la salmonelle et que, d'autre part, le bébé en question étant issu d'un accouchement hors Chu, ils ne pouvaient refuser son admission aux parents qui se sont présentés à eux. Il dira sommairement que le virus de la salmonelle est provoqué généralement par un manque d'hygiène des mains de ceux qui le manipulent ou des tétines. «Malheureusement, déplora le conférencier, l'admission de ce bébé au sein de la maternité a permis la transmission du virus à 17 autres bébés. A la suite de cela, la direction de l'hôpital a décidé de constituer une commission mixte composée des praticiens et spécialistes du service de gynécologie et des cadres de l'administration de l'hôpital qui a examiné la situation sous tous ses aspects et vient de décider l'isolement des bébés atteints du virus pour évi-

ter le développement de la contagion. D'autre part, ajoute M. Kaabouche, «sur les 17 bébés contaminés, 5 ont été complètement guéris et ont quitté l'hôpital. Les 12 autres gardés en hospitalisation vont être isolés à partir de ce matin».

Interrogé sur l'état de santé des bébés qui restent soumis aux soins, M. Kaabouche soutient qu'il n'y a absolument aucune inquiétude à se faire car ils sont placés loin de la néonatalogie. «Et il est même probable que les 12 bébés en observation vont quitter l'hôpital demain ou après demain après qu'ils seront totalement guéris». Pour conclure, le directeur de la communication du Chu a signalé que les autorités de tutelle, la direction de wilaya de la santé publique, de la population et de la réforme hospitalière, aussi bien que le ministère de tutelle sont parfaitement au courant de la situation grâce aux comptes rendus qui leur ont été adressés par la direction du Chu.

La grève de la CNAS gelée

A. El Abci

Les neuf sections syndicales, représentant le siège, les centres de paiement et les autres services de la CNAS, ont gelé le préavis de grève qui devait toucher, à partir de cette semaine, les structures de la Caisse de Sécurité sociale, de la wilaya de Constantine, a-t-on appris, hier, du chargé des conflits, à l'Union de wilaya UGTA, M. Bilami. Et pour cause, poursuivra-t-il, une délégation de la Fédération nationale des travailleurs de la Sécurité sociale (FNTSS), composée du SG, Mustafa Ghalmi, et de son staff, a fait le déplacement, à la 'ville des ponts', pour participer à une réunion de travail, qui a regroupé avant-hier, à la Maison du syndicat 'Benhamouda', tous les protagonistes, à l'effet de désamorcer la fronde et le mécontentement qui secouent la CNAS du 'vieux rocher'. La réunion de travail s'est tenue autour du SG de l'Union de wilaya, M. Rahma, du direc-

teur de la CNAS, M. Nekhoul, et des responsables de l'Union locale UGTA/ouest, précisera notre interlocuteur. Et d'ajouter, que la rencontre marathon qui a duré de 9h30 à 16h passées, du dimanche 23 novembre, s'est soldée par la mise sur pied d'une commission paritaire (sections syndicales et administration), pour le règlement de certains dossiers qui peuvent l'être, à court terme, et pour le suivi de ceux qui nécessitent plus de temps ou d'études. Ainsi et parmi les points à régler, sans tarder, dira-t-il, il a été décidé, notamment, de régulariser les cas d'agents désignés dans des postes, depuis une année et plus, mais qui n'y sont pas nommés, officiellement.

Toujours concernant ce volet de problèmes, à régler à court terme, le point afférent à l'attribution et à l'aménagement de locaux pour la Commission sociale de la Caisse. Locaux, situés au 'Cilloc' et qui appartiennent à la Caisse, mais qui demeurent

fermés et qui nécessitent, juste, d'être aménagés, notera-t-il. Et d'indiquer qu'il a été demandé, à la direction, de procéder au recensement de tout le patrimoine de la Caisse, dans la wilaya, et de l'envoyer à la Direction générale à Alger. Le dossier de la prime de contagion, pour les manipulateurs radio et les sages-femmes du Centre d'imagerie médicale, a été, aussi, abordé, avec la décision de recenser tous les travailleurs et agents y ouvrant droit, pour les en faire bénéficier. L'application de la convention collective et la question du recrutement, actuellement, gelés par la direction générale, ont été, aussi, débattus, dira-t-il, affirmant que la FNTSS a pris, sur elle, de se charger du dossier du recrutement et voir comment le régler avec la DG. Car, estime-t-il, il est illogique que la CNAS prévoit plus de 450 départs à la retraite pour cette année et autant pour l'année prochaine et qu'on lui interdise de recruter de nouveaux agents

502 logements LSP de Ain N'hass

Les souscripteurs écrivent à Sellal

A. E. A.


Les souscripteurs aux 502 logements LSP «Omnibat» de Ain Nahass, qui attendent leurs logements depuis 14 ans et qui ont fermé l'autoroute Est-Ouest, au mois d'octobre dernier, entre Constantine et El Khroub, ne décollèrent pas. Après un mois d'attente, leur situation n'a connu aucun développement et n'a pas évolué d'un iota.

En désespoir de cause, ils ont envoyé, hier, une correspondance au Premier ministre Abdemalik Sellal, dont une copie nous a été remise, où ils sollicitent son intervention pour le déblocage de leur situation et trouver une solution à leur problème qui

mettra fin à leur calvaire. C'est un problème qui concerne l'acquisition d'un logement (formulaire LSP) et auquel ils ont souscrit, il y a plus de 14 ans, et déclarent ne faire qu'attendre, depuis, car le chantier est complètement à l'arrêt.

Dans la correspondance, les souscripteurs expliquent qu'il s'agit du programme des 502 logements LSP, de la nouvelle ville de Massinissa, situés dans la commune d'El Khroub. De même qu'ils déclarent que, las d'attendre, ils n'ont cessé de réclamer des autorités locales, d'intervenir en organisant, sit-in sur sit-in, pour protester contre le sort qui leur est réservé. Et de faire état, dans la lettre, de leur

désarroi devant les lenteurs des travaux de réalisation, faisant savoir que leur taux d'avancement n'est que de près de 50%, malgré le fait que le lancement date de 14 ans. Et d'expliquer qu'il s'agit d'appartements de type F3 et F4 dont le coût s'élève, respectivement, à 130 et 145 millions de centimes, l'unité. «Beaucoup d'entre nous ont réglé la totalité de ces sommes, pendant que les autres sont en train de le faire par tranches, sachant que chacun des souscripteurs a droit à une aide de la CNL de 50 millions qui sont à ajouter à l'apport personnel qui est de 30 et 45 millions de centimes. Le document s'achève par un 'SOS', lancé au Premier ministre Sellal, non sans rappeler que les souscripteurs ont fait des démarches auprès du ministre de l'Habitat.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs					
02 safar 1436					
El Fedjr 05h51	Dohr 12h21	Assar 15h02	Maghreb 17h24	Icha 18h47	

L'unité antidouleur enfin fonctionnelle 450 malades pris en charge

Salah C.

En gestation depuis 2008, le projet de création d'une unité de prise en charge de la douleur chronique au CHU d'Oran a été enfin concrétisé et fonctionne depuis plusieurs mois. Domiciliée au rez-de-chaussée du pavillon 5, l'unité, dirigée par Pr Chouicha ainsi que plusieurs spécialistes, a une capacité de 4 lits avec tous les équipements adéquats étant donné que le service en question n'assure que l'hospitalisation du jour. La première responsable médicale de l'unité précise d'emblée que sa structure prend en charge tous les patients souffrant de douleurs chroniques telles que celles engendrées par les différentes formes de rhumatisme ou de simples migraines qui ne répondent pas aux traitements conventionnels. Parallèlement à l'ouverture de cette unité, la seule au niveau de

l'ouest du pays et la troisième au niveau national, l'option de la création d'unités similaires dans d'autres wilayas de la région Ouest est actuellement à l'étude et ciblera les structures de santé où les conditions seront réunies. Pr Chouicha estime que l'ouverture de l'unité du CHU n'est pas une fin en soi et il s'agit de mettre sur pied un réseau de services de la douleur pour d'une part les rapprocher des malades et d'éviter une pression sur celle d'Oran, et ce sur la base d'un projet de recherche qui inclut même des régions du Sud-Ouest. En plus et sur le plan des ressources humaines, des médecins généralistes sont formés sur le tas de ce qui est considéré dans d'autres pays comme étant une spécialité. Au total, ce sont 450 malades qui ont été pris en charge, dont 166 qui étaient hospitalisés en oncologie, sachant que ces patients nécessitent un véritable suivi à travers

plusieurs consultations et de traitements graduels allant du paracétamol à la morphine en passant par l'anti-inflammatoire avec une évaluation régulière. Considérant que les douleurs ont des répercussions psychiques, le service a également prévu une prise en charge psychologique des patients, mais aussi le personnel qui souvent est confronté à des cas d'extrême douleur. En attendant la réception d'un véhicule aménagé, 20 malades grabataires souffrant de douleurs ont été également visités par l'équipe de l'unité et, à ce sujet, Pr Chouicha estime que cette catégorie de malades nécessite une prise en charge spécifique. La satisfaction réside dans le fait que de nombreux cas de l'ouest du pays étaient pris en charge auparavant au niveau d'un service ouvert au centre Marie Curie à Alger et qui ne prenait en charge que des cas atteints de cancer.

Portes ouvertes sur les sociétés du groupe Sonelgaz Le solaire pour fournir l'électricité à 20 villages du Sud

Sofiane M.

Les portes ouvertes sur les sociétés du groupe Sonelgaz, qui se dérouleront du 25 au 30 novembre en cours au Palais des Expositions de M'dina J'dida, ont été inaugurées hier matin par le PDG de la Sonelgaz, Noureddine Boutarfa, et les deux walis d'Oran et de Sidi Bel-Abbès, en présence des hauts cadres dirigeants de 39 filiales métiers de base assurant la production, le transport, la distribution de l'électricité ainsi que le transport et la distribution du gaz par canalisation. La principale annonce faite par le patron de la Sonelgaz a été un projet de réalisation d'une fonderie à M'sila qui devra entrer en production dès 2017. «Les études et les travaux d'ingénierie ont été quasiment achevés. La fonderie pourra être opérationnelle dans deux ans», a révélé Noureddine Boutarfa lors d'un point de presse en marge de cette exposition sur les sociétés de la Sonelgaz. Il a aussi annoncé un projet pour la construction d'un centre de formation des cadres et employés de la Sonelgaz. Le groupe dispose déjà de trois centres de formation à Bli-

da, Aïn M'lila et Alger (Ben Aknoun). Questionné sur les capacités actuelles du parc national de production d'électricité, il a affirmé que la production, qui avoisine les 11.000 mégawatts, sera renforcée d'ici 2024 par une capacité de production additionnelle de 15.000 mégawatts.

Le montant global du programme de développement de la production d'électricité 2013-2023 s'élève à plus de 4.791.391 millions de dinars (dont plus de 2.664.878 millions de dinars pour les EnR), selon des chiffres fournis par le groupe.

Interrogé sur le programme de développement des énergies renouvelables, le patron de la Sonelgaz a souligné qu'une vingtaine de projets sont en voie de concrétisation avec pour objectif d'atteindre une production de 400 mégawatts. La Sonelgaz a en effet introduit, dans le programme national d'électrification, la filière solaire photovoltaïque dans 20 villages isolés du Sud, dans le but d'impulser l'utilisation des énergies renouvelables et non polluantes. Pour l'exécution de ces programmes, le groupe a eu recours à des systèmes photovoltaïques modulaires

performants et adaptables aux conditions du Sud; d'installation simple, susceptibles de fournir une énergie suffisante aux besoins élémentaires des foyers. «Economiquement, une alimentation conventionnelle par extension des réseaux n'est pas adaptée aux centres éloignés, comme c'est le cas pour les villages du Sahara et seul un moyen autonome d'alimentation est à prévoir. L'ensoleillement de ces régions a permis de recourir à l'électrification par l'énergie solaire.

Cette technologie présente une solution technico-économique au problème d'alimentation des zones isolées. L'électricité fournie a permis d'améliorer les conditions de vie de ces populations, de renforcer leur sédentarisation, de valoriser leurs terres», selon un communiqué du groupe. Noureddine Boutarfa a aussi précisé que le taux de pénétration du gaz, qui avoisine désormais les 53% au niveau national, devra augmenter progressivement durant les cinq prochaines années pour atteindre les 65%. Pour le taux de couverture de l'électricité, il est actuellement à 99%, selon des chiffres fournis par le groupe.

Aïn El-Turck 400 millions pour la réhabilitation du service de l'état civil

J. Boukraâ

Dans le cadre de l'amélioration des prestations du service public, le service de l'état civil de la commune d'Aïn El-Turck va bénéficier d'une grande opération de réhabilitation. Selon un membre de l'Assemblée populaire communale de cette collectivité locale, la fiche technique relative aux travaux est déjà prête. Pour la concrétisation de cette opération, une enveloppe budgétaire de 400 millions de centimes a été dégagée. Les travaux concernent l'étanchéité, les différents revêtements, la pose de structure

métallique et de faux-plafonds, la climatisation et l'habillage de la façade. D'autre part et dans le cadre des efforts visant à rapprocher les services de l'administration des citoyens, une nouvelle annexe administrative communale sera aménagée à Bouisseville.

L'opération vise à alléger la pression sur l'actuel siège de l'état civil. La réalisation de cette annexe vise également à éviter aux citoyens de longs déplacements et à réduire la pression exercée au quotidien sur les guichets de l'état-civil dans les grandes villes de la wilaya. Animés par le souci de

rehausser la qualité des prestations de service aux citoyens, les services de la wilaya ont débloqué une enveloppe de 257 millions de DA pour la réalisation de 56 opérations, portant sur l'ouverture d'annexes communales et la dotation des sièges des mairies en salles d'attente adaptées, au niveau des 26 communes de la wilaya. Au titre de son Programme communal de développement (PCD) de l'année 2013, la wilaya a équipé et réaménagé 24 annexes communales, sur les 59 réalisées dans le cadre du rapprochement de l'administration du citoyen.

Campagne de sensibilisation contre le VIH/sida 50 nouveaux cas enregistrés à Oran depuis janvier

J. Boukraâ

A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le sida, qui a lieu le 1er décembre de chaque année et la Journée de l'élimination de la violence à l'égard des femmes (25 novembre), l'association pour l'information sur les drogues et sida AIDS Algérie a lancé une campagne ayant pour but de sensibiliser les femmes sur les questions de vulnérabilité au VIH/sida dans les situations de violence qu'elle soit verbale, physique, émotionnelle, sexuelle ou économique. L'objectif est que les femmes puissent prendre connaissance de leurs droits et de la protection, que les différents textes de lois et mécanismes mis à leur disposition en Algérie, leur garantissent. La campagne comprend des journées de sensibilisation dans les rues, les marchés, les lieux de rassemblement des femmes en particulier les salles d'attente, les quartiers vulnérables, les centres de formation professionnelle et les universités. En dépit des campagnes de sensibilisation, le nombre de cas de sida augmente. Le service des maladies infectieuses du centre hospitalo-universitaire d'Oran enregistre quotidiennement une moyenne de trois nouveaux cas. Cette année, près de 120 nouveaux cas ont été enregistrés dans la région ouest du pays, dont 50 cas dans la wilaya d'Oran. Le service prend en charge près de 2.000 sidéens de la région Ouest. Des chiffres très inquiétants qui ne reflètent pas toute la réalité, puisque certains mésestiment leur état de santé (porteurs du virus) et de nombreux sidéens ne déclarent pas leur maladie de crainte d'être frappés d'ostracisme. Nombreux parmi ces derniers sont à la recherche de l'anonymat et de l'oubli. Durant les cinq dernières années, près de 300 nouveaux cas ont été enregistrés à Oran. En 2013, le service des maladies infectieuses du CHU d'Oran a enregistré 71 cas, contre 57 cas en 2012, 59 cas en 2011 et 36 cas en 2010. Les données à propos de nouvelles infec-

tions de 2013 font état que le nombre de personnes atteintes du VIH/sida a pratiquement doublé par rapport à celui enregistré en 2010. Des chiffres qui indiquent que l'épidémie du VIH/sida progresse à un rythme alarmant, surtout lorsque l'on sait que des milliers de personnes sont atteintes sans le savoir. Toutefois, des dizaines de personnes contaminées par le virus échappent ou évitent toute prise en charge ou opération de contrôle médical, de peur de représailles au sein de la famille ou d'être exclus de la société. En dépit des examens pré-nuptiaux, exigés depuis quelques années aux futurs mariés, notamment la sérologie complète, les candidats au dépistage précoce du sida ne se bousculent pas aux portes des centres de dépistage du sida et autres maladies sexuellement transmissibles qui sont pourtant prêts à accueillir, sans ordonnance, anonymement et gratuitement, chaque individu voulant pratiquer un test de dépistage. Si jusqu'à 2009, une centaine de cas seulement de sida pédiatrique a été enregistrée au niveau régional, les nouvelles statistiques font craindre le pire aux spécialistes, puisque pas moins de 150 enfants sont atteints du sida au niveau de la région Ouest dont une centaine à Oran; alors qu'au niveau national, leur nombre atteint les 500.

La transmission materno-fœtale du virus inquiète et démontre clairement que l'épidémie est dynamique et que le mal est dans la population générale. Pour rappel, en 1988, l'Assemblée générale de l'ONU avait exprimé sa vive préoccupation devant la pandémie du sida. Notons que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait choisi la date du 1er décembre 1988 comme Journée mondiale du sida. Aujourd'hui, plus de 41 millions de personnes sont séropositives et sidéennes. La Journée mondiale de lutte contre le sida n'est pas la seule occasion de revenir sur ce dossier brûlant, mais en insistant sur le fait que nous devons être tous ensemble contre le sida, elle a toute sa place dans le calendrier des journées internationales.

Direction de l'Action sociale DAS Une trentaine de femmes battues placées à Diar Errahma

Pas moins de 29 femmes battues ont été placées, durant le premier semestre de l'année en cours, à Diar Errahma, une structure sociale sise à Misserghine, a-t-on appris dimanche auprès de la direction de l'Action sociale et de la Solidarité de la wilaya. Sur 86 femmes battues, 29 ont été placées à Diar Errahma, 9 au niveau de centres de formation et d'enseignement professionnels et 11 ont regagné leurs foyers conjugaux pour préserver les liens familiaux, durant la période de janvier à fin juin 2014, a indiqué une psychologue de la cellule d'écoute de la direction de l'Action sociale, Zouaouia Yahiaoui. Une vingtaine de femmes parmi ces victimes de violences physique, morale et autres ont bénéficié d'une prime d'insertion dans le cadre de la solidarité sociale et trois autres de microcrédits auprès de l'Agence nationale AN-GEM, a-t-on ajouté de même source. La prise en charge psychologique et socioéconomique des femmes battues a été possible grâce aux cellules d'écoute mises en place par la direction sociale de la wilaya, surtout l'activation du réseau de communication intersectoriel, représenté par différentes directions et institutions locales

dont notamment la Sûreté et la Gendarmerie nationales, les directions de l'Action sociale, de la Santé et de la Population, de l'Education et de la Jeunesse et des Sports, a affirmé la coordinatrice de l'Action sociale, S. Tabet. Elle a rappelé, à ce propos, l'existence depuis 2009 de cinq cellules d'écoute à l'indicateur de la direction de l'Action sociale de la wilaya, particulièrement celles du service d'observation des jeunes en danger moral en milieu ouvert (SOWEMO), du foyer pour personnes âgées et de Diar Errahma. Il est prévu, à la faveur de la Journée internationale des femmes battues, célébrée le 25 novembre de chaque année, un programme d'activités varié, étalé sur un mois, a déclaré à l'APS le directeur de l'Action sociale, Mohamed Fedala. Ce programme comporte, en plus d'une journée d'études sur la non-violence des femmes au niveau du centre des loisirs et sciences de haï USTO, des tables rondes sur cette problématique, des soirées poétiques et théâtrales à Aïn El-Turck et Es-Sénia, une visite au centre de rééducation de Gdyl et des expositions au niveau de plusieurs établissements de jeunesse.

Saisie de 31 quintaux de kif 10 individus arrêtés dont deux recherchés par Interpol



K. Assia

Un vrai coup de filet vient d'être opéré dans le milieu du trafic de drogue, avec la saisie, avant-hier, d'une importante quantité de kif traité, soit 31 quintaux de résine de cannabis. C'est agissant sur la base de renseignements que les services de sécurité, notamment les éléments de la brigade de lutte antistupéfiants, ceux de la brigade de recherches et d'intervention de la sûreté de la wilaya d'Oran, en collaboration avec les services du DRS, sont parvenus à neutraliser un réseau spécialisé dans le trafic international du kif traité. Cette saisie a eu lieu dimanche aux environs de 4 heures du matin lorsque les enquêteurs ont intercepté un camion semi-remorque à hauteur de la

pêcherie d'Oran. La fouille minutieuse de l'engin a permis de mettre à nu le stratagème adopté dans l'acheminement du kif. En effet, la cargaison était soigneusement dissimulée entre le plateau et la benne du camion, le tout dans le but d'écarter tout soupçon des services de sécurité. Les policiers ont saisi plusieurs colis de kif traité totalisant la quantité de 31 quintaux. Cinq véhicules touristiques, un camion semi-remorque, de l'argent et des portables ont été également récupérés. Les enquêteurs ont arrêté dans le cadre de cette affaire dix individus originaires de l'ouest et du centre du pays dont deux recherchés par la justice et également par Interpol. Depuis le début de l'année, les saisies de drogue se multiplient au niveau d'Oran et même à l'ouest du

pays, notamment aux frontières marocaines. Il ne se passe pas un jour sans que les gendarmes ou les douanes interceptent des cargaisons de résine de cannabis à destination du marché international. Le bilan de la Direction générale de la sûreté nationale fait état, depuis le début de l'année à la fin octobre, de plus de 61 tonnes de kif traité, quelque 341 gr d'héroïne, 48,726 kg de cocaïne et 549.073 comprimés psychotropes. 7.754 individus de différentes nationalités ont été arrêtés lesquels sont impliqués dans 5.951 affaires de trafic, de contrebande et de commercialisation de stupéfiants. Au niveau de la wilaya d'Oran et compte tenu des saisies record, effectuées depuis le début de l'année, la quantité globale dépasse les 20 tonnes.

Lutte contre la délinquance à Aïn El-Turck Des armes blanches saisies et des interpellations

Rachid Boutlélis

La lutte contre la délinquance, notamment la violence urbaine, constitue le cheval de bataille pour les éléments de la police judiciaire de la sûreté de daïra d'Aïn El-Turck. Les opérations coups-de-poing menées dans les zones réputées chaudes, essaimées à travers le territoire de la commune d'Aïn El-Turck, derniers retranchements des délinquants, apportent à chaque fois leurs fruits et ce, à travers la mise hors d'état de nuire d'individus dont la rapine est l'unique moyen de subsistance. Selon des sources policières, la mobilisation de policiers en tenue civile, aguerris pour les interventions dans des zones à risque, s'avère grandement utile pour l'interpellation de délinquants souvent armés et aux réactions, de surcroît, imprévisibles et violentes. Nos sources indiquent encore que neuf repris de justice âgés de

18 à 35 ans, impliqués dans différents délits allant des coups et blessures volontaires à l'agression à main armée, ont été interpellés séparément, au cours de la semaine dernière et ce, lors des différentes interventions opérées dans lesdites zones de cette commune côtière par les éléments de la PJ de ladite sûreté. Un véritable arsenal composé de couteaux de boucher, d'épées et autres armes blanches de dimensions impressionnantes, trouvées en possession des interpellés, a été récupéré par les policiers. Ces neuf individus ont été présentés en fin de semaine devant le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel d'Aïn El-Turck sous, entre autres, les principaux chefs d'accusation de détention d'armes prohibées. Au terme de leur audition, les prévenus ont été placés en détention provisoire. Notons encore, dans ce même contexte, qu'une hausse sensible de délits est

relevée durant les week-ends et ce, avec la manifestation d'une certaine affluence de jeunes et moins jeunes vers cette région côtière. Les bagarres, qui éclatent souvent aux abords des établissements de nuit, figurent aussi parmi les interventions menées par ces mêmes éléments pour assurer la sécurité. Notons aussi qu'une cinquantaine d'affaires liées au trafic de stupéfiants ont été traitées et élucidées par les enquêteurs de la PJ ces trois derniers mois, indiquent nos sources. Le vol avec violence à main armée et dans ses différents degrés, les atteintes et les dégradations des biens d'autrui, la violation de domicile, le viol et l'enlèvement ainsi que le détournement de mineures, font aussi partie du lot d'affaires pour lequel ont été appelés à solutionner les enquêteurs de la PJ de la sûreté de daïra d'Aïn El-Turck en étroite collaboration avec les quatre autres sûretés urbaines de proximité.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Ya rezzaq



chef. La naissance dans une tribu, une dechra ou une localité, peut être la clé de la réussite. Il

se dit encore d'une science qui prépare à l'étude d'une autre, qui y sert d'introduction. L'arithmétique et la géométrie sont la clef des sciences mathématiques. L'étude des langues est la clef des sciences. Mais chez nous-mêmes, quand tu as ces clefs, il n'est pas évident que tu réussisses. Tu es marginalisé car tu déranges. Mais la clef la plus sûre, celle qui ouvrirait tel un sésame toutes les portes, était chantée pendant les temps bénis du «saucialisme spécifiqué», et continue d'être attribuée de nos jours à toutes les saucés. «Khoud el Meftah» et te voilà propriétaire. Khoud el meftah d'une villa bien vacant et te voilà plus que milliardaire aujourd'hui. C'est vraiment une clé qui s'écrit avec un F majuscule à la fin. Un F comme floussse.

Mais meftah el Djenah, ce n'est pas évident de le trouver même si tout de blanc habillé, vous allez vous blanchir à coups de pérodollars.

Régularisation du foncier à Haï Ali Meddah (Sidi Chahmi)

La protestation des habitants annulée suite aux engagements du wali

Djamel B.

Initialement prévue pour hier, la protestation des habitants de Haï Ali Meddah, prévue au niveau du rond-point de l'EHU 1^{er} Novembre, a été finalement annulée. Selon le représentant des habitants, cette décision a été prise suite aux promesses faites par le wali d'Oran de régulariser la situation du foncier au niveau de leur localité. «Nous avons été reçus par le wali d'Oran et nous lui avons exposé notre situation en détail. Le premier responsable, après avoir été informé que notre site est inclus dans le PDAU, a donné des instructions pour la prise en charge de nos doléances», assure le représentant des habitants. Dimanche, les habitants de ce quartier avaient décidé de protester contre les lenteurs inhérentes à la régularisation du foncier. Auparavant, les habitants de Haï Ali Meddah, dans la commune de Sidi Chahmi, avaient lancé un appel en direction des autorités de la wilaya pour inciter les services concernés à accélérer le processus de régularisation du foncier, en application de la loi 08/15 dont l'échéance, rappelons-le, est arrivée à terme en juillet 2013, sans pour autant avoir réglé le problème des habitants de ce site qui avaient déposé leurs dossiers bien avant cette date. A ce titre, les représentants des habitants de cette localité avaient signalé au responsable de la wilaya qu'ils sont confrontés à ce problème depuis plusieurs années et qu'ils ont déposé des dossiers de régularisation auprès des services de l'urbanisme de la commune de Sidi Chahmi et qu'ils attendent toujours d'être régularisés. Pour rappel, les habitants de la localité avaient adressé une correspondance, dans ce sens, au ministère de l'Intérieur. «En février dernier, les services du ministère nous ont dirigés vers les services de la wilaya d'Oran pour la prise en charge de notre dossier, mais jusqu'à présent, rien n'a été fait», soulignent les mêmes interlocuteurs, qui affirment qu'ils n'avaient d'autres recours que l'intervention des services de la wi-

laya pour régulariser leur situation. «Cette loi nous concerne, du moment que la plupart d'entre nous sont nés ici à l'époque de l'autogestion», ont-ils fait remarquer. Les représentants des habitants affirment s'être déplacés au niveau de la direction de l'urbanisme pour s'informer sur l'avancement du dossier. «La direction de l'urbanisme nous a adressé une correspondance dans laquelle elle nous informe que l'inspection d'urbanisme a donné suite à notre requête, par des sorties de vérification sur les lieux, qui furent programmées pour prospecter la situation de notre groupement d'habitation», avait signalé le représentant des habitants, ajoutant que la direction de l'urbanisme a indiqué dans sa correspondance qu'un rapport d'inspection a été adressé au P/APC de la commune de Sidi Chahmi, le 22 octobre dernier, pour suite à donner conformément à la législation et la réglementation en vigueur. «Malheureusement, lorsque nous nous sommes rapprochés de l'APC de Sidi Chahmi, on nous a informé qu'ils n'ont reçu aucune correspondance, ce qui nous ramène au point de départ», assure notre interlocuteur qui rappelle, en passant, que d'autres sites sont en voie de régularisation et situés pourtant à quelques encablures et sur le même POS. «Comment se fait-il que des demandes ont été acceptées par les services de la commune alors que les nôtres n'ont pas été prises en considération ? Est-ce que cela veut dire qu'on veut nous mettre devant le fait accompli pour nous considérer comme des indus occupants d'un site promis à l'éradication ?», affirme le représentant des habitants, inquiet et surtout déterminé à défendre «leur droit à une régularisation».

Signalons enfin que les habitants de Haï Ali Meddah avaient organisé plusieurs actions de protestation pour exiger la prise en charge de leurs problèmes. En février dernier, plus de 200 personnes avaient organisé un sit-in de protestation au rond-point de l'EHU et avaient bloqué la route pendant plus d'une heure.

Rencontre régionale SAA-commerçants L'impact de l'assurance dans le milieu commercial en débat

Sur les 1.600.000 commerçants inscrits au registre de commerce au niveau national, seulement 100.000 sont assurés, a déclaré hier M. Belaribi, un cadre supérieur à la SAA, en marge de la rencontre régionale organisée au siège de l'auberge des jeunes à Belgaid et portant sur l'impact de l'assurance dans le milieu économique et commercial. Ce regroupement auquel ont pris part les cadres régionaux de la Société algérienne des assurances (SAA), les chefs d'agence au niveau de l'Ouest, le SG de l'Union générale des commerçants et artisans algériens, en plus des coordinateurs de l'UGCAA des 14 wilayas de l'ouest du pays, a permis de rappeler la convention signée depuis 1999 entre l'UGCAA et la SAA. «Cel-le-ci est révisée tous les ans et actualisée tous les trois ans en fonction du changement économique et commercial, ce qui permet de l'enrichir et de l'adapter aux nouvelles données du marché», a ajouté le même responsable. Soulignant ainsi l'importance d'ancrer la culture de l'assurance chez les commerçants, le SG de l'UGCAA n'a pas hésité à mettre en exergue les avantages de cette convention laquelle

se vise à protéger la corporation contre les risques d'incendies, les inondations, les vols et autres risques liés à l'activité. Cette rencontre régionale a été donc une occasion pour sensibiliser davantage les commerçants et les artisans sur l'importance des assurances pour la protection de leurs locaux et la préservation de leur activité. Après des rencontres similaires organisées à Blida et Sétif, les cadres de la SAA ont passé en revue tous les aspects dont l'objectif est d'inculquer de nouveaux comportements chez les commerçants. L'occasion a été également de s'enquérir de certaines lacunes et de dégager des solutions pour mieux cerner l'ensemble des problèmes et y remédier. A partir de janvier prochain, la SAA compte mettre sur pied un nouveau projet pour élargir cette convention à d'autres activités, un apport considérable, selon notre interlocuteur, pour protéger le patrimoine national. L'assurance est donc une garantie qui permettra aux commerçants et aux artisans de protéger leurs biens et de bénéficier de dédommagements en cas de catastrophe naturelle, a précisé le même responsable.

K. A.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Khadim Fatmi, 50 ans, 33 rue Benghenous Adda
Abdelaoui Miloud, 76 ans, Saint Eugène
Amrane Aek, 82 ans, Hassi
Cheikh Houari, 67 ans, Les Amandiers

Horaires des prières pour Oran et ses environs

02 safar 1436

El Fedjr
06h19

Dohr
12h50

Assar
15h33

Maghreb
17h55

Icha
19h17



AÏN-TEMOUCHENT

Les assurances agricoles ouvrent leur porte

Mohamed Bensafi

La caisse régionale de la mutualité agricole (CRMA) d'Aïn-Temouchent organise, depuis dimanche jusqu'au 27 du mois en cours, des journées «portes ouvertes sur les assurances agricoles». La manifestation qui se tient à l'institut agricole (ex-ferme pilote) a, selon les organisateurs, pour objectif de sensibiliser les agriculteurs sur la nécessité de souscrire des polices d'assurance pour toute activité entreprise dans le cadre agricole ou agroalimentaire, d'autant que, depuis plusieurs années, les différentes catastrophes et autres calamités et accidents sur les cultures et les infrastructures se multiplient et l'Etat qui remboursait et indemnisait les concernés par le passé sans passer par des polices d'assurance ne le fait plus. Ainsi, les organisateurs ont tout fait pour vulgariser au maximum ces assurances en éditant des prospec-

tus pour toutes les cultures et autres élevages comme les céréales, les vignes, l'aviculture, l'élevage ovin et bovin, ainsi que les modalités d'y souscrire. Il est à noter l'allégement des procédures de constitution des dossiers pour postuler à un crédit comme le RFIG. Toujours est-il que malgré les efforts entrepris pour rapprocher l'agriculteur de la caisse d'assurance, les agriculteurs d'Aïn-Temouchent se précipitaient de moins en moins dans les guichets de la caisse régionale de mutualité agricole sauf ces derniers temps. Statistiquement, dans la wilaya d'Aïn-Temouchent ils sont 9.000 agriculteurs à posséder la carte agricole, mais seulement 850 ont contracté une police d'assurance CRMA depuis le début d'année en cours dans le cadre du crédit RFIG. L'effet de la sensibilisation a quand même porté ses fruits puisque ce chiffre était passé de 300 en 2012 à 800 en 2013 puis 850 à la fin d'octobre

2014. Par ailleurs, on a noté 09 contrats d'assurance signés avec les éleveurs bovins et 10 avec les viticulteurs. Des ratios apparemment très faibles par rapport aux nombres d'adhérents. Chez les viticulteurs, sept fermes pilotes (à Aïn-Temouchent, Sidi-Bel-Abbès et Tlemcen) ont contracté une assurance en 2013. Des facilités et avantages sont accordés par l'Etat, notamment une réduction de 40% dans la formule du paiement en cash. Quant à la filière «éleveurs de bétail», un vétérinaire de la CRMA est chargé du suivi des cheptels sur le terrain. Parmi les produits proposés, «multirisques agricoles» est une assurance qui couvre tant les produits agricoles mais aussi les bâtiments, le matériel et les travailleurs.

Enfin, à la CRMA le travail de proximité ne s'arrête jamais. Il vient d'ailleurs d'être renforcé par l'ouverture de 3 annexes à Aïn El-Kihal, El-Malah et El-Amria.

MASCARA

Une association pour sensibiliser sur les maladies redoutables

Khenouci Mostefa

Jour après jour, le nombre des malades cancéreux ne cesse d'augmenter touchant toutes les tranches d'âges. C'est ce qui a poussé l'association, fraîchement installée, de défendre les droits de ces patients. En effet, M. Nesakh Habib, président de l'association des hépatites et cancéreux, qui a été accueilli mardi passé par le wali de Mascara, a fait état à ce dernier des préoccupations majeures de cette frange qui souffre en silence. Selon le président, la rencontre avec le wali était satisfaisante et bénéfique du moment que «le premier chef de l'exécutif de la wilaya a assuré de prendre en charge tous les besoins de ces malades en ma-

tière de matériel et médicament, en les conseillant d'organiser des journées d'information auxquelles seront conviés des professeurs et docteurs pour faire connaître cette maladie au grand public et les procédures et moyens permettant de limiter la contamination».

En parlant bien sûr de l'hépatite et des infections urinaires. Il est à rappeler que cette jeune association qui dispose d'un siège à la maison des associations, juste à côté de la cathédrale, rue Bouziane Benaoumeur à Mascara, avait déjà tracé des programmes de travail qu'elle a mis aussitôt en application.

C'est ainsi que dans le cadre préventif contre les infections urinaires qui menacent les élèves, les

membres de l'association ont pris une louable initiative, avec les moyens du bord, de nettoyer les vestiaires et les toilettes des écoles en collaboration avec l'EPIC, APC. Cependant, l'intervention des équipes de l'ONA (Office national d'assainissement) est souhaitable pour déboucher les caniveaux des cours d'écoles.

Cette campagne qui a touché jusqu'à présent onze écoles a été saluée aussi bien par les écoliers que par l'encadrement pédagogique. Il faut dire que ces vestiaires se trouvaient dans un état de dégradation très avancée. Reste à noter que le bureau de cette association envisage d'ouvrir une annexe à Sig pour pouvoir prendre en charge, sur place, les malades de la région.

TLEMCEM

Revoilà le bulletin de l'ASPEWIT

Khaled Boumediene

Le bulletin n° 13 de l'association pour la sauvegarde et la promotion de l'environnement de la wilaya de Tlemcen vient de paraître. Son président, M. Bouayed Morsli, affiche une certaine fierté. Il a réussi malgré les difficultés financières à faire publier ce treizième numéro qui traite exclusivement de diverses questions environnementales et ce, après une suspension qui dure depuis 2012. Une bonne nouvelle donc pour tous les spécialistes et défenseurs de l'environnement de la wilaya qui s'inquiétaient de l'éclipse de cette revue enrichissante sur tous les plans. Dans son éditorial, M. Bouayed Morsli écrit : «Nous célébrons chaque année le 5 juin, journée mondiale de l'environnement. A cette journée ont participé de jeunes sportifs ainsi que la gent féminine. Dans une ambiance festive, avec un panorama artistique, un lâcher de ballons multicolores pleins d'hélium et portant des slogans pour la préservation de l'environnement. Des mascottes qui dansent avec des poubelles. Tout cet aspect pédagogique nous éloigne de la réalité. Des terres agricoles phagocytées par du béton, les forêts de Honaine, Maghnia, ainsi que celles de Ouchba, à proximité des carrières, à Tlemcen, sont brûlées à petit feu et saccagées au su et au vu de tout le monde. Les pouvoirs publics ne cessent de dé-

ployer des efforts considérables qui gagneraient à impliquer davantage la société civile. Il existe un conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement dans chaque wilaya. Mais il est mis en veilleuse on ne sait pourquoi. On espère un jour sa réactivation. Aujourd'hui, Tlemcen souffre d'un énorme problème, celui de l'absence de parkings et de vespasiennes. La circulation est devenue infernale».

Ce bulletin scientifique et technique de l'ASPEWIT, conçu pour susciter la recherche en matière de diversité biologique mais également pour partager l'information qui en résulte afin qu'elle soit utilisée dans la conservation des organismes vivants et leurs habitats, aborde de nombreux thèmes (La journée mondiale de l'environnement, l'économie verte, la déclaration d'Oran, les îles Habibas, la préhistoire tlemcenienne, la presse, et le 1^{er} festival de sport de nature). Il faut souligner dans ce cadre que l'ASPEWIT, qui mène avec efficacité plusieurs actions pour la protection et la sauvegarde de l'environnement, a organisé des randonnées et visites guidées aux centres d'enfouissement technique, stations d'épuration, forêts, sites et monuments, réserve de chasse, centre cynégétique, et au lac Dayet El Ferd. Elle met, en outre, gracieusement une salle à disposition de différentes associations depuis sa création en 1979 et intervient

pour assurer des formations à la communication et organise des conférences sur les changements climatiques, la biodiversité, l'urbanisme, le développement durable et la vieille médina de Tlemcen. Selon M. Bouayed, cette année encore, une vaste action de formation à la gestion des projets a été mise en œuvre pour ses adhérents et pour les étudiants en sciences économiques, architecture et génie civil de l'université Abou Bakr Belkaid. Sur le pourquoi de la formation sur la communication, M. Bouayed nous a répondu qu'«il faut apprendre à communiquer avant d'appréhender les problèmes de l'environnement. Les enseignants de l'éducation ont cruciallement besoin de formation à la communication, d'autant plus que la wilaya de Tlemcen, de par l'importance de ses écosystèmes forestiers, concentre une richesse et un patrimoine exceptionnels en termes de diversité biologique végétale et animale. Sa préservation et sa gestion durable sont des enjeux majeurs pour notre pays en matière de lutte contre le changement climatique et valorisations optimales attendues de ses ressources naturelles au bénéfice des habitants. Le chemin est encore long et nécessite une collaboration constante avec tous les acteurs persuadés du caractère vital de ces objectifs de développement durable».

BECHAR

Un impératif pour les grandes villes

Le renforcement des fonctions des grandes villes et la mise à niveau de celles intermédiaires du sud-ouest du pays sont parmi les mesures préconisées par le schéma d'aménagement de l'espace de programmation territoriale du Sud-Ouest (SEPT-SO) à l'horizon 2030, validé tout récemment. Elaboré au profit des wilayas de Bechar, Adrar et Tindouf, ce schéma insisté sur le plan urbain, sur le renforcement des équipements collectifs, des infrastructures et des services publics et sur la consolidation de la base économique des villes qui est vitale pour le développement de cette partie du pays, selon la présentation de cette étude lors d'une rencontre régionale tenue à Bechar.

Le SEPT-SO propose des mesures, en grande partie appelées à être concrétisées dans le cadre du programme quinquennal de développement 2015-2019, dont un système urbain particulier pour la région, à savoir les petites villes de base pour la desserte du monde rural auquel elles resteront intimement liées. La mission des villes de base est de fournir une gamme aussi complète que possible de services de base à la population et aux activités agricoles. Elles sont considérées par les experts nationaux ayant élaboré ce schéma comme des centres mixtes, économiques et sociaux.

Les villes intermédiaires d'encadrement administratif et de services représentent une vingtaine de communes dont la dominante fonctionnelle portera nettement sur les aspects liés à l'équipement public et à l'administration. Quelques villes du Sud-Ouest auront également une fonction économique, en particulier en industries agroalimentaires.

Les capitales d'appui auront en charge la structuration de la zone et l'organisation de l'économie de marché dans le but de doter le territoire d'un encadrement homogène et en cohérence avec le SEPT-SO et de munir l'espace de programmation d'un système urbain efficient. Les villes d'Adrar et Tindouf font partie de cette catégorie. En matière d'armature urbaine, ces dernières villes doivent faire l'objet d'un traitement particulier et auront la vocation d'accueillir des équipements à dimension régionale, en particulier en matière de santé et de formation. S'agissant du développement économique, elles bénéficieront d'un effort spécifique pour la promotion du tourisme et des industries de transformation (Gaz, pétrole, tourisme à Adrar. Fer, industries de transformation à Tindouf), selon le SEPT-SO.

Cet outil de développement qui fait de Bechar la capitale de l'espace de programmation territoriale du Sud-Ouest, préconise la dotation de cette agglomération de fonctions visant à renforcer sa croissance pour pouvoir assumer les fonctions de capitale régionale et être le moteur de l'économie locale. En tant que centre de l'espace de programmation, ce pôle régional doit être doté d'un système multifonctionnel pour mieux structurer la totalité de l'espace de programmation.

Elle devra être aussi le centre économique majeur du Sud-

Ouest, tandis que les villes d'appui, à savoir Tindouf et Adrar, seront des villes à fonction économique forte mais différenciée, selon le SEPT-SO.

Le troisième niveau sera constitué des villes intermédiaires, à savoir les villes d'encadrement administratif avec des fonctions axées sur le tourisme, tel le cas de Béni Abbès (Bechar) et de Timimoune, Timokten et Aoulef (Adrar) et pour lesquelles un programme de promotion devra être élaboré dans le but d'améliorer leur fonctionnement et d'impulser leur économie. L'action de l'Etat y est décisive pour en faire des villes d'encadrement du monde rural dont l'efficacité dépendra de la capacité de développement économique de certaines d'entre elles, selon les concepteurs du SEPT-SO. Les grands secteurs d'appui sont le tourisme, l'artisanat, le commerce, les services, mais aussi l'agriculture à travers l'amélioration de la productivité et des services liés à l'agriculture et la transformation des produits agricoles. La généralisation des équipements de base, grâce aux projets et opérations retenus dans le programme quinquennal 2015-2019, permettra la mise en place d'un plan directeur visant à généraliser les équipements de base et s'appuyant sur des cartes régionales à élaborer. Un programme global, tenant compte des besoins de la population, des logiques de localisation, des complémentarités entre localités et des impératifs d'efficacité, reste à définir, incluant l'établissement des cartes des équipements de base (école, centres de santé, bureaux administratifs et bureaux polyvalents de services regroupant les services des postes, eau et électricité).

S'agissant de la protection de l'environnement dans cette partie du pays, les études et constats effectués lors des phases d'élaboration du SEPT-SO ont démontré que l'environnement des espaces oasiens est dans une situation critique. Il présente de multiples signes de dégradation qui ont été mis en relief par le plan national d'action pour l'environnement et le développement durable et dont la cause est la salinisation des terres, les eaux usées, le foncier, le pompage excessif, en plus des problèmes induits par le réchauffement climatique et l'aridité du climat. Pour la protection de l'environnement, le SEPT-SO propose plusieurs actions dont la protection des écosystèmes, l'instauration d'un cadre institutionnel et réglementaire approprié, la mise en place de programmes de formation, d'information et d'éducation sur la question et l'élaboration d'un livre blanc sur l'environnement oasien. Sont aussi suggérés le renforcement des opérations en cours comme la lutte contre la désertification, l'ensablement et l'érosion, le développement des énergies renouvelables, l'amélioration des techniques de collecte des eaux pluviales et la protection des ressources hydriques et l'amélioration de l'environnement urbain des villes et localités de l'ensemble de la région du Sud-Ouest.



Ils préparent tous l'après-pétrole

PAR HASSAN H.

Abdelmalek Sellal vient d'annoncer à Doha que l'Algérie prépare l'après-pétrole ; Encore timidement, il faisait allusion au complexe sidérurgique de Bellara conclu en coopération avec des investisseurs qataris et dont on posera la « première pierre » en 2015. En attendant, ce sont les grandes manœuvres dans le secteur avec le turc Tosyali, installé à Oran depuis quelques années, et qui jure qu'il va y construire lui aussi le « plus grand complexe sidérurgique de la Méditerranée ». Pendant ce temps Issad Rebrab qui voulait lui aussi construire un tel complexe s'est lassé d'attendre des autorisations et a décidé d'en acheter un, d'occasion et pour pas très cher, en Italie où il est parti faire son marché ainsi qu'il le dit lui-même quelquefois. On devrait savoir aujourd'hui même ce que pensent les autorités italiennes de son offre de rachat.

L'après pétrole, la Banque d'Algérie se décide enfin à le préparer elle aussi. Elle s'est aperçue, je cite, que « L'économie nationale peut tirer avantage des investissements à l'étranger des opérateurs économiques résidents » et que « l'investissement direct, en complément des activités en Algérie, ne peut être que profitable à la croissance de l'activité domestique, à la compétitivité et à l'innovation ». Ouf, il était temps. C'est un gros progrès, même s'il faudra remplir beaucoup de conditions avant de voir la couleur de l'argent de la Banque centrale et si Slim Othmani ne pourra sans doute pas aller acheter en Chine l'usine textile de ses rêves.

L'après pétrole toujours, mais beaucoup plus modestement, pour les bénéficiaires de l'Ansej et de la CNAC qui n'arrivent toujours pas à accéder à la demande publique malgré les « décisions » dans ce domaine du gouvernement et qui doivent quelquefois se contenter d'expédients inattendus pour payer les échéances de leurs emprunts bancaires.

Réalisé avec la collaboration de
<http://www.maghrebemergent.com/>



Investissement à l'étranger : la Banque d'Algérie veut une réglementation «applicable»

PAR YAZID TALEB

Le médiatique président du Conseil d'administration de la NCA, Slim Othmani a notamment qualifié, au quart de tour, ce texte de "non-événement". "Comment peut-on se réjouir de l'application d'une loi qui a été modifiée pour la rendre plus restrictive ?", s'est-il étonné. De l'avis de Slim Othmani, cette mesure "durcit" une loi auparavant "ouverte". Dans le même esprit, pour un expert comme Farid Bourenani, réputé proche du patron de Cevital, la manière dont les pouvoirs publics ont «bureaucratisé» le texte l'a rendu plus lourd. «Il aurait mieux valu commencer par rendre applicable le précédent règlement car rien ne justifie que le précédent texte ne soit pas appliqué, et cela plutôt que d'en concevoir un deuxième». Selon Bourenani, le règlement de la Banque d'Algérie pêche par plusieurs aspects. Notamment celui par lequel il subordonne l'investissement à l'étranger à une activité qui existe déjà en Algérie (la fameuse règle de la «complémentarité des activités» qui est, de longue date, le fondement de la doctrine de la Banque d'Algérie dans ce domaine). «Cela veut dire que vous ne pouvez pas bénéficier d'une opportunité d'acquisition d'une société et donc d'un pan d'activité qui n'existerait pas déjà en Algérie». Ce qui lui fait dire qu'avec une telle démarche, le gouvernement ne se donne pas les moyens d'être opportuniste, et prive les opérateurs de toute possibilité d'exploiter d'éventuels «effets d'aubaine».

UNE RÉGLEMENTATION DÉSORMAIS «APPLICABLE»

Des commentaires et des appréciations qui font réagir «off the record» de hauts fonctionnaires de la Banque d'Algérie qui insistent en substance sur le caractère désormais «opérationnel» de la réglementation. Pour nos interlocuteurs, le texte précédent était précisément trop ouvert et trop imprécis pour pouvoir être appliqué à moins de bénéficier à tout

On se souvient que le règlement de la Banque d'Algérie, publié le 12 novembre dernier au Journal officiel, et qui «autorise» les entreprises algériennes publiques et privées à investir à l'étranger, a fait réagir la semaine dernière certains patrons avec beaucoup de scepticisme.



le monde sans aucune restriction et d'ouvrir la voie à des fuites de capitaux importantes. C'est donc justement le caractère «restrictif» de la nouvelle réglementation qui la rendrait «applicable» à travers l'identification des acteurs qui sont susceptibles d'en bénéficier et les conditions auxquelles cette autorisation d'investir à l'étranger est soumise.

DE «PROFONDS CHANGEMENTS STRUCTURELS DE L'ÉCONOMIE» SELON LA BANQUE D'ALGÉRIE

C'est dans cet esprit que l'exposé des motifs du récent règlement affirme que «l'Ordonnance Monnaie et Cré-

dit de 2003 ne fixait pas, hors le principe de complémentarité des activités, de règles économiques et juridiques s'appliquant équitablement et objectivement à tous les opérateurs publics et privés. Or, poursuit le texte, «de profonds changements structurels ont affecté l'économie nationale au cours des deux dernières décennies ; entre autres la capacité et la possibilité pour beaucoup d'opérateurs publics et privés de s'étendre à l'international pour stimuler leurs exportations ou mettre en place des activités de production de biens et services en complément de leurs activités en Algérie». Pour la Banque d'Algérie : «L'économie nationale peut tirer avantage des in-

vestissements à l'étranger des opérateurs économiques résidents. L'ouverture de bureaux de représentation peut constituer un point d'appui au développement des exportations hors hydrocarbures ; l'investissement direct, en complément des activités en Algérie, ne peut être que profitable à la croissance de l'activité domestique, à la compétitivité et à l'innovation lorsque le centre d'activité principal de l'entreprise demeure en Algérie».

DES CONDITIONS RESTRICTIVES

Le nouveau règlement de la Banque d'Algérie formule un certain nombre de conditions très restrictives et qui

semble en réalité limiter le bénéfice éventuel de l'autorisation d'investir à l'étranger à un petit nombre d'entreprises. Quatre critères principaux régiront les opérations d'investissements des opérateurs économiques algériens à l'étranger. L'investissement doit d'abord s'effectuer dans un secteur en relation directe avec son activité principale en Algérie. La deuxième condition exige que la société soit exportatrice et qu'elle mène l'opération avec ses propres fonds sans recours aux crédits bancaires. Outre le respect d'un plafond de l'investissement, la Banque d'Algérie exige également des investisseurs algériens à l'étranger de détenir une part minimale de 10% du capital de la société étrangère. Les revenus générés par l'investissement réalisé à l'étranger doivent être rapatriés en Algérie sans délai, précise également la nouvelle réglementation.

LE FCE PLUTÔT SATISFAIT

La nouvelle réglementation n'a pas provoqué que des réactions négatives, loin de là. L'ancien Président du FCE ainsi que son successeur désigné l'ont salué en chœur au cours des derniers jours. Pour Reda Hamiani, elle peut «donner un atout supplémentaire à nos champions nationaux. Nous avons 500 entreprises exportatrices, mais seules 50 sociétés exportent d'une façon régulière, comme le groupe Benamor, Cevital, SIM. Ces entreprises ont besoin d'avoir des succursales à l'étranger pour pouvoir exporter. C'est carrément leur couper des ailes que de ne pas leur permettre de s'implanter à l'étranger notamment en Afrique. On était l'un des rares pays à ne pas le permettre. L'investissement à l'étranger donnera un plus à notre économie». De son côté, Ali Haddad, PD-G de ETRHB et seul candidat à la présidence du Forum des Chefs d'Entreprise après la démission de Réda Hamiani, se réjouit déjà de cette "très bonne" nouvelle. Il ajoute que "C'est une très bonne chose (...). D'ailleurs, nous sommes en pourparlers sur plusieurs projets en France et en Italie pour investir dans l'industrie».

Tosyali annonce des investissements à Oran et se propose de promouvoir la destination Algérie

PAR LYAS HALLAS

Tosyali holding va investir 100 millions de dollars américains pour doubler les capacités de son complexe sidérurgique d'Oran. C'est ce qu'a annoncé Fuat Tosyali, président du Conseil d'administration de Tosyali Holding qui contrôle cette usine d'acier d'une capacité de production de 1,7 millions de tonnes/an et qui sera portée à 4 millions de tonnes/an. Invité à présenter sa «succès story» lors du forum d'affaires algéro-turc tenu mercredi 19 novembre dernier à l'hôtel Sheraton d'Alger, Fuat Tosyali a mis en valeur son usine d'acières et ce qu'elle représente en termes de création de richesse et d'emploi, il a plaidé la cause des investisseurs turcs qui réclament plus de facilités et s'est proposé de promouvoir l'image de l'Algérie dans le monde des affaires à l'étranger. «Nous commençons bientôt la réalisation des extensions de l'usine d'Oran. Nous allons en faire le plus grand complexe sidérurgique en Méditerranée. Notre usine a pu générer un millier d'emplois directs et des milliers d'autres indirects. Je vais m'efforcer, personnellement en ambassadeur de l'Algérie dans le monde. Je vais dire à tous mes amis de venir investir en Algérie parce qu'elle recèle des opportunités d'affaires», a-t-il déclaré en s'adressant aux officiels et aux entrepreneurs algériens et turcs ayant pris part à ce forum d'affaires algéro-turc, qui a été renforcé par la présence du président turc Recep Tayyip Erdogan. Un plaidoyer appuyé par ce dernier qui a appelé les investisseurs turcs à prendre des risques et a fait un peu de pédagogie auprès des politiques algériens aussi, les invitant à être plus flexibles : «Le risque est une constante de la vie, aussi bien en économie qu'en politique (...). Bien sûr qu'il doit y avoir des conditions aux investissements, c'est pourquoi je dis aux investisseurs de faire avec et prendre des risques. Mais, il ne faut pas aussi perdre de l'esprit que la création d'emplois est bénéfique aux hommes politiques. Les emplois créés se mettent souvent à l'actif des politiques» a souligné M. Erdogan.

Appelée à devenir le «plus important complexe sidérurgique du pourtour méditerranéen» une fois les extensions réalisées, l'usine Tosyali d'Oran est le modèle sur lequel se sont basées les autorités algériennes et turques pour convaincre les investisseurs de venir en Algérie.

CONTRAINTES ET OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES

Quant aux contraintes liées à l'investissement, soulevées par les entrepreneurs turcs, c'est le président du conseil d'affaires algéro-turc, Emre Aykar qui s'est chargé de les énumérer. Il a exprimé la volonté de la Turquie de signer un accord de libre échange avec l'Algérie en axant son réquisitoire sur trois écueils principaux. Premièrement, le paiement de la caution bancaire pour les entreprises du BTP notamment. «Les banques algériennes n'acceptent pas les garanties des banques turques et le recours à une tierce banque génère des surcoûts et amoindrit la compétitivité des entreprises turques», a-t-il expliqué. Deuxièmement, le problème des cotisations à la sécurité sociale, doublement payées par les entreprises turques, en Algérie et en Turquie. «Convenons qu'elles (les

cotisations, Ndlr) soient payées ou en Algérie, ou en Turquie», a-t-il suggéré. Troisièmement, les visas et les permis de travail pour les travailleurs turcs. «Les procédures sont compliquées et nécessitent plusieurs déplacements», a-t-il regretté. Il convient de rappeler dans ce contexte, qu'Erdogan avait sollicité du gouvernement algérien lors de son précédent déplacement en Algérie en juin 2013, la suppression du visa pour faciliter la circulation des personnes entre l'Algérie et la Turquie. Une proposition que le gouvernement algérien avait diplomatiquement rejetée, pour des raisons sécuritaires. Lors de ce forum qui a vu la participation de 250 entrepreneurs turcs dont une bonne cinquantaine active dans le secteur des BTP, les autorités algériennes ont fait valoir d'autres avantages. Surtout le coût des facteurs dont l'énergie qui coûte dix fois moins cher que les prix

appliqués sur les marchés internationaux. Ainsi, le directeur général de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), M. A. Mansouri, a précisé les tarifs appliqués aux industriels : «Le gaz de 0,18 à 0,37 euro/Th, la gasoline à 0,23 euro/litre, Diesel 0,137 euros/litre et l'électricité à 1,14 euro/100Kwh (en moyenne)». Le DG de l'ANDI a également rassuré les investisseurs sur leurs droits de propriété, soulignant que l'Algérie a ratifié 4 accords sur la protection des investissements et 27 autres sur la non double imposition, il a indiqué que le nombre d'offres de partenariat recensées par son agence s'élève à : «204 dont 119 offres privées et 85 offres d'entreprises publiques et ce, dans différents secteurs d'activités, dans une logique de substitution aux importations (acier, médicaments etc.) ou autres (énergies renouvelables, agricultures, pêches, etc.)».



Une sévère sécheresse aggrave les difficultés du monde agricole

PAR AHMED FERKI

Les effets d'une sévère sécheresse commencent à peser sur le monde agricole en Algérie. A l'exception des céréales, pour lesquelles la saison n'est pas encore entamée, tous les autres secteurs souffrent de cette absence de précipitations. Alors qu'on est déjà fin novembre, une seule journée de pluie a été enregistrée cet automne, également marqué par une température anormalement élevée: samedi 22 novembre, le thermomètre a frôlé les trente degrés dans de nombreuses régions d'Algérie.

Dans le domaine de l'élevage, les effets de la sécheresse sont déjà perceptibles sur le marché. Alors que la saison est très avancée, les pâturages sont toujours aussi arides. Pas de pluies, pas d'herbe, donc obligation de nourrir le bétail avec des aliments achetés au prix fort. Les prix flambent, ce qui augmente considérablement le coût d'entretien du bétail.

La botte de foin flirte avec la barre historique de mille dinars. La botte de paille est à 500 dinars. Conséquence logique de cette flambée : le bétail revient trop cher aux éleveurs, qui veulent s'en débarrasser massivement. Les marchés à bestiaux font le plein, mais il n'y a pas d'acheteur, ce qui provoque une chute des prix. Et c'est le cercle infernal : trop de bétail mis sur le marché, cela signifie baisse des prix, donc perte sèche. Mais garder le bétail, cela signifie subir des frais d'entretien très élevés, «Avec un mouton acheté à 30.000 dinars il y a deux mois, on perd jusqu'à cinq mille dinars», affirme un petit éleveur du Titteri.

■ **LE POIDS DES RÉSEAUX**
Le coût d'entretien des bovins est

Une sécheresse inquiétante sévit en Algérie. Les restrictions dans les lâchers d'eau à partir de barrages ont commencé, discrètement.

devenu hors de prix. «Une génisse m'a coûté plus de 40.000 dinars en trois mois», affirme un éleveur, qui tente de trouver des formules de substitution aux aliments de bétail conventionnels. Il a commencé à irriguer une parcelle d'un hectare sans l'ensemencer, «juste pour avoir de l'herbe», dit-il.

L'aliment du bétail distribué par les réseaux officiels reste très abordable, mais il est rare. L'orge est cédée 1.500 dinars le kilo, mais seuls les initiés, introduits dans les chambres de l'agriculture, l'Union de paysans (UNPA) ou auprès de différents offices, y ont accès. Pour les autres, l'orge est achetée à un peu moins de 3.000 dinars, soit le double du prix officiel. Ce système donne lieu à un vaste trafic, pratiqué au vu et au su de tous.

Pour les cultures maraîchères également, les effets de la sécheresse sont importants. En cette fin novembre, les champs de pomme de terre sont irrigués presque comme en plein été dans la plaine du Chéliff. Pour les fellahs, cela signifie une hausse des coûts, qui s'ajoute à la hausse générale des intrants enregistrée cette année, notamment pour les engrais et la semence.

■ **RESTRICTIONS**

L'inquiétude concerne aussi toutes sortes de produits maraîchers traditionnellement non irrigués (baali), pratique très courante dans les régions accidentées. Les petits fellahs qui en vivent redoutent une saison sèche qui menacerait petits pois, artichauts, oignons, etc. «L'absence de

pluie s'accompagne généralement de gel», un cocktail destructeur pour les plants, selon un fellah.

Selon des informations recueillies auprès de plusieurs fellahs, les différents offices d'irrigation ont commencé à opérer des restrictions dans l'utilisation des eaux de barrage. Les réserves ont en effet diminué, sans que le niveau atteigne un seuil inquiétant. Mais les responsables de l'hydraulique veulent éviter toute surprise, en cas d'insuffisance de pluies. Ils ont donc informé les fellahs que les lâchers d'eau à partir des barrages seraient désormais plus stricts, avec des volumes bien précis, du moins jusqu'à ce que la situation se rétablisse. Officiellement, le ministère de l'hydraulique rassure. Les réserves sont suffisantes pour boucler la saison et assurer un approvisionnement jusqu'à l'été prochain. L'approvisionnement en eau potable est quant à lui sécurisé. Cela n'empêche pas des difficultés dans des villes vulnérables, où les réserves sont traditionnellement réduites.

■ **PAS ENCORE TROP TARD**

Ces difficultés ne signifient pas encore pour autant que la saison soit compromise, ou que la sécheresse a eu des effets irréversibles. Il suffirait de quelques jours de pluie pour que les réserves des barrages et les nappes se reconstituent. «On est en novembre. La saison est encore longue. Il suffirait d'un bon épisode neigeux entre janvier et février pour que tout rentre dans l'ordre», affirme un agronome. Selon lui, la période cruciale se situe entre décembre et fé-



vrier. C'est à partir de là qu'il sera possible de juger la saison.

Mais une évolution, qui attend d'être confirmée par des experts, révèle une tendance très délicate : Plus aucune saison ne présente une pluviométrie régulière. Il y a au contraire systématiquement un vide dans la saison, qui compromet la récolte. Dans les périmètres irri-

gués, la situation peut être rattrapée, avec des coûts de production un peu plus élevés. Mais pour les céréales, un déficit en mars-avril provoque une catastrophe, comme ce fut le cas au printemps 2014, lorsque des régions entières dans plusieurs wilayas de l'est du pays, comme Khenchela et Oum El-Bouaghi, ont été sinistrées.

Mouvements sociaux : quel impact ont les fermetures de route sur l'économie locale ?

Quelque 200 mouvements sociaux ont été enregistrés durant l'année 2013 dans la wilaya de Béjaïa



PAR NABIL ZENACHE

Le chiffre a été confirmé par le wali de Béjaïa lors d'une récente conférence de presse. Et on s'achemine vraisemblablement vers un autre record en cette année 2014, qui tire vers sa fin. Ces mouvements sociaux sont, en général, synonymes de fermeture de route. Les protestataires privilégient, en effet, ce mode de protestation car son impact est jugé immédiat : tout le monde en parle ; la radio, la presse écrite et électronique et les chaînes privées sont là pour relayer. Mais quid de l'impact de ces fermetures de routes, devenues récurrentes, sur les entreprises, privées ou publiques, et d'une manière générale sur l'économie locale ? Une chose est sûre les patrons interviewés sont au bord de la crise de nerf : les usagers de la route exaspérés ; d'aucuns n'excluent d'ailleurs pas des affrontements entre manifestants et contre-manifestants si le phénomène devait persister et si le pouvoir politique tergiverse encore à faire intervenir la force publique pour libérer la route.

■ **UNE PERTE DE 2 MILLIONS DE DINARS PAR HEURE**

Le phénomène des fermetures de routes occasionne quelque 2 millions de dinars de manque à gagner, et par heure, à l'entreprise portuaire ainsi qu'à la communauté portuaire de Béjaïa (Armateurs, transitaires, consi-

gnataires, etc.). Pour le P-dg du port de Béjaïa, Djelloul Achour, «chaque heure de perdue en raison de ces fermetures de routes se traduit par une perte sèche de 2 millions de dinars mais pas seulement au port de Béjaïa mais à toute la communauté portuaire», a-t-il indiqué à Maghreb Emergent.

Plus encore, il a estimé que «l'impact des fermetures de routes sur l'activité portuaire est préoccupant». La preuve : «les chargements ont baissé sensiblement». La raison : les camions, qui sont bloqués dans les barrages, «peinent à rejoindre le port et les quais de chargement avec toutes les conséquences qui en découlent, autant sur leur chargement, les délais de livraison, qu'au plan des ruptures de charges au niveau des navires.»

Il est vrai aussi que quelque 1200 camions fréquentent quotidiennement le port de Béjaïa, qui pour charger, qui pour décharger, mais dont l'activité à plein régime est subordonnée, souvent, à ce phénomène de blocage des routes, motivé pour l'essentiel par des revendications sociales, articulées autour de l'état des routes, de l'alimentation en eau, en électricité et en gaz, en assainissement, etc.

■ **DES CLIENTS DÉCOURAGÉS**

Joint par téléphone, Mohamed Bessa, directeur de la Communication et des Exportations chez Général Emballage dira avec regret que : «la fermeture des routes produit une quasi-pa-

ralysie de leur logistique d'approvisionnement et de vente. Ils nous arrivent ainsi d'être dans l'impossibilité de fournir nos clients et de nous fournir en matière première sinon au prix de mille détours qui alourdissent nos charges de transport. Il faut savoir que quelques 80 camions quittent notre quai produits finis chaque jour.» La même situation est vécue par les dirigeants de la SNC Khodja et cie, un établissement agroalimentaire spécialisé dans les produits oléicoles et du terroir. Son patron, Zahir Khodja, qui est également président de la Fédération algérienne de l'olive, a confié que son entreprise a perdu au bas mot 300 clients potentiels ; les clients refusant de faire le déplacement jusqu'à Seddouk, siège de la SNC Khodja et cie, pour s'approvisionner en différentes catégories d'huiles d'olive, de câpres, de figues sèches ainsi que de la majorité des fruits et légumes, commercialisés avec la marque «Blady» en raison des fermetures intempestives des routes.

■ **IL FAUT COUPER LA ROUTE POUR AVOIR DE L'EAU**

Mais pour Zahir Khodja, il n'y a pas que le phénomène de coupure de routes qui pose problème. Un point sur lequel a insisté un cadre d'une entreprise publique, qui a requis l'anonymat : «Il n'y a pas que les coupeurs de route qu'il faut incriminer dans cette affaire mais le pouvoir politique, qui semble à travers ses représentants en-

courager cette forme de inédite de protestation.» Les citoyens recourent à ces actions extrêmes lorsqu'ils ont épuisé toutes les voies de recours possibles ou lorsque des engagements publics ont été pris et qui ne sont pas suivis d'effet. «Il faut couper la route pour avoir de l'eau, du gaz ou un réseau d'assainissement ; c'est le message que délivre l'administration», a déploré ce cadre, qui n'aspire qu'à une chose : «vivement la retraite.» Son collègue plus jeune est tout aussi sceptique quant à l'avenir de la région : «si ce statut quo préjudiciable devait perdurer, le tissu économique va s'effiloche progressivement. Pis, on va assister impuissant à des délocalisations car il faudrait être fou pour continuer à travailler dans ces conditions-là».

■ **COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE**

Dans une période récente les pouvoirs publics semblent tenter de réagir. Une commission interministérielle est attendue ce mardi à Béjaïa pour aborder la question des fermetures de route avec les élus de l'APW et des APC ainsi qu'avec les membres de l'exécutif de wilaya. La rencontre survient après celle qui a eu lieu, mercredi dernier, au ministère de l'Intérieur où était convoqués le wali de Béjaïa ainsi que des élus. Ceux du FFS ayant décliné l'invitation. Le parti ayant rendu publique l'avant-veille une déclaration incendiaire contre le wali qu'on accuse d'être l'élément de blocage et à l'origine du retard qu'accuse des projets éminemment structurants : la pénétrante autoroutière, le dédoublement de la voie ferrée, le dédoublement de la RN n°26, les oppositions qui freinent le développement du réseau de gaz naturel mais aussi des logements sociaux locatifs. La réunion a été présidée par le SG du ministère de l'Intérieur en présence du wali de Béjaïa et de quatre présidents d'APC de la daïra de Chemini dont les populations réclament avec insistance le raccordement de leurs villages au réseau de gaz de ville et ceux des communes de Fennaia, de Kherrata et de Tazmalt.

Selon l'un des participants à cette rencontre, le SG du ministère aurait donné son aval afin de mobiliser l'argent nécessaire pour l'inscription de 15 communes non encore alimentées en gaz de ville dans un programme exceptionnel. Les maires des communes concernées se sont engagés, quant à eux, à aplanir les différents et à prévenir les oppositions au passage des conduites et ouvrages des réseaux électricité et gaz, d'adduction à l'eau potable.

La fermeture des marchés publics est toujours de rigueur pour les micro-entreprises ANSEJ

Le bilan établi par le ministère du Travail à la fin de l'année 2013 sur le niveau de commande publique pour les micro-entreprises est sans appel.

PAR RABAH SAID

Les marchés qui relèvent des administrations centrales sont inaccessibles et les wilayas qui ont pu affecter des projets dans le cadre des dispositions réglementaires préférentielles relèvent de l'exception. La principale cause «réside dans la non promulgation d'un texte d'application des dispositions de l'article 55 ter», selon le ministère du travail.

Ce dispositif introduit par un décret du 18/01/2012 pour lever les contraintes des gestionnaires du secteur public soucieux de passer commandes aux micros entreprises issues du dispositif ANSEJ et CNAC, n'a eu, en effet, qu'un impact marginal du fait que les domaines d'activités et les mécanismes réglementaires qui devaient permettre le «contournement» du décret présidentiel du 07/10/2010 portant règlement des marchés publics, ne sont pas explicitement précisés.

LOIN DES RÉALITÉS DE TERRAIN

Les injonctions administratives du ministère de l'intérieur et des collectivités locales aux opérateurs publics via les walis n'y peuvent rien, «les opérations de services publics que nous réalisons nous obligent, lors du lancement des avis d'appel d'offres, à restreindre l'éligibilité des candidats aux seuls concessionnaires agréés et aux entrepreneurs qualifiés. Les micro entreprises montées par les dispositifs de facilitation aux

profit des jeunes (ANSEJ, CNAC, ANGEM) ne font généralement pas partie de cette catégorie de partenaires cocontractants.». Cette réponse des EPIC de la wilaya d'Alger à leur tutelle est sans équivoque ; il n'y a aucun moyen légal de favoriser cette catégorie d'entreprises.

Circonstance aggravante, l'écrasante majorité des bénéficiaires de ce dispositif sont plutôt novices dans le domaine des marchés publics. Les avis à présélection ne suscitent pas de retour de la part de cette catégorie d'entreprises et les opérateurs publics ne disposent pas d'une liste mise à jour du fait que ni le ministère du travail, ni l'ANSEJ, ni la CNAC ne communiquent sur ce sujet.

Pour le responsable des marchés au niveau d'un EPIC important de la capitale, l'arrêté interministériel du 29 avril 2014 «fixant les modalités d'octroi préférentiel de la commande publique aux micro entreprise» introduit encore plus d'ambiguïté. Il stipule simplement que «certains besoins des services contractants dans le cadre des marchés des travaux, fournitures, études ou services peuvent être satisfaits par des micro entreprises, sauf exception dument justifiée, qui doivent leur réserver exclusivement les prestations y afférentes dans la limite du seuil de 20% au maximum.». Pour lui, c'est une fuite en avant car le cœur du problème reste dans la procédure de passation des marchés publics qui ne codifie pas, à ce jour, cette préférence officiellement affichée.



LA LOGIQUE DE LA RENTE PRÉDOMINE

Pour Madjid Yousfi, ancien membre de la commission des finances à l'APN et ancien enseignant d'économie à l'université d'Alger, «le problème réside avant tout dans le système économique rentier et bureaucratique, ceux qui réussissent, et ils ne sont pas nombreux, sont soit sur des créneaux qui comblent un déficit social ou bien ils sont épaulés dans l'administration qui leur garantit une charge de travail».

Selon une étude réalisée par l'université de Tlemcen intitulée «la contribution du dispositif ANSEJ au développement de l'entrepreneuriat», il apparaît que

l'ANSEJ dispose de peu de moyens pour accompagner au mieux les porteurs de projets. «81,25% des entrepreneurs n'ont reçu aucune formation dans le domaine où ils se lancent, et les préalables nécessaires à la création d'entreprise sont souvent occultés». L'étude révèle que beaucoup de ces entrepreneurs échouent en cours de route, restent dans l'informel ou refusent de rembourser le crédit».

TRIBUNAUX ET INFORMEL

A la veille de l'élection présidentielle d'avril dernier, l'écho à un appel lancé par un collectif de contractants des prêts ANSEJ, en difficultés, pour dénoncer les

promesses non tenues des pouvoirs publics en terme de locaux, d'accompagnements et d'octroi de marchés, n'a pas pu être quantifié en raison de l'empêchement de cette manifestation par les forces de police. Cependant les convocations devant les tribunaux qui semblent se multiplier, selon des avocats proches de la Ligue Algérienne de Défense des Droits de l'Homme (LADDH) et le passage dans les activités informelles de nombreux contractants (voir l'article sur les marchands ambulants d'eau à Béjaïa) dénotent que le malaise des bénéficiaires des dispositifs de la micro entreprise est loin d'être un fait marginal.

A Béjaïa, les petits boulots de l'eau au secours des endettés de l'ANSEJ



PAR RABAH SAID

Mis en service depuis 2009, vingt ans après son lancement en 1988, d'une capacité de 80 millions de mètres cubes (47 millions pour alimenter en potable le couloir Akbou - Béjaïa et 43 millions destinés à l'agriculture), le barrage de Tichy-Haf est une aubaine pour les marchands d'eau ambulants dans la ville des Hammadides.

En effet les habitants des quartiers desservis par le barrage refusent d'utiliser cette eau pour cuisiner ou boire du fait de son aspect jaunâtre et une odeur qui rappelle le cambouis et le renfermé. L'odeur devient plus forte durant les périodes de chaleur et il est presque impossible de se doucher avec, affirment unanimes les habitants de la cité Ighadadenes, en plein centre-ville.

LE MALHEUR DES UNS FAIT LE BONHEUR DES AUTRES

Dans une sorte de «le malheur des uns faisant le bonheur des autres», des dizaines de jeunes sillonnent les quartiers populaires avec de petits camions citernes ou tout simplement des camionnettes remplies de jerricanes d'eau qui proposent le précieux liquide à 20 dinars pour 05 litres. Renseignement pris, il s'agit pour la majorité d'«Ansejistés ou de Cnacistes» comme les nomment les habitants. Beaucoup de contractants de prêts auprès des banques dans le cadre des dispositifs ANSEJ ou CNAC se rabattent sur l'informel pour faire face aux échéances bancaires ; le business de l'eau est une aubaine, le marché est prometteur devant une demande qui explose. Tous les habitants qui ne peuvent pas parcourir des kilomètres pour se ra-

vitaller en eau potable via des sources naturelles comme Toudja ou chez leurs familles dans des quartiers (la haute ville ou Sidi Ahmed) qui ont la chance d'être toujours alimentés par le vieux barrage de Kherrata et ceux qui ne peuvent pas acheter à longueur d'année de l'eau minérale, font la chaîne devant les petits camions de l'Ansej.

MOI JE BOIS DE CETTE EAU

Le directeur de l'unité ADE de Béjaïa Mr Nourredine Dahdouh tente de rassurer en déclarant que «la différence de goût et d'odorat du barrage de Tichy-Haf n'est qu'une caractéristique de toute eau de surface qui sera apprivoisée avec le temps». Même son de cloche chez le directeur de l'hydraulique de la wilaya qui affirme boire de cette eau «la station de traitement d'Ait R'zine dispose d'un laboratoire qui contrôle à tout instant la qualité bactériologique et physico-chimique de l'eau. Il affirme que cette mauvaise odeur s'est atténuée, ces derniers temps, grâce au traitement de l'eau au charbon actif et nous allons bientôt mettre en place des stations flottantes pour prendre l'eau à la surface du barrage réputée mieux oxygénée et donc de meilleure qualité». Pour les habitants c'est la preuve que les autorités ne se soucient pas des conséquences sur la santé les citoyens car disent-ils «pourquoi on n'a pas effectué les traitements avant de lâcher cette eau jaunâtre dans nos robinets» ?

En tout cas, les citoyens ne semblent pas prêts à mettre cette eau dans leurs marmites. Ce n'est pas fait pour déplaire à nos vendeurs ambulants. Certainement aussi à leurs créanciers, l'argent n'ayant ni couleur ni odeur.

FAF - Réunion du bureau fédéral ce samedi L'EN et la CAN-2015 au menu



Kamel Mohamed

La réunion ordinaire que tiendra le bureau fédéral ce samedi sera consacrée essentiellement à l'équipe nationale et à la phase finale de la coupe d'Afrique des nations (CAN-2015), prévue en Guinée-équatoriale le mois de janvier prochain. Le programme de préparation de l'équipe nationale sera évoqué lors de cette réunion, le sélectionneur national Christian Gourcuff devant le présenter aux membres du bureau. Gourcuff devrait finaliser le programme de préparation de l'équipe avant le début du stage précompétitif, prévu le mois de janvier prochain. Ce dernier doit arrêter le programme complet avec les dates précises afin que la FAF puisse prendre les mesures

nécessaires et assurer ainsi à l'équipe nationale une préparation à la hauteur de ses ambitions, mais aussi de son statut de favori pour le sacre final en Guinée-équatoriale. En ce sens, le président de la FAF a déclaré, à maintes reprises, que tous les moyens seront déployés pour l'équipe, laquelle est tenue par l'obligation du résultat.

Le sélectionneur national avait demandé, dans son programme, de prévoir deux matches amicaux, le premier en Algérie ou en dehors du pays, le mois de décembre et le deuxième quelques jours avant la CAN-2015 en Guinée-équatoriale. Les noms des sélections tunisienne et qatarie sont avancés.

Auparavant, Gourcuff devrait effectuer une tournée en Europe dans le but de superviser de très près les

joueurs sélectionnés mais aussi ceux qui sont susceptibles d'être appelés ou rappelés en équipe nationale. Toutefois, cette tournée vise surtout à motiver davantage les internationaux algériens pour leur démontrer que le sélectionneur national et la FAF comptent sur eux en prévision de la CAN-2015. Par ailleurs, le président de la FAF et le sélectionneur national assisteront au tirage au sort de la CAN-2015, le 3 décembre à Malabo. C'est à partir de ce tirage au sort que Gourcuff sera fixé de manière précise sur la préparation de l'équipe et des sparring-partners à affronter lors des matches amicaux. En somme, la FAF prépare activement la CAN-2015 où l'Algérie devrait s'illustrer et continuer ainsi sur les performances enregistrées lors du Mondial brésilien.

Ligue 1- Mise à jour aujourd'hui à 18 h 00 ESS-MCA

Objectifs diamétralement opposés à Sétif

Pour le compte de la mise à jour de la huitième journée du championnat de Ligue 1, l'Entente de Sétif reçoit ce soir sur la pelouse du stade du 8 mai 1945, le MC Alger dans un match aux objectifs diamétralement opposés. Très en verve depuis le 1er novembre dernier, où elle a remporté la Ligue des champions d'Afrique, l'ESS qui reste sur une victoire acquise à domicile devant l'ex-leader, l'USMH, aura à cœur de prolonger sa belle série et

sa remontée au classement, où elle occupe désormais la septième place. Eu égard à l'aspect psychologique des hommes de Madoui et de leur détermination à revenir dans le haut du tableau, on peut imaginer que l'Entente part avec les faveurs du pronostic, d'autant plus que les Noir et Blanc évolueront devant leurs fans. En face, le Mouloudia d'Alger, lanterne rouge, sera dos au mur. Les camarades de Berchiche, n'ont plus droit à l'erreur et seul un

bon résultat, pourrait apaiser un tant soit peu la pression, qui pèse sur les épaules des joueurs. Tenus par l'obligation du résultat, les hommes de l'entraîneur intérimaire, Boualem Laroum, vont devoir aborder cette rencontre comme si c'était la dernière afin d'éviter au moins la défaite. Cela ne s'annonce pourtant pas facile à Sétif, où l'ESS demeure invaincue. A noter enfin que ce match sera dirigé par le trio Ghorbal, Seradj et Hadj Said. **M. B.**

ASM Oran

Le staff technique sur la sellette

M. Zeggai

Depuis la victoire acquise à Alger face à la JSK, à huis clos, l'ASMO n'en finit pas de dégringoler au classement pour se retrouver à deux longueurs seulement du troisième potentiel relégable, le NAHD. Les asémistes n'ont pas goûté à la victoire lors des trois derniers matches, concédant ainsi cinq points à domicile. Cette situation commence à devenir sérieusement inquiétante, d'autant que les prochaines rencontres de la phase aller, s'annoncent difficiles, à savoir deux déplacements chez le CSC et l'USMA, un derby face au MCO et la réception du MCEE. Il est clair que les trois dernières contre performances ont influé négativement et semé le doute au sein de l'équipe dont l'ambition était de retrouver sa véritable place parmi l'élite. Aujourd'hui plus que jamais les jours du staff technique sont comptés et tous les regards sont braqués vers le siège du club où devra se tenir une réunion urgente pour sceller le sort du staff

technique. «Sincèrement, je pense qu'il est temps de réagir et prendre les décisions qui s'imposent avant qu'il ne soit trop tard », nous a affirmé Dob Fodil, conseiller du président à l'issue du match face au CRB. Pour Saâdoun Mohamed dit "Moumouh", le principal bailleur de fonds du club, le changement du staff technique est indispensable.

«Nous allons tenir une réunion pour débattre la situation de l'équipe. A mon avis, s'il y'aura changement, il ne concerne pas seulement l'entraîneur mais tout le staff technique. Je pense que cette décision s'impose d'elle-même pour créer le fameux déclic quand les résultats ne suivent pas. Personnellement, je

suggère un changement radical », affirma-t-il. Pour en savoir plus, nous avons tenté de joindre le président du CSA/ASMO, Merouane Baghor, mais toutes nos tentatives furent vouées à l'échec. En revanche, de l'avis de nombreux observateurs et spécialistes présents au match ASMO-CRB, l'équipe a manqué de discipline tactique. Pourtant, les joueurs asémistes ne manquent pas de qualités. Pour l'entraîneur, Benchadli, il a à maintes reprises évoqué la pression qui pèse sur son équipe, mais cela ne semble pas avoir convaincu les dirigeants. En somme, l'heure est donc à la mobilisation et à l'union sacrée pour sortir de cette spirale négative.

Handball - FAHB

AG Ordinaire samedi prochain

L'assemblée générale ordinaire de la fédération algérienne de hand-ball se tiendra samedi prochain. Au menu de ce conclave figure l'examen du bilan moral et financier concernant la saison 2012/2013 en attendant que la fédération ne mette ses textes en conformité avec ceux régissant les fédérations sportives pour pouvoir bénéficier des subventions étatiques et autres, comme exigé

Ali Sadji

Le huis clos, source de discorde Crise entre le MCA et l'USMA

Kamel Mohamed

L'après derby entre l'USMA et le MCA a toujours été difficile à gérer pour l'équipe vaincue. Les dirigeants du MCA sont confrontés à diverses situations, les unes aussi compliquées que les autres. La première situation consiste en les rapports avec l'USMA. Indépendamment du résultat du match de samedi dernier, ayant vu le MCA s'incliner devant l'USMA, les dirigeants du Mouloudia sont rentrés en conflit avec leurs homologues de l'USMA pour «non respect» du huis clos. Ils ont estimé que les responsables de l'USMA ont transgressé cette règle en permettant à des supporters d'accéder aux tribunes du stade. Ces supporters avaient des dossards de journalistes et s'en étaient pris aux joueurs du MCA. Au Mouloudia, on songe sérieusement à quitter Bologhine pour domicilier l'équipe dans un autre stade. Pour

le moment, la direction du MCA n'a pas pris attache avec la LFP, mais on évoque les stades Benhadad de Kouba ou Mustapha-Tchaker de Blida. En attendant, la priorité pour les dirigeants du Mouloudia est de mettre fin à la série de résultats négatifs de l'équipe. Une situation ayant provoqué le limogeage de l'entraîneur Boualem Charef, sur le point d'être remplacé par le Portugais Arture Jorge. Ce dernier devrait superviser l'équipe aujourd'hui à Sétif contre l'ESS (match retard du championnat), avant de signer un contrat de dix huit mois. Aussi, les dirigeants du MCA ont opté pour l'accalmie et veulent protéger l'équipe.

Celle-ci avait repris les entraînements au stade de la Protection civile, à Dar El Beida, loin des supporters du MCA. La direction du club a également refusé de sanctionner les joueurs et ce dans le but d'éviter de compliquer une situation déjà très fragile.

USMBA

La confiance retrouvée

M. O. Noureddine

Après l'inquiétude qui a ébranlé le quotidien de l'USMBA suite à la défaite subie à Bologhine, le groupe et son entraîneur ont décidé de passer l'éponge et d'ouvrir une nouvelle page. Cela s'est vérifié lors de la rencontre de samedi contre le MCEE où les locaux n'ont manifesté aucun signe de relâchement en dépit de tout ce qui a précédé ladite rencontre. L'USMBA est parvenue à passer l'écueil d'El Eulma avec succès et, du coup, s'offre une bouffée d'oxygène. Cela n'aurait pas été possible sans la force de caractère des joueurs et leur entraîneur qui a su redonner une âme à son équipe après la semaine mouvementée. Ainsi, l'USMBA, qui se trouvait dans une situation délicate, a réussi le coup parfait en arrachant les trois points de la victoire dans les ultimes minutes. A la faveur de ce précieux succès, l'USMBA s'est-elle définitivement mise à l'abri ? C'est la première interrogation qui vient à l'esprit des in-

conditionnels. L'USMBA a réussi à sortir indemne face au MCEE et pour cause la formation bel abbésienne savait que sa mission n'allait pas être une simple sinécure, après la crise qui a secoué le club. Cela a fait nourrir des appréhensions chez les fans mais aussi chez l'entraîneur Wallemme quant à la capacité de ses joueurs à surmonter cette épreuve. La rencontre était loin d'être de tout repos compte tenu de l'enjeu qui la caractérisait d'autant que l'équipe était attendue au tournant. A cet effet, les locaux ne sont arrivés à imprimer leur rythme qu'en seconde période. Tout est bien qui finit bien. L'USMBA a remporté une victoire importante, voire salutaire, dans son opération maintien, ce qui rassure encore plus ses inconditionnels en attendant les prochaines échéances face dans cet ordre au NAHD, l'ASO Chlef, la JSS et le MOB pour clore la phase aller. Pour l'entraîneur ce résultat permettra à l'équipe d'emmagasiner un capital confiance, ce qui motivera davantage le groupe.

IRB Sougueur

Une première place malgré le manque de moyens

Kamel Lezoul

Apparemment l'IRB Sougueur poursuit son bonhomme de chemin en enregistrant de bons résultats. En effet l'équipe du duo Khia-Koudèche caracole seul en tête avec une avance de deux points sur son poursuivant immédiat le CRTiaret, en l'occurrence.

Les «Rouge et Blanc» de Sougueur ont remporté mardi passé leur match retard face à l'O.Médrissa sur le score de 2 à 0 suivi d'un autre succès samedi dernier (1-0) face à une équipe de l'IRB Feidja trop agressive et hyper motivée. Les camarades de Ghazli, qui évolueront pour la quatrième fois consécutive à domicile,

ce samedi, face au voisin de la JS-VBS, tenteront à l'occasion de conforter davantage leur position de leader. Le président de section Bouguedana Bakhti estime que l'équipe est sur la bonne voie pour atteindre son objectif qui n'est autre que l'accession en inter-régions. «Dieu merci, pour le moment tout va pour le mieux, le staff technique fait son travail convenablement, les joueurs donnent le meilleur d'eux même et les dirigeants font de leur mieux. Mais ce qui nous préoccupe le plus, c'est le manque de moyens. Ainsi je demande aux autorités locales et de wilaya d'intervenir pour nous aider car sans eux faut-il le reconnaître, on ne peut rien faire » conclura-t-il.

JSVB Sougueur

L'arbitrage à Mocta Douz dénoncé

C'est un vice président hors de lui qui a rendu visite au bureau du quotidien d'Oran pour relater selon ses dires le dérapage du referee de la ligue de Mascara Tama en l'occurrence qui a officié samedi dernier Mocta Douz contre la JSVB Sougueur. Le vice président du vieux quartier de Sougueur, Bourezg Badri, dira à ce sujet : « Par moment, je songe sérieusement à quitter carrément ce monde du football que d'assister à son enterrement. Lors de notre déplacement à Mocta Douz pour affronter l'équipe locale, la ren-

contre a débuté avec cinquante minutes de retard, en l'absence du service d'ordre, ce qui est contraire à la réglementation. Dès le coup d'envoi, le referee a fait preuve de partialité flagrante nous privant d'une victoire certaine après avoir expulsé injustement un de nos joueurs et en n nous refusant un but de toute beauté. Enfin, le temps additionnel a duré plus de dix-sept minutes. En conséquence, même si on est revenu avec le point du nul, mon devoir est de dénoncer haut et fort cet arbitre », conclura Bourezg. **Kamel Lezoul**

AVEC L'EXPERTISE RENAULT DERNAHA DJAZAIRIA



NOUVELLE RENAULT SYMBOL

EXCLUSIF : GPS INTERACTIF INTÉGRÉ

NOUVELLE VERSION EXTREME ÉQUIPÉE DE :

- ABS AIRBAG CONDUCTEUR ET PASSAGER • RADAR DE RECUL • ÉCRAN TACTILE MEDIANAV + NAVIGATION GPS
- RÉGULATEUR LIMITEUR DE VITESSE • ROUES 16" • LÈVE VITRES ÉLECTRIQUE AVANT + ARRIÈRE • CLIMATISATION RÉGLÉE

Pour plus d'informations : 0770 90 50 00 / contact.client@renault.dz

CHANGEONS DE VIE
CHANGEONS L'AUTOMOBILE



ALFATRON Electronic Industries
Au Capital Social de 297.180.000 DA
Entreprise Publique Economique - Filiale ENIE
Z.I. de Hassi Ameur - BP 104 Hassi Bounif, Oran, Algérie
NIF : 000131010545450

«2ème AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 01/DG/2014 »

Opération : Sélection d'opérateurs pour la réalisation d'un bloc destiné à abriter les activités administratives de l'entreprise **ALFATRON Electronic Industries**.

Conformément au décret présidentiel n° 10/236 du 07/10/2010 modifié et complété, l'entreprise **ALFATRON** lance un avis d'appel d'offres national restreint ouvert à la concurrence relatif à la sélection d'opérateurs pour la réalisation d'un bloc destiné à abriter les activités administratives de l'entreprise.

Le présent avis d'appel d'offres s'adresse aux entreprises qualifiées (Qualification II et plus) et prestataires. Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction Administration et Finances sise à la Zone Industrielle de Hassi-Ameur, BP 104 Hassi-Bounif, Oran.

Les frais de participation à l'appel d'offres sont fixés à 2 500,00 DA auprès de l'entreprise ALFATRON Electronic Industries, Direction Administration et Finances. Les offres établies conformément aux clauses du cahier des charges et accompagnées des documents exigés doivent être déposées sous double pli fermé avec mention :

" Avis d'appel d'offres national restreint N° : " 01/14/DG " " **Sélection d'opérateurs pour la réalisation d'un bloc destiné à abriter les activités administratives de l'entreprise ALFATRON Electronic Industries** ".
A NE PAS OUVRIR.

Les offres doivent contenir :

1. L'offre technique (sous pli fermé portant la mention offre technique).
2. L'offre financière (sous pli fermé portant la mention offre financière).

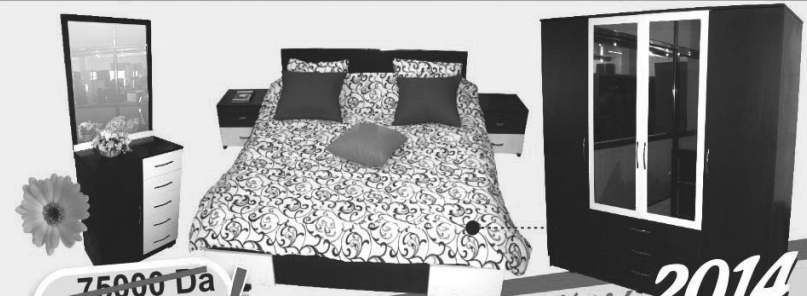
La date limite de dépôt des offres est fixée à 30 jours à partir de la date de la première parution du présent avis d'appel d'offres à 12 h 00 maximum.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant (111) jours à compter de la date limite de dépôt des offres.



MOBICAM
Fabricant de tous types de meubles

Promotion Chambre à coucher Été 2014



75000 Da
72000 Da
Prix d'usine

Les bonnes affaires de l'été 2014



107000 Da
95000 Da
Prix d'usine



Armoire pour chambre individuelle

27000 Da
22500 Da
Prix d'usine



Meuble Tête avec tiroirs

17500 Da
12000 Da
Prix d'usine

vous de choisir...!

pour chaque chambre achetée un cadeau surprise vous attend...

La qualité au meilleur prix.

Bureau Commercial Show-Room

16, Av. Ouled Kablia Saliha Guambetta, ORAN (face au CEM Tandjaoui)

Tél. & Fax : (041) 53-44-26 / (041) 53-26-94

Mob. : (0550) 48-11-99 / (0552) 26-99-28 / (0560) 09-78-10

Site internet : www.camm-alu.com / e-mail : mobicam@camm-alu.com

Photos non contractuelles - Quantité & promotion limitées

Ligue des champions

Duels à distance Schalke-Sporting et AS Rome-CSKA Moscou



Adjal Lahouari

Après l'intermède des nombreux matches entre les équipes nationales, la Ligue des champions d'Europe revient avec toujours de belles affiches au programme, il n'y a que l'embarras du choix. Outre la promesse de bon spectacle, c'est le cœur qui dictera le choix des accros de la télévision.

Des quatre groupes au menu aujourd'hui, seuls le Bayern, le FC Porto, le PSG et le Barça ont officiellement composé leurs billets pour le second tour. On est donc en droit de penser que les ces quatre clubs évolueront l'esprit libéré. A Manchester, Cependant, les Anglais de City attachent à ce match beaucoup d'importance, car ils sont à égalité de points avec l'AS Rome. Et puis, les hommes du Chilien Pellegrini aimeraient bien laver quelque peu l'affront subi à Munich. Avec ces données et la pléiade de stars sur le terrain, on ne devrait pas s'ennuyer, bien au contraire. Les coéquipiers de Samir Nasri seront à l'écoute du débat CSKA-AS Rome, en souhaitant bien évidemment que les Moscovites et les Romains se neutralisent, ce qui leur permettra de conserver un mince espoir de qualification. Dans le groupe H de notre interna-

tional Yacine Brahimi le FC Porto sera à l'aise face au BATE Borisov, lanterne rouge. Invaincus, les lisboètes ont les moyens de ramener la victoire, comme ils l'ont fait lors de la précédente journée à Bilbao. Outre Brahimi, Porto dispose en Jackson Martinez et Quaresma deux grands attaquants capables de tous les exploits. Les Ukrainiens de Donetsk qui ne sont qu'à deux longueurs du FC Porto sont archi favoris face aux basques de Bilbao. Il est certain que la défense espagnole sera très à l'ouvrage ce soir face au Brésilien Adriano et ses coéquipiers. C'est simple, ils forment l'attaque la plus prolifique, tous groupes confondus, dépassant celles de Dortmund, Bayern, Porto et Real Madrid ! Dans le groupe F, le duel Paris S.G.- FC Barcelone se poursuivra à distance. Pratiquement qualifiés en raison de l'avance consécutive, les Parisiens et les Barcelonnais ont le devoir de confirmer leur supériorité dans ce groupe. Pour ce faire, les hommes de Laurent Blanc accueilleront l'Ajax, dont l'unique objectif reste le billet pour l'Europa League. En conséquence, les coéquipiers de Matuidi risquent d'avoir affaire à des adversaires entreprenants et décidés à arriver à leurs fins. Les observateurs ont souligné le comportement de l'équipe de la capitale fran-

çaise, qui sait se mettre au niveau de l'événement. La encore, le spectacle semble garanti avec un football orienté vers l'offensive. Quant aux gars du Barça, ils auront intérêt à ne pas mésestimer leurs adversaires Chypriotes de l'Apoel, dont les bonnes prestations d'ensemble n'ont pas été couronnées du succès mérité en raison, surtout, du manque de réalisme de l'attaque. Enfin, l'intérêt demeure dans le groupe G, où le second, Schalke 04 reçoit le leader Chelsea avec l'espoir de revenir à sa hauteur, trois points séparant ces deux belles équipes. Une fois de plus, le rusé Mourinho étalera son savoir faire pour s'en tirer à bon compte de ce déplacement. Quant au Sporting Lisbonne de Slimani, il part avec les faveurs du pronostic face à Maribor, toujours sans victoire après quatre journées.

Aujourd'hui (20h45)

Man City - Bayern Munich
APOEL Nicosie - FC Barcelone
Paris SG - Ajax
Schalke 04 - Chelsea
Sporting Lisbonne - NK Maribor
Shakhtar Donetsk - Athletic Bilbao
(18h00) CSKA Moscou - AS Rome
(18h00) BATE Borisov - FC Porto

Excédé par ses problèmes fiscaux

Lionel Messi voudrait quitter l'Espagne

Des sources proches de Lionel Messi auraient déclaré que la star argentine est prête à quitter l'Espagne, se sentant persécuter par les agents des impôts ibériques. Des propos qui sont rapportés par le site espagnol El Confidencial. Lionel Messi, a en effet été pris dans un scandale financier, l'état lui demandant 52 millions d'euros d'arriéré d'impôts. L'Argentin avait réglé la facture suite à une négociation comme cela se fait régulièrement dans le pays. Mais, dans la loi espagnole un arriéré d'impôt supérieur à 120 000 Euros, implique obligatoirement un passage au tribunal et un risque de peine de prison. Cependant, lors d'une médiation, si la personne mise en cause paie une amende, la case prison est effacée. Cela aurait dû être le cas pour Messi, mais l'Argentin a toujours cette épée de Damoclès au-dessus de la dette. Une situation

qui ulcère Lionel Messi, qui se considère comme discriminé. Cité par El Confidencial, la source proche de l'Argentin s'explique : «Il y a d'autres sportifs célèbres qui se sont retrouvés dans la même position et tout a été réglé administrativement, par exemple pour les joueurs du Real Madrid Iker Casillas et Xabi Alonso, ou pour le tennisman Rafael Nadal. Messi est le seul à être encore poursuivi pénalement après le paiement. Il en a marre de l'Espagne et veut s'en aller.» Des déclarations qui viennent donner encore un peu plus de relief aux propos de l'Argentin cette semaine, qui a ouvert la porte à un départ du Barça. Si sur le terrain les performances de Messi s'en ressentent, du côté du Barça on cherche des coupables. Et les rumeurs d'un complot de l'état Espagnol contre le symbole de la Catalogne ou le simple racisme progressent.

O. Marseille-35e fortune mondiale

Un prince saoudien veut s'offrir le club



Selon L'Equipe, le prince saoudien Al-Walid Bin Talal Bin Abdelaziz Al-Saoud, 35e fortune mondiale selon le classement établi par Forbes, envisagerait de racheter l'OM. Et de concurrencer le PSG. Cette saison, sur le plan sportif, l'OM fait mieux que tenir tête au PSG. Leader de la Ligue 1, le club

phocéen pourrait prochainement venir concurrencer Paris sur un terrain plus inattendu : celui des finances. L'Equipe annonce en effet dans son édition d'hier le possible rachat du club marseillais par le prince saoudien Al-Walid Bin Talal Bin Abdelaziz Al-Saoud, 35e fortune mondiale. Un «habitué de l'univers du

foot français» serait en train de monter un dossier de reprise autour du riche homme d'affaires, qui possède notamment l'hôtel George V à Paris et des parts dans de nombreuses entreprises américaines (Apple, Euro Disney). Son entourage aurait d'ailleurs été vu du côté de la Canebière et des réunions auraient déjà eu lieu. Avec 21 milliards d'euros sur son compte en banque selon le magazine Forbes, Al-Walid n'aurait aucun mal à déboursier les 100 à 150 millions d'euros estimés pour la vente de l'OM. Soit potentiellement le double de la somme versée par QSI pour racheter le PSG en 2011 (70 millions d'euros). Encore faut-il que le club soit prêt à vendre. Depuis le décès de Robert Louis-Dreyfus, en juillet 2009, le sujet revient fréquemment sur le tapis. Sans que cela débouche sur du concret. Mais les positions seraient en train de s'assouplir en interne. Vincent Labrune, longtemps hostile à l'idée de céder l'OM, a été sondé. Et il ne serait plus aussi fermé, avance L'Equipe.

Handball-IHF

L'Allemagne impliquée dans un scandale ?

La Fédération internationale de Handball (IHF) aurait promis à l'Allemagne une wild-card au Mondial 2015 au Qatar avant même que l'équipe allemande dispute ses matches de qualifications, perdus contre la Pologne en juin 2014, selon la chaîne publique allemande ARD. «J'étais très mal à l'aise d'avoir à dire à mes joueurs que l'Allemagne pouvait gagner alors que nous on se devait de gagner. On entendait de plus en plus clairement que l'Allemagne aurait une wild-card pour aller au Qatar», affirme dans ce reportage l'entraîneur allemand de la Pologne Michael Biegler. «Ce ne serait jamais arrivé pour la Pologne.» Le repêchage de l'Allemagne avait été annoncé officiellement le mois suivant. Dans son reportage, l'ARD, fait aussi témoigner le capitaine de la sélection australienne Bevan Calvert, dont l'équipe, vainqueur du Championnat d'Océanie 2014 pensait avoir validé son billet

pour le Mondial mais se l'est finalement vu refuser au motif que la Confédération d'Océanie n'est plus reconnue par les instances internationales. «En avril dernier, soit deux mois avant les matches de qualifications, on a été contacté pour nous dire que l'on n'aurait peut-être pas notre place au Mondial. Cela avait été un choc», explique Bevan Calvert. Dans le reportage, le président de l'IHF Hassan Moustafa souligne l'importance du handball allemand qui compte «environ un million de joueurs» et «est suivi partout par la télévision». Bob Hanning, vice-président de la Fédération allemande, a pour sa part assuré «avoir entendu parler de la possibilité d'une wild-card le 19 juin» seulement, avant d'en être clairement informé «le 7 juillet». Ironie du sort, le tirage au sort du Mondial 2015, qui se disputera en janvier à Doha, a placé l'Allemagne dans le même groupe que... la Pologne.

Coupe Davis

Une première pour la Suisse



Roger Federer a encore enrichi sa légende en offrant à la Suisse la première Coupe Davis de son histoire, après avoir submergé le Français Richard Gasquet, dimanche à Villeneuve d'Ascq. Vingt-deux ans après la finale perdue par Jakob Hlasek et Marc Rosset face aux Etats-Unis, la Suisse est devenue le 14e pays à graver son nom sur le fameux Saladier d'argent. Lancé à la place de Jo-Wilfried Tsonga, blessé au bras droit, Gasquet a tenté de s'opposer à la furia de Federer. Mais le N.2 mondial, survolté, a proposé un tennis beaucoup trop enlevé pour lui, avant de s'imposer 6-4, 6-2, 6-2. «C'est un

moment historique pour notre pays et je suis très heureux de vivre ça», a-t-il savouré. Avec ce sacre, Federer ajoute une nouvelle perle à son collier de victoires majeures, ses 17 titres en Grand Chelem, six Masters et une médaille d'or olympique en double. Il ne manque plus au médaillé d'argent aux JO-2012 que de devenir champion olympique en individuel pour avoir gagné tous les plus grands titres du tennis. Cette année 2014 est plus que jamais celle de la résurrection pour le maestro. Après une saison 2013 gâchée par des problèmes de dos, il est revenu aussi fort qu'avant, à 33 ans.

Formule 1-GP d'Abou Dhabi
Hamilton champion du monde pour la seconde fois

Lewis Hamilton (Mercedes) est devenu champion du monde, pour la seconde fois après 2008, en remportant dimanche le Grand Prix d'Abou Dhabi de Formule 1 alors que son coéquipier allemand Nico Rosberg, victime d'ennuis mécaniques, a terminé 14e. «C'est vraiment le plus beau jour de ma vie», a dit Hamilton sur le podium, avec un peu plus bas sa compagne Nicole Scherzinger, ex-chanteuse des Pussycat Dolls, très émue elle aussi. Comme un rêve qui devient réalité pour le natif de Stevenage. «Je ne pensais jamais que cette saison serait aussi difficile. Il y avait beaucoup de pression ce week-end et je n'ai pas dormi cette nuit. Ce matin je suis allé courir puis je me suis fait masser. J'ai eu peur d'arriver fatigué au départ de cette course», a confié un peu plus tard le nouveau (double) champion du monde, en conférence de presse.



■Vds Appart F4. Sup. 90 m², 3ème étage en plein centre-ville d'Oran Bd des Chasseurs côté Club Mouloudia - Tél. 0560.38.18.38

■GHAZAOUET : Vds Appart F3 - 80 m² - Cité Sidi Amar + 2 lots de terrain + Maison 251 m² - Tél. 0551.42.74.31

■Vends Appart F4 C. SDB. 4ème étage, mitoyen à la CNEP Adda Benouda - Refait à neuf - Tél. 0552.90.74.83 - Libre de suite

■Vends F3 - 2ème étage. Neuf. Nvlle Const. situé à Choupot. Entrée sécurisée. Interphone. Cuisine équipée. P.O. : 1 Md 300 M. P.D. 1 Md 380 M. ORAN - Tél. 0555.54.53.14 sur RDV

■Vds F3 Es-Seddikia 2ème étage côté CNEP. Toutes commodités. Cuisine. SDB. Chauffe-eau. Chauffage. Clim. Citerne 2.000 L - 70 m². Refait à neuf. Curieux s'abstenir - Tél. 0552.48.79.07 - Prix après visite

■AG. HOUHOU - 041.35.34.27 - 0776.37.88.74 - Loue : F3 Promoteur 2,7 U Kara - F3 Maraval 3 U - Studio C.-V. 1,5 U - F4 meublé Yaghmoracen 5 U - Vends villa Gambetta 35 - Choupot 43 - Fernandville 30

■Location Apparts F3 + F4 + Café et sa licence à ORAN - Tél. Avant 18 H S.V.P. au 0796.15.15.13 - Curieux et intermédiaire s'abstenir.

■A louer Appart F3 aux 700 Logts Haï Yasmine - 92 m² - Libre de suite - Pour couple unique ou avec un enfant (toutes commodités - eau - gaz - électricité) - Avance 1 année. Cautionnement (2 mois) - Tél. 0557.99.91.98

■Vends Appart F3. RDC. Sup. 80 m² - Acté + L.F. avec Haouch 30 m². Gaz, Tél. - EL-AMRIA - W. TEMOUCHENT - Tél. 0771.12.67.86

■Mets en location Apparts F2 et F3 équipés, bien aménagés, situés à Paradis-plage Aïn El Turk. Corniche oranaise - Tél. : 041.44.59.15 - 0777.01.34.14

■Vends ou Loue (meublé) F2, hall, terrasse,- garage - au 2ème étage - situé au rond-point les Pompiers Choupot - ORAN - 0551.39.05.07

■A louer pour 3 Mois et 6 Mois dans une M. de Maître à Coca - ORAN au rez-de-chaussée : 2 Gdes Pces + Gde cuisine + cour + garage et 3 Gdes Pces + Gde cuisine + cour et garage 2 voitures - Tél : 0771.23.91.49

■Vends bel Appart F4 : 3 Pces + salon + Gde Cuis. + hall + toilettes. 3 Gds balcons, ensoleillé, dans immeuble très propre. Interphone. Excellent voisinage à Akid Lotfi - Tél : 0796.08.98.84

■Vends Appart F3 individuel à Haï Emir AEK 100 Logements Pépinière - Bir El Djir - Tél : 0553.13.75.85

■A vendre Appart F3 - 7ème étage Bâtiment 8ème - Ligne Bus 6 et 16 à Maraval - ORAN - Tél : 0794.88.76.23 - HOUARI

■A vendre Appart F2 - 1er étage à Plateau en face la clinique Ghoulém - Acté - Bien équipé - Prix 500 U et négociable - Tél : 0557.41.13.08

■Vends F3 - 90 m² - Grandes pièces et grande cuisine aménagée - Acté + LF - 1er étage - Libre de suite - Yaghmoracen - Tél : 0559.745.739

■A vendre F3 Maraval 2ème étage + A louer F5 Résidence Hasnaoui Yasmine 2 + A louer F3 Senia 2ème étage - Tél : 0672.46.58.18

■Prom. Vend Apparts (sur plan) Ht standing (vue sur mer) : F1 - F2 - F3 - F4 à Aïn El Turk - Liv. 2018 - F4 (144 m²) Ht Stand. Park. Surveill. Caméra (Clair Fontaine) - Tél : 0773.26.69.51

■A vendre F2 - Arrêté - RDC - Bien aménagé : 2 pièces, cuisine, douche + toilettes à Saint-Charles devant la Poste - Tél: 0552.36.97.62

■A louer appartement 3 pièces cuisine + SDB + garage - entrée individuelle + cour de 20 m². RDC. Forme Duplex. Cosider Haï Sabah - Contacter Tél : 0561.65.32.75

■Vends : F3 Mimosas 2ème + F2 Bd Charlemagne 1er + F2 Rue Michelet 4ème + F3 Bd Benzerdjeb 4ème + F4 Miramar + F5 Bd Frt de Mer + F5 Rue Med Khemisti - AG BENSALID - 041.29.26.03 - 0552.58.43.72

■Vends : F4 Gde Terre 4ème libre de suite 880 U - F4 RDC libre refait à neuf luxe 1400 U - F4 Front de Mer 1800 U / F2 Saint-Eugène 500 U - AGENCE DJIWED EL ADL - 0771.53.77.94 - 0796.74.05.52

■Vends F3 - 2ème étage - Acté - en face Méridien - ORAN - Tél : 0550.53.94.88

■Vends : F2 Zitoune + Studio Plateau + F3 Résidence côté Av. Sid/Chahmi + 200 m² Panorama + 5.000 m² Ur. à Yasmine 2 - Tél : 0771.16.84.72 - 0553.29.65.72

■Location : F5 Bd Frt de Mer 1er + F5 Place d'Armes + F4 Haï Zitoune 1er + F4 la Vieille Mosquée 1er + F5 RDC Gdyl + F4 Haï Sabah + F3 C.V. 10ème - AGENCE BENSALID - 041.29.26.03 - 0552.58.43.72

■A vendre F4 Promotionnel d'une Sup. de 113 m² - 3ème étage - situé à Bir El Djir - Prix 14.000.000.00 DA - Tél : 0557.28.21.66 - (Pas de Courtier - Pas de Promesse de vente)

■A vendre F3 ARZEW Zabana. 85 m². 1er étage avec 2 Gds balcons. SDB et cuisine refaites + Climatis. + Chauff. + Internet. Bon Voisin. et très calme - P. Off. 750 M - Tél : 0560.014.560

■Vends / Echange F4 Cité Dar El Hayet 11ème étage. Bien ensoleillé. Belle vue. Bon voisinage. 70 m² - Eau H24 - Gaz - Electricité - Téléphone - Internet - Parking auto - Tél : 0661.20.53.19

■Vends des Apparts Gd standing Top Hippodrome + Villa Fernandville 200 m² - Tél. 0555.33.14.73 - 0771.41.78.51

■A vendre Appart F3 + sanitaires + grande terrasse, situé à St-Eugène Rue Maupas - Prix raisonnable - Tél. 0552.10.72.90

■A vendre Appart Top F3 - 100 m² avec parking à Front de Mer et vue sur mer + A vendre Appart Mobilart T4 vue sur port - Tél : 0550.30.12.41

■A vendre appartement F3 - 4ème étage. 82 m² à Dar El Beïda (Zitoune) - Tél. 0552.14.85.02 - 0774.71.53.48

■Vds Appart. Acté. Haut standing F4 aménagé en F5. R. de Ch. Entrée individuelle, sur le 4ème Périph. (Es-Sabah). Toutes commodités. Préf. Entrep. Prix après visite - Tél. 0555.03.79.02

■Loue : F3 Plateau 3ème (2,5 U) - F3 / F4 Yasmine 1er (2,5 U / 3 U) - F2 Cavaignac 2ème (2,3 U) - F3 / F4 Bd Emir AEK 1er / 2ème (4 U) - M.M. Sidi Ben Yebka (2,5 U) - AG. " ABDALLAH " - 11 Cavaignac - 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■Loue à ORAN La Lofa 2 Apparts mitoyens F3 + grand hall (6x4) et F3 + cour - 150 m² chacun. Grand standing au 2ème niveau de villa - état neuf - Tél. 0778.39.85.12

■Vends : F1 Rue Lourmel 1er (350 U) - F2 Marcel Cerdan 3ème (450 U) - F3 Rue Ampère 3ème (890 U) - F3 Cité Loubet 1er (13,5 MDA) - F4 Cité Perret 6ème (650 U) - AG. " ABDALLAH " - 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■Vente F2. Acté. 3ème étage rus de mostaganemme ORAN - 0550.61.47.85 - 0778.36.70.84

■Vends Promesse de vente F3 à Akid Lotfi. 2ème étage. Libre de suite. Sup. 85 m² - cité clôturée - Tél : 0550.46.13.22

■A vendre appartement 3ème étage F4 Akid Lotfi en face la nouvelle Poste - Tél: 0797.34.02.98 - 0558.73.82.60

■A louer 5 pièces + cuisine + salle de bain + terrasse + Eau et Electricité + garage - à 5 Km d'ORAN (Sidi Maârouf) - Tél : 0551.07.08.89 - Avec Contrat de location

■Vends F3. Acté. 7ème étage à Maraval. Double façade. Bien ensoleillé. Toutes commodités - dans une cité calme avec parking et jardin - Tél : 0791.74.98.04

■PARIS. Porte de la Chapelle : Loue uniquement par quinzaine Studio bien équipé pour 2 personnes - Tél : 0659.36.14.61

■A vendre F3 aménagé en F4 - Acté - 1er étage Yaghmoracen - ORAN - 0772.94.81.89 - 0779.53.66.31 - ORAN

■A.V. : F3 - 92 m² - 4ème étage avec Ascenseur - Local RDC + soupenette 116 m² + sous-sol - Tél. 0558.20.32.99 - 0773.78.34.05

■A.V. F3 refait à neuf - 4ème étage C.I.A. MOSTAGANEM - Tél : 0773.61.86.74

■Loue : Studio + F2 centre ville + F3 Seddikia + F4 + F3 Haï Chouhada - Tél : 0772.20.56.91

■A vendre ou à louer joli Appart F3 avec garage. RDC. Toutes commodités. Entrée individuelle. Très bien situé. Excellent voisinage - Convient Habitation ou Prof. libérale à (Point du Jour) Seddikia - ORAN - à côté du marché - Libre de suite - Tél : 0774.57.46.33

■Mets en location à Cap Falcon (Aïn El Turk, ORAN) : Apparts F2 et F3, entièrement équipés, garage, vue sur mer - Possibilité location courte durée - Tél : 0773.59.09.23 - 041.26.52.15 - 0773.84.67.39

■A vendre F3 très bien situé à ORAN - Tél : 0555.61.50.86 - 0774.33.20.40 - 0555.00.01.87



■Vends Carcasse 200 m² bâti dans les normes. R+1. Avec Acte. 12 m façade. Coopérative Felaha côté la Poste - Tél. 0772.99.32.23

■Hawch à vendre situé à Carteaux (ORAN). Superficie 228 m² à côté de la mosquée - Prix après visite - Tél : 0662.13.82.63 - 0795.36.08.17

■TLEMCCEN - Vends Maison Carcasse en plein centre-ville Abou Tachefine - Tél : 0553.04.38.38

■Vente Maison 73 m² - 3 niveaux - à côté APC TLEMCCEN - Tél. 0549.12.93.01

■URGENT : Location villa à Canastel. RDC : Gd garage (2 Voit). Gd salon. Gde cuisine. Hall. Hammam. WC. 2 cours - 1er étage : 2 Chambres - Gd hall + terrasse - de préférence pour Société - Tél. 0672.54.38.20

■A vendre Carcasse R+2 à Canastel Moudjahidine. 230 m². Bien placée - Tél : 0672.46.58.18

■A vendre villa R+3 - 150 m² - Contient 3 appartement F4 Haut standing + 2 garages 140 m² - Nouvelle construction - Belgaïd - ORAN - Prix Off. : 4 Milliards - Prix Dem. : 4,6 Milliards - Tél : 0559.42.15.58

■A vendre vieux Bâti. Sup. 130 m². Acté. TAMAZOUGHA - Saint-Maur - Façade sur Bd face APC - Tél : 0550.24.91.11 - 0770.52.08.05

■Particulier vend Maison à Saint-Maur " TAMAZOUGHA ", 80 m² - 2 façades - Actée - Tél : 0557.11.91.68

■AG. MON RÊVE - 0557.10.29.94 - 0771.91.66.82 - Vend : Villa 330 m² 3 F. Sénia (Tram) - Villa 200 m² Pépinière - Carcasse 242 m² Fernandville - F3 + cour + garage RDC de Villa Fernandville

■Affaire à Saisir : Vends Maison de Maître. Sup. 215 m² plus un grand local commercial totalement aménagé sup. 255 m² en plein Bd Chakib Arslane - ORAN - Acte - Tél : 0770.27.76.37 - Prix après visite

■Vends / Echange Maison de Maître R+1 - 120 m² - Actée - 04 pièces + cuisine + garage + cour - située à la Cité des 24 Villas à Cap Falcon / Aïn Turk - Tél : 0664.67.72.03 - Etude toute proposition

■Vds villa à Saint-Hubert 375 m². Bâties 250 m² R+ 2 en double façade. 2 garages - jardin - bache d'eau - Acte - Livret foncier - 0550.97.24.44

■GHAZAOUET : Vends Maison 233 m². RC : 5 pièces + cuisine + WC + cour - 1er étg. : 3 pièces + hall + SDB + cuisine, WC + terrasse - située quartier Hadj Hamza - Sable Bas - Prix après visite - Tél : 0662.70.14.46

■Vends villa. 250 m². Rez-de-chaussée : Gd garage (4 Voit.). Murs hauts. Jardin. 1 Gd salon. 1 Gde cuisine. SDB - 1er étg. : 1 Gd salon. 5 pièces. SDB. Toilettes - Endroit résidentiel à Canastel - Tél : 0556.84.94.38 - 0661.30.88.34

■A vendre Maison de Maître. Sup. 404 m² avec 2 locaux - 59, Av. des Martyrs - ORAN - Tél : 0551.03.90.14 - 0772.91.82.11

■A.V. Carcasse à Fernandville parallèle de la piscine. 170 m². R+2. Nouvelle construction. Quartier calme. Toutes commodités - Tél : 0551.12.16.67

■Vends Maison de Maître. Superficie 340 m² au 114, Avenue Sidi Chami. Porte 13 - Tél : 0797.11.80.85 - LAÏD

■Vends belle villa 362 m². Bâtie 240 m². R+2 - 3 magasins - Cité 23 Octobre. SENIA - Prix après visite - Tél : 0699.61.50.61

■Vends : Villa 420 m² à Trouville les Pins: 1/3 Bâti. 1/3 Cour et 1/3 Jardin. R+1. Belle vue sur mer + Maison à El-Kerma 288 m². R+2. Commerciale sur Gd Bd - Tél : 0799.05.24.46

■A.V. Carcasse 200 m² sur Bd. Double façade. POS 50 à Bir El Djir devant Résidence Golf - ORAN - Tél. 0558.20.32.99 - 0773.78.34.05

■Vente villa 120 m² à MOHAMMADIA (Barigou). RDC : 02 garages - 1er étage : 02 pièces - Gd salon + hall - SDB - dans endroit au centre-ville face lycée nouveau - Contacter : 0552.55.80.02

■Vends Villas : 210 m² R+1 Saint-Hubert - 250 m² R+1 luxe Point du Jour - 250 m² R+1 luxe Bel Air cité clôturé - 400 m² double façade Bir El Djir - 200 m² R+1 Maraval - Tél. 0560.18.38.27

■A vendre Logement taux travaux 90 m². Superficie 150 m². Situé à Medeber - MASCARA - Tél : 0771.86.79.63

■GDYEL - Vends villa 240 m² : salon, séjour, chambre, cuisine, SB, garage + local non séparés, petite cour à l'entrée + jardin - Tél : 0660.40.76.76

■A vendre villa - Actée - à ORAN Vieux CANASTEL - Superficie 144 m² - Endroit calme - Prix après visite - Tél : 0551.97.02.50 - à partir de 14 h 00 - Agence et courtier s'abstenir

■Vds Maison de Maître bien située à Zraâ. ORAN - 2 façades. 120 m² R+1 / R : 3 Pces. Cuisine. SDB + WC + local commercial - 1er étg. : 2 Pces. Gd salon. Cuisine. Sanitaires - à proximité Ecole - CEM - Dispensaire - 0554.37.79.83

■Loue villa R+1 - Bir El Djir - quartier résidentiel - 5 Chambres - 1 Grand Salon - 2 SDB - Cuisine - Coin repas - Véranda - Cour - Jardin - Garage - Chauffage - Tél: 0697.20.16.80

■A vendre villa R+1 à Bel Air - ORAN - Actée - Livret foncier - Libre de suite - 520 m² - 23 m façade - Tél : 0772.40.91.19

■A vendre villa 243 m² - Sous-sol + R + 2 - Haï Bouamama - Rocher - Tél : 0557.38.76.67

■A vendre villa vide. Actée. Neuve. Luxe. Bien finit. SENIA. 160 m². R+2 étages : 6 Pces, salon, terrasses 180 m², cuisine, garage 4 V., une cave, haouche, 2 WC. SDB. Bâche d'eau - Tél : 0771.86.73.03

■A NEDROMA plein C.-V. Bd principal commercial : Vends Immeuble avec locaux commerciaux (7 magasins ou autres). Viabilisé. Acté. 520 m² par niveau sur 4 niveaux. Gros potentiel - A voir - Tél : 0791.78.81.73

■Vds villa 180 m² à Trouville / Aïn Turk. R+1 : 1 Cuisine - 2 SDB - 2 WC - 2 salons - 4 chambres - 1 hall - Cour 30 m² + garage + terrasse - Bâche à eau - Pas de vis-à-vis - P.O. 3,1 - P.D. : 3,2 - Tél : 0549.64.49.99

ANNIVERSAIRE

A notre
princesse
ZIADI Dounia

qui souffle sa
2ème bougie
aujourd'hui

25/11/2014.

A cette occasion, ton papa

et ta maman te souhaitent

un Joyeux Anniversaire,

une longue vie pleine

de bonheur IN CHA'ALLAH.

Les familles FERDJI et ZIADI



ANNIVERSAIRE

Le 25-11-2013
est le jour le plus
heureux de notre
vie, notre petit
prince

**MOHAMED
CHENAÏF.**
Une année
est passée

aujourd'hui, elle fut remplie de joie
et de bonheur que tu nous
procures chaque jour notre petit
ange adoré avec tes sourires
et tes grimaces.
En cette occasion, ton père,
ta mère, tes grands-pères
et tes grands-mères te souhaitent
un Joyeux Anniversaire
et une longue vie.
On t'aime beaucoup mon fils.



■Vends Maison 80% finie - 120 m² - R+2 : 7 pièces + 1 grand garage - Haï Benarba - Rocher - Prix offert 1 M 500 - Actée - N° : 0771.14.21.87

■Vends Habitation R + 1er étage à EL AMRIA - Tél : 0661.21.21.53

■Vends villa superficie 750 m² à CANASTEL - Tél: 0775.53.21.58

■Vends ou Loue villa R+1. Double façade. Superficie 394 m² située aux Castors - ORAN - Tél. 0770.65.42.78

■A vendre une Carcasse à Maraval. R+3 - 380 m² - 02 locaux + un puits - Tél : 0555.47.10.30

■Vds villa à Gambetta / ORAN. 200 m² en face C.T.C. Façade 15 m (R+1). Garage + Bâche d'eau + chauffage central. Cuisine + S.A.M. + 2 salons + hammam + SDB - 1er étage : 5 chambres + SDB + cour - Bien ensoleillée - Actée - Tél : 0542.15.40.43



■TLEMCCEN - ZENATA - Société Import Céramique cherche Commerciale Vendeuse - Salaire motivant - Tél. 0549.51.13.07

■Pharmacie à Sid El Bachir cherche Vendeur (se) qualifié (e) - Tél. 0550.73.24.74

■Usine à la zone industrielle de Hassi Ameur (Hassi Bounif) cherche un Opérateur qualifié pour une Extrudeuse du film plastique trois couches - Tél. 0661.10.16.15

■ORAN - Institut recrute : 1 Coiffeuse expérimentée - 1 Esthéticienne expérimentée - Libres de tout engagement - Résider dans les environs de Canastel - Par email : pt-recrutement@outlook.fr - Tél : 0555.07.46.10

■Restaurant à ORAN cherche : Un Cuisinier. Expérience exigée - Pizzaiolo. Expérience exigée - Logement non assuré - Tél : 0550.48.12.09

■Boucherie Volaille cherche un Boucher qualifié - Tél : 0782.13.63.63

■Société d'importation cherche J.F. ingénieur en informatique résidant à ORAN - expérience minimum 4 ans - Envoyer CV par Email : cotimet@hotmail.com

■SARL NCO à ORAN recrute 2 Secrétaires - Présentables - Dynamique - Transport assuré - Envoyer le CV + Photo : ladre31000@gmail.com

■Garage Station Lavage à ORAN cherche : Ouvrier Laveur de voiture très sérieux et expérimenté - Tél : 0770.79.67.37

■Sté importante d'Import - Export recrute Agent Commercial et Assistante de Direction. Maîtrisant très bien français, anglais et outil informatique - Salaire motivant - Envoyez CV avec Photo au : directionassistante@yahoo.fr

■Une Imprimerie à ORAN cherche un Chauffeur - Tél : 0560.09.30.31

■Ets à TLEMCCEN recrute Prof. Français - Anglais - Déposez CV + Photo au 13, Rue Mohamed Khemisti 1er étage - ORAN

■Ets à ORAN recrute Prof. Français - Anglais - Déposez CV + Photo au 13, Rue Mohamed Khemisti 1er étage - ORAN

■EPIC « Propreté d'Oran » recrute : Deux Mécaniciens Lourd - Un Electricien Lourd, - Envoyer CV au : 040.21.15.75

■Cherche Ouvriers en Ferronnerie d'Art et Semi Ouvriers en Menuiserie Aluminium à ORAN - Hébergement - Tél : 0772.94.37.38 - 0771.65.52.78

■Je recrute une Assistante en anglais bien vouloir avec l'expérience et Gestionnaire de stock - Envoyez votre CV par mail: eurlmed10@yahoo.fr

■SARLAFAK Recrute : Secrétaire, Assistante, Ingénieur en hydraulique et génie civil - Email : sarlafak@outlook.fr

■Possède Taxi à ORAN cherche Doubleur Taxi - Contacter : 0542.20.34.61

■TLEMCCEN - Médecin Spécialiste à Tlemcen-Ville recrute d'urgence une Secrétaire Réceptionniste sachant utiliser l'outil informatique - Tél : 043.20.37.64 / 0792.43.31.28

■Sté BMC cherche des Mécaniciens Femmes ou hommes avec un bon salaire : Avenue d'Arcole face PTT - Tél. 041.53.41.63

■Société de Taxi ORAN cherche des Chauffeurs diplômés et avec expérience - Cautionnement exigé - N° 041.45.14.03 - 0555.62.08.71

■Pizzeria cherche Serveuse sérieuse, bonne communication et bonne présentation - 0555.78.85.10

■Sté Distribution Prod. Alimentaires (frais) EL-KERMA (ORAN) Recrute : Vendeurs sérieux, dynamiques. Niveau Univers. Expér. Min de 03 ans - Envoyez votre C.V. détaillé : elforssane@yahoo.fr

■Entrep. Privée en BTPH cherche Ingénieur en Hydraulique ayant occupé poste de Directeur Technique - Envoyez CV Fax N° 041.46.57.47 - Email : Eurl31toran@yahoo.fr

■Société Privée recrute des Commerciaux possédant Véhicule - avec expérience - Envoyer CV au : Recrutement.ORAN2014@Yahoo.Fr / ORAN - MOSTA - TLEMCCEN - CHLEF - TEMOUCHENT - SBA

■Sté BMC. Vous Chauffeur de taxi, bénéficiez d'une voiture après 3 ans de travail réfléchi - Apport exigé - Mieux de quitter sans rien - 041.53.41.63 - Ex. Av. d'Arcole - face PTT

■Recrutons pour la région d'ORAN, RMQ, Resp. Appro. Resp. RH, licencié en gestion ou management. Salaire et avantages intéressants - Adresser CV à : cce.recrut@yahoo.fr

■UPROMAC recrute : un Mécanicien industriel et un Electromécanicien ayant des connaissances sur les Pres- ses et la Chaîne de production des Matériaux de construction - Upromac@hotmail.fr

■Atelier de couture à Choupot recrute des Couturières qualifiées collet et point droit, finition - Apprentie sur machine à broder sérieuse et motivée - Tél : 0770.44.23.48

■SARLAFAK Recrute : Secrétaire, Assistante, Ingénieur en hydraulique et génie civil - Email : sarlafak@outlook.fr

■Possède Taxi à ORAN cherche Doubleur Taxi - Contacter : 0542.

الديوان العمومي للبيع بالمزايدة والتقييمات
مكتب الأستاذ هبيري محمد
محافظ البيع بالمزايدة لدى اختصاص محكمة البيض
العنوان: حي الملعب القديم طابق الثاني رقم (12)
الهاتف رقم: 0799.22.07.80 – 0793.80.00.18

إعلان عن بيع بالمزاد العلني مع قبول التعهدات المختومة

نحن الأستاذ هبيري محمد محافظ البيع بالمزاد العلني لدى اختصاص محكمة البيض.
بناء على طلب من السيد مدير اتصالات الجزائر بالبيض.
نعلن عن بيع المنقولات الآتي ذكرها بالمزاد العلني وبالتعهدات المختومة وذلك يوم:
2014/12/08 على الساعة التاسعة صباحا والبيع يكون بحظيرة طريق الرقاصة بالبيض.

N° Lot	Désignation	Année	Observation
01	Camion plateau HD 72	2006	Accidenté
02	Camion plateau Sonacome K66	/	En panne S/G
03	Véhicule Mitsubishi L300	1991	En panne
04	Véhicule Mitsubishi L300	1992	En panne
05	Véhicule Mitsubishi L300	1991	En panne
06	Véhicule Mitsubishi L300	1991	En panne
07	Véhicule Mitsubishi L300	1991	En panne
08	Véhicule Pajiro	1992	En panne
09	Véhicule Pajiro	1995	En panne
10	Véhicule Pajiro	1995	En panne
11	Véhicule Hyundai Accent	2003	En panne
12	Véhicule Renault Express	1991	En panne
13	Véhicule Renault Express	1991	En panne
14	Véhicule Renault Express	1990	En panne
15	Véhicule Renault Express	1991	En panne
16	Véhicule Renault Express	1997	En panne
17	Lot informatique et mobilier de bureau	/	Mauvais
18	Lots onduleurs	Nbre 14	Mauvais
19	Lots d'aspirateurs de fontaines fraîches plus chauffages électriques	Nbre 09	Mauvais
20	Lots de groupes électrogènes : 2.5 KVA, 5 KVA, 10 KVA, 25 KVA	Nbre 09	Mauvais
21	Lots transformateurs plus lots extincteurs	Nbre 16	Mauvais

بيع بالمزاد العلني لصالح الخدمات الاجتماعية على الساعة الثانية زوالا بالداخلية الابتدائية بجوار المسبح البلدي.

VENDS À AÏN EL TURCK

○ Hôtel Restaurant en activité très bien situé

Et autorisations valides pour l'exploitation Hôtel

○ Local commercial (Superette - Showroom) 400 m² - Prix après visite.

Sis 13, Rue de la République - St-Germain Aïn El Turck - Oran.

Nos cordonnées : Tél : 041 44 94 83 / 041 44 00 83

et 05 60 00 46 16 / 05 60 92 84 03

Entreprise mixte Sise dans la wilaya de Tlemcen **Recrute**

* Un Responsable des Achats

Conditions :

- Diplôme de Technicien Supérieur ou Ingénieur en Génie civil ;
- Bonne connaissance des matériaux de construction et des équipements de bâtiment ;
- Trois ans d'expérience au minimum ;
- Maîtrise parfaitement l'outil informatique ;
- Avoir un esprit de synthèse et un talent de négociation ;

Les candidats intéressés par la présente annonce peuvent envoyer leurs lettres de motivation et leurs CV à l'adresse électronique suivante :
recrutement_450@hotmail.com

CONDOLÉANCES

Nous apprenons avec regret le décès de la mère

*de notre **Président Directeur Général,***

Monsieur DENNOUNI Sid Ahmed.

En cette douloureuse circonstance,

l'ensemble du personnel de SINAL

présente à ce dernier ainsi qu'à ses frères du groupe

DENNOUNI (Tlemcen), ses condoléances

les plus sincères et les plus attristées.

Puisse Dieu, Le Tout-Puissant,

accueillir la défunte en Son Vaste Paradis.

إنا لله وإنا إليه راجعون

A la mémoire

du Moudjahid et Fils de Chahid
Monsieur Abdelkrim BOUDERGHOUA
Né le 30 Septembre à Blida



En ce jour du 25 Novembre 2013, ALLAH Tout-Puissant t'a rappelé à Lui, mais, tu demeures toujours vivant dans le cœur de ton épouse Malika, tes enfants Sid Ahmed, Mohamed Amine et Amina et de tous ceux qui t'ont aimé et partagé notre profond chagrin. Tu as été, dès ton jeune âge, prêt à tout sacrifier pour la Liberté et l'Indépendance de notre pays :

- En participant à la grève des Etudiants et Lycéens le 19 Mai 1956 ;
- En rejoignant l'A.L.N., après désertion avec armes et archives de l'Ecole Militaire de Cherchell en qualité d'E.O.R. (Elève Officier de Réserve sortant) en 1960 et tu fus le seul et unique Officier déserteur avec armes et archives de l'Ecole Militaire de Cherchell à rejoindre le maquis ; par représailles l'armée française a torturé ton papa et ton frère aîné, le premier a fini par succomber " Chahid ", et à ton tour tu fus condamné à mort par contumace en 1961 ;
- En accédant, après l'Indépendance, à l'E.N.A. (après concours) en 1964, diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration (Option : Administration Générale et Finances Publiques) en 1968, puis, D.E.S. (en Droit Public à la Faculté d'Alger) en 1969 ;
- En assumant toutes les responsabilités et les missions des postes clés de l'Etat :
- Premier Vice-Président de l'APW d'Alger (1969 - 1974),
- Commissaire National du Parti à Blida (1970 - 1978),
- Membre de la Commission National de Préparation du Congrès F.L.N. (1978 - 1979),
- Wali à Adrar et à Saïda (1979 - 1987),
- Inspecteur au sein de l'Inspection Générale du Ministère de l'Intérieur (1987 - 1988),
- Directeur Général de l'Administration Générale et des Moyens de la Présidence de la République (1992 - 1994)
- Président du Conseil Consultatif des Sages de la Ville de Blida, et Membre fondateur de la Fondation - Mémoires de la Wilaya Quatre Historique (2003 - 2005),
- Membre du Conseil National du F.L.N. (2005 - 2007),
- Membre de l'A.P.N. - Député F.L.N. à Blida (2007 - 2012).

En cette occasion, on réitère nos vifs Remerciements aux Autorités Nationales et Locales pour leur Grand Soutien et d'Avoir Honoré ta mémoire en Baptisant à ton Nom le nouveau grand Lycée à Blida et le nouveau grand Hôpital à Adrar. Qu'ALLAH Tout-Puissant t'accorde Sa Miséricorde et t'accueille parmi les Moudjahidines et Martyrs en Son Vaste Paradis.



07.00 Journal télévisé
07.20 Sabah el kheir
09.05 Saïdati
10.00 Ardhe el saada
10.30 Al namir el sihi
10.45 Ouyoun el houb
11.30 Saâ riadha

12.30 Biatouna
13.00 Journal télévisé
13.20 Yasmin
14.30 Moughamarat aailat el dibaba
16.00 Nabatat li zina
16.25 Spider redes
16.45 Indie à tout prix
17.10 Fourssan l'Ahaggar
18.00 Journal télévisé amazigh

18.20 Taqdar tarbah

19.00 Fi samim el qanoun
19.20 Familitena
20.00 Journal télévisé
21.00 Les martyres de la guillotine
21.10 Lil aâila
22.25 Saharat el madina
00.00 Journal télévisé



10.55 Motus
11.30 Les Z'amours
12.00 Tout le monde veut prendre sa place
12.55 Météo 2
13.00 Journal
14.05 Toute une histoire
15.10 L'histoire continue
15.40 Comment ça va bien !
16.55 Dans la peau d'un chef
17.50 Face à la bande
18.45 N'oubliez pas les paroles
19.55 Météo 2
20.00 Journal
20.44 Météo 2

20.45 Secrets d'histoire



- Jules César, ou la gloire de Rome Présenté par Stéphane Bern
 César (101-44 avant J.-C) est l'un des personnages les plus célèbres de l'histoire, mais aussi l'un des plus mal connus. Stéphane Bern se penche sur le destin exceptionnel de ce consul et dictateur. L'animateur parcourt les lieux mêmes où s'est déroulée la grande épopée, rejoue les fastes et retrace les intrigues de la Rome antique. Il se rend notamment à Bibracte, dans le Morvan, où Jules César mit fin à la migration des Helvètes au début de la guerre des Gaules, en 58.
22.40 Immigration et délinquance
01.20 Un jour, un destin



10.50 Midi en France
12.00 12/13 : Journal régional
12.25 12/13 : Journal national
13.50 Un cas pour deux
14.55 Questions au gouvernement
16.10 Des chiffres et des lettres
16.50 Harry
17.25 Un livre, un jour
17.30 Slam
18.10 Questions pour un champion
19.00 19/20 : Journal régional
19.30 19/20 : Journal national
20.00 Tout le sport
20.20 Plus belle la vie

20.45 Un village français



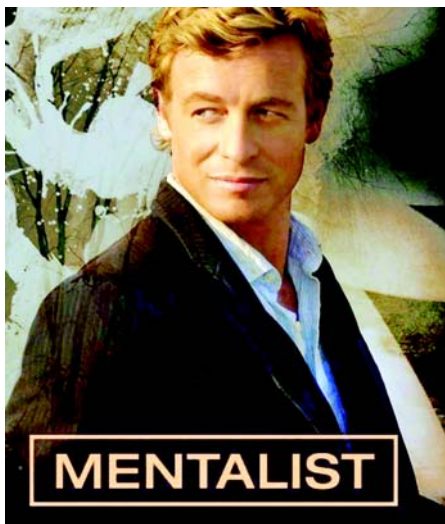
Saison 6 - Episode 3
- La corde
 Avec Nicolas Gob, Cyril Couton, Nade Dieu, Robin Renucci, Audrey Fleuret
 Marchetti et Servier comptent bien tirer profit de l'arrestation d'Antoine et de Suzanne pour négocier certaines garanties de protection avec les Résistants et le le Comité départemental de libération. Marie, séparée des Américains suite à une attaque des Allemands, est capturée et conduite à Villeneuve. Les représailles s'y organisent après l'attentat contre le chef de la Milice et les officiers allemands.
22.35 Grand Soir 3
23.25 Du côté de chez Dave, l'intégrale
00.40 Couleurs outremers



11.45 La quotidienne
13.00 Sale temps pour la planète
13.40 Le magazine de la santé
14.35 Allô, docteurs !
15.10 Bienvenue chez les paresseux
15.40 Akhématon, le pharaon hérétique
16.30 Laponie norvégienne, la magie du chant
17.45 C dans l'air
19.00 C à vous
20.15 Entrée libre
20.40 Congo, un médecin pour sauver les femmes
21.30 Le monde en face
22.05 C dans l'air
23.10 Entrée libre
23.30 Dangers dans le ciel
00.15 Juin 1940 : le piège du Massilia



12.05 360°-GEO
12.50 Paysages d'ici et d'ailleurs
13.20 Arte journal
13.30 Les sentiments
15.15 Dans tes yeux
15.45 Les routes mythiques de l'Amérique
16.30 Aux origines de l'humanité
17.20 X.enius
17.45 Paysages d'ici et d'ailleurs
18.15 La baie de Suncheon
19.00 Dans la jungle birmane
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.45 Silex and the City
20.50 Un amour de jeunesse
22.40 Aurora
 Avec Cristi Puiu, Valentin Popescu, Clara Voda, Luminita Gheorghiu
 Ingénieur d'une quarantaine d'années, Viorel ne se remet pas de son divorce. Il erre jour et nuit dans Bucarest, hanté par des pensées confuses. Songe-t-il à ses deux filles ? À son ex-femme ? Au néant qui gouverne son existence ? Viorel porte sur tout un regard impénétrable et sans vie. Déterminé, il acquiert une arme et échafaude un plan qui le mettra à l'abri de ce sentiment d'insécurité qui termit son quotidien...
01.30 1 journée



TF1 20.55

MENTALIST

Saison 6 - Episode 16

- L'art de l'esbroufe
 Avec Simon Baker, Robin Tunney, Tim Kang, Joe Adler, Pedro Pascal
 Jane propose son aide et celle de son équipe à la brigade contre le trafic culturel qui traque les membres d'un gang spécialisé dans le vol d'œuvres d'art. Ils ont récemment commis un cambriolage spectaculaire au cours duquel ils ont tué un homme. Patrick imagine alors une opération d'infiltration très ingénieuse où chaque agent va jouer un rôle pour piéger les voleurs. Au cours de cette affaire, Marcus Pike, qui dirige la brigade, s'intéresse à Lisbon.

CANAL+ 20.45

LIGUE DES CHAMPIONS



- Paris-SG (Fra) / Ajax Amsterdam (P-B)
 Les Parisiens ont décroché leur billet pour les huitièmes de finale à la faveur de leur victoire (1-0) acquise contre l'APOEL Nicosie, lors de la 4e journée. Les coéquipiers de Thiago Silva veulent maintenant conserver la première place de la poule. Les champions de France doivent pour cela battre l'Ajax d'Amsterdam qui lutte, de son côté, pour conserver la troisième place qui permet d'être reversé en Ligue Europa. Au match aller, les hommes de la capitale avaient dû se contenter d'un match nul (1-1), aux Pays-Bas. Ils devront, ce soir, se montrer réalistes offensivement. Edinson Cavani pourrait être épaulé par Zlatan Ibrahimovic de retour de blessure.

W9 20.50

STAR WARS : LA GUERRE DES ÉTOILES



Avec Mark Hamill, Harrison Ford, Carrie Fisher, Alec Guinness
 L'univers est dominé par l'Empire galactique. Mais la révolte gronde, menée par la princesse Leia, qui s'empare des plans de l'Etoile Noire, la base secrète de l'Empire. Alors qu'elle regagne sa planète, Leia est capturée par Dark Vador, le chef des forces impériales. La princesse a juste le temps de confier les documents au fidèle R2-D2 pour qu'il alerte Obi-Wan Kenobi. R2-D2 échoue sur Tatooine, où il rencontre un certain Luke.



23.30 Baby boom



Saison 4 - Episode 7

- Une équipe formidable
 Amandine et Vincent, qui se sont rencontrés il y a un an, accueillent Zoé, leur premier enfant. Coralie s'apprête à accoucher pour la quatrième fois par césarienne. Elle et son compagnon Nicolas souhaitent que leur quatrième enfant naisse dans la cité phocéenne. Enfin, Sabine et Aurélien, déjà parents de trois garçons, attendent leur première petite fille. Pour chacune de ces naissances, le rôle des médecins et du personnel soignant est primordial dans l'accompagnement des futurs parents.



20.50 Maison à vendre



Présenté par Stéphane Plaza, Emmanuelle Rivassoux, Sophie Ferjani
 Angélique et Vincent ont acheté un bien atypique il y a cinq ans. Mais aujourd'hui, ils souhaitent le vendre au plus vite pour vivre dans un environnement plus sain et acheter une maison en bois. Accompagné d'Emmanuelle Rivassoux, architecte d'intérieur, Stéphane Plaza va venir en aide à cette famille originale, en essayant de vendre leur logement rapidement.



22.50 Snowpiercer : le Transperceneige



Avec Chris Evans, Tilda Swinton, Song Kang-ho, Jamie Bell, Ed Harris
 Au XXIe siècle, l'utilisation d'un gaz, le CW7, censé contre le réchauffement climatique a plongé la Terre dans une longue ère glacière, provoquant quasiment l'extinction de l'humanité. Les derniers survivants vivent dans un train, divisé en plusieurs classes. En queue de train, les déclassés vivent dans des conditions misérables, surveillés par d'impitoyables gardiens tandis qu'en tête, on trouve les classes aisées.
00.55 Henri



12.00 Jamie a des tentacules
12.30 Rantanplan
12.40 Wakfu
13.00 Wakfu
13.30 Un gars, une fille
15.40 Peppa Pig
16.05 T'choupi et Doudou
16.45 Ninjago
17.40 Les lapins crétins : invasion
18.25 Une saison au cirque
20.25 Hero Corp
20.35 Le point quotidien
20.45 Permis de conduire : l'expérience inédite
00.00 On n'est plus des pigeons !



13.20 Le petit spirou
13.40 Geronimo Stilton
14.05 Secrets de la grande muraille
15.00 Questions pour un champion
15.30 La femme d'à côté
17.10 Finistère
17.30 64' le monde en Français
18.35 Le Point
19.30 Le journal de France 2
20.00 Le général du roi
21.50 Pardonnez-Moi
22.15 TV5Monde le journal Afrique
22.35 Le journal de la RTS
23.10 Échappées belles
00.40 En voyage ! Express



10.05 @ vos clips
11.30 W9 Hits
12.35 Talent tout neuf
12.45 Glee
13.30 Charmed
18.15 Les princes de l'amour
19.50 Les Simpson



20.35 Soda
20.50 Star Wars : la guerre des étoiles
23.10 Star Wars, l'empire des rêves

Le trafic d'enfants ne cesse de croître dans le monde



Le trafic d'enfants ne cesse de croître à l'échelle mondiale, pour atteindre désormais le tiers des cas recensés, s'alarme le Bureau des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDDC) dans son rapport 2014 publié lundi. Les mineurs représentent la majorité des victimes en Afrique et au Proche Orient et dans certains pays, comme l'Inde, l'Egypte, l'Angola ou le Pérou, ils peuvent représenter plus de 60% des personnes victimes, relève l'ONUDDC dans ce rapport publié tous les deux ans.

Les enfants et les adolescents ne représentaient que 20% des cas connus de trafic pour la pé-

riode 2003-2006, rappelle l'organisation. Dans le monde, 70% des victimes de trafics sont de sexe féminin, contre 84% il y a dix ans. La part des femmes a chuté à 49%, contre 74% en 2004, mais celle des fillettes et adolescentes a crû à 21%, contre 10% dix ans plus tôt. Si la majorité du trafic d'être humains a pour finalité l'exploitation sexuelle (53% des cas), la part du trafic à des fins de travail forcé est en augmentation, à 40%, contre 32% en 2007, note l'ONUDDC. Les disparités régionales sont cependant importantes. En Europe et en Asie centrale, l'exploitation sexuelle intervient dans les deux

tiers des cas, alors que dans le reste de l'Asie, le travail forcé est très largement majoritaire. Certaines formes de trafic, comme celui «des enfants pour le combat armé ou pour la petite délinquance ou la mendicité forcée, peuvent représenter un problème significatif en certains endroits», est-il relevé. Ce rapport, basée sur les données fournies par 128 pays, ne permet de percevoir que «la partie émergée de l'iceberg», souligne l'ONUDDC.

L'organisation déplore que dans beaucoup de régions du monde le trafic d'être humains reste «une activité peu risquée et très lucrative pour les criminels».

Le réchauffement climatique, accélérateur de pauvreté



Le réchauffement climatique risque d'aggraver «considérablement» la pauvreté sur le globe en asséchant les récoltes agricoles et en menaçant la sécurité alimentaire de millions de personnes, met en garde la Banque mondiale. «Sans une action forte et rapide, le réchauffement (...) et ses conséquences pourraient considérablement aggraver la pauvreté dans de nombreuses régions du globe», prévient l'institution-phare du développement dans un rapport publié un an avant la conférence de Paris sur le climat. Sécheresse, canicule, acidification

des océans, raréfaction de l'accès à l'eau... la BM se projette dans un scénario où la communauté internationale n'aurait pas atteint son objectif de limiter la hausse du thermomètre mondial de +2°C par rapport à l'ère pré-industrielle, contre +0,8°C actuellement. Des événements climatiques «extrêmes» qui surviennent aujourd'hui «une fois par siècle» pourraient alors devenir la «nouvelle norme climatique», prévient l'institution, qui sonne particulièrement l'alarme sur trois régions du globe (Amérique latine, Moyen-Orient et Europe orienta-

le). Le rendement des cultures de soja pourrait ainsi chuter de 30 à 70% au Brésil tandis celui de blé risquerait d'être amputé de moitié en Amérique centrale ou en Tunisie, avance le rapport qui a été réalisé avec l'apport de l'Institut de recherches sur l'impact climatique de Potsdam (Allemagne). «Les conséquences pour le développement seraient graves avec un déclin des récoltes, un recul des ressources aquatiques, une montée des eaux et la vie de millions de personnes mises en danger», énumère la Banque, ajoutant que les populations «les plus pauvres» et les plus «exclues socialement» en seront les premières victimes. Selon le scénario noir d'un réchauffement de +4°C, jusqu'à 80% du Moyen Orient et d'Amérique du Sud pourraient être frappés par des vagues de chaleur d'une ampleur «sans précédent» au risque de provoquer de vastes vagues de migration, ajoute le document. «Il est clair que nous ne pouvons pas continuer sur cette voie d'émissions (de CO2, ndlr) croissantes et non-maîtrisées», écrit en avant-propos le président de la BM, Jim Yong Kim, au moment où la mobilisation sur le climat semble reprendre un peu d'allant.

Des pics de pollution comparables au tabagisme passif !

La nouvelle a de quoi faire tousser. Le Monde re laie, lundi 24 novembre, des chiffres du ballon de Paris qui enregistre la pollution dans la capitale française. Ainsi, «le 13 décembre 2013, les rues de Paris étaient aussi polluées qu'une pièce de 20 m2 occupée par huit fumeurs», écrit le journal. Respirer l'air de la ville serait aussi nocif que le tabagisme passif, selon Le Monde. Depuis 18 mois, le ballon de Paris analyse en continu, au moyen d'un rayon laser, les nanoparticules dans l'air. Des données plus précises que celles d'Airparif, qui utilise des stations au sol. Le ballon «pèse les particules et caractérise l'empreinte» de la pollution, pour déterminer notamment si elle est carbonée», explique le journal. Ces particules sont considérées comme cancérogènes.

Les plus exposés sont les enfants (aux poumons immatures et dont les narines sont à hauteur de pots d'échappement), les personnes âgées (dont l'organisme est moins apte à se défendre) ainsi que les fem-



mes enceintes et les personnes souffrant de maladies respiratoires telles que l'asthme. Le ballon a enregistré deux pics, en décembre 2013 et en mars 2014. La première fois, le pic a été causé par le trafic routier et le chauffage au bois de la région parisienne, alors que la deuxième, des polluants sont venus de zones géographiques plus éloignées.

Les robots peuvent-ils aider dans la lutte contre Ebola?



L'armée américaine a mobilisé une nouvelle arme tueuse de microbes dans la lutte contre le virus Ebola: un robot doté de quatre roues pouvant désinfecter une pièce en quelques minutes en diffusant des ultraviolets. Version plus haute et plus fine que le célèbre R2D2 de la saga «Star Wars», le robot Xenex est utilisé par trois centres médicaux militaires ainsi que par environ 250 hôpitaux américains pour détruire des agents pathogènes. Il envoie 1,5 impulsion par seconde dans un périmètre de trois mètres. Ce robot utilise du xénon, un gaz non toxique, pour générer des rayons ultraviolets qui éradiquent les microbes plus vite et plus efficacement qu'une équipe humaine de nettoyage, ont souligné les médecins et des experts. «Le robot fait actuellement partie de notre stratégie pour combattre Ebola, mais il pourra être utilisé à l'hôpital pour lutter contre d'autres agents pathogènes à l'origine d'infections nosocomiales», a indiqué Alton Dunham, porte-parole de la base aérienne militaire de Langley, qui a acquis l'un de ces robots en octobre. La lumière ultraviolette est utilisée depuis plusieurs décennies déjà comme solution de nettoyage mais ces nouveaux robots fonctionnent avec du xénon, plus écologique que les ampoules à vapeur de mercure qui ont une action plus lente et qui sont toxiques, selon Xenex Disinfection Service, qui fabrique ces appareils de nouvelle génération.

Les chercheurs ont souligné que ces robots nettoyeurs sont l'un des exemples de machines autonomes qui pourraient jouer un rôle crucial dans la lutte contre l'épidémie de fièvre hémorragique qui sévit en Afrique de l'Ouest. Lors d'une conférence académique organi-

sée en novembre par la Maison Blanche, des scientifiques et des travailleurs humanitaires ont expliqué que les robots pouvaient évacuer des déchets contaminés ou permettre au personnel médical de discuter à distance avec les patients. Le General dynamics land systems MUTT, un robot de transport de marchandises tout-terrain, pourrait notamment être déployé dès maintenant dans les pays affectés, a souligné Robin Murphy, professeur d'informatique et d'ingénierie au Texas A&M University. «Le principal enseignement est que ces robots existent déjà et pourraient être immédiatement réaffectés pour protéger le personnel de santé traitant Ebola», a-t-elle souligné dans un compte-rendu. Le virus Ebola se transmet par contact direct avec les fluides corporels d'un malade, ce qui requiert des équipements de protection spécifiques et des procédures pour protéger médecins et infirmiers. L'épidémie d'Ebola a fait 5.459 morts depuis le début de l'année sur 15.351 personnes infectées, selon le dernier bilan de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) publié vendredi. Le personnel de santé a payé un lourd tribut, avec 337 morts sur 588 contaminations.

«Les robots pourraient réduire le nombre de manipulations humaines des déchets contaminés» et permettre aux patients d'être soignés et surveillés à distance, limitant ainsi les contacts avec le personnel médical, a relevé Mme Murphy. Mais un centre de soins au Liberia ou en Sierra Leone est loin d'être idéal pour des robots conçus pour des environnements immaculés, avec un accès wifi, de l'électricité à volonté, des batteries et des sols plats.

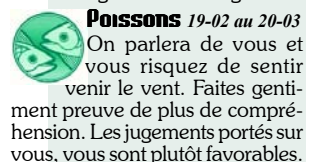
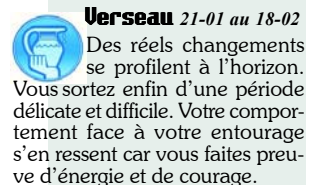
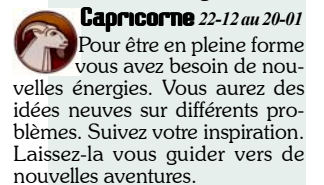
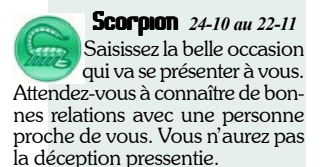
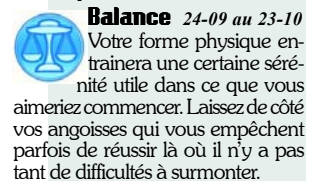
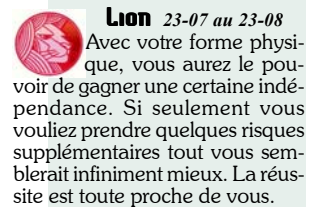
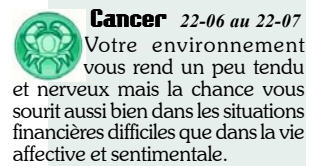
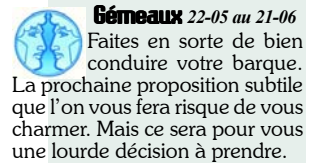
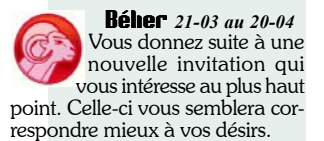
Un garçon de 12 ans avec un faux pistolet tué par la police aux USA

Un garçon afro-américain de 12 ans en possession d'un pistolet à billes ressemblant à une arme réelle a été tué par des policiers dans une aire de jeux à Cleveland, dans l'Ohio (nord des Etats-Unis), a-t-on appris dimanche. Deux policiers sont intervenus samedi après-midi dans une aire de jeux en plein air après des signalements par téléphone au sujet d'une personne armée d'un pistolet et prenant des passants en joue, selon un communiqué de la division de la police de Cleveland chargée d'enquêter sur l'usage de la force létale. Les deux policiers arrivés sur place auraient demandé à l'enfant de lever les mains en l'air mais il aurait «abaissé les mains vers sa taille pour attraper son pistolet», selon le communiqué. Les policiers ont alors tiré deux fois et atteint le garçon au moins une fois à l'estomac. Le garçon, identifié par les autorités comme s'appelant Tamir Rice, est mort tôt dimanche matin, selon le journal local Plain Dealer. Cette affaire intervient alors qu'un grand jury doit prochainement annoncer s'il inculpe ou non un policier blanc qui avait abattu en août un adolescent noir non armé dans la banlieue de Saint Louis (Missouri). Des débordements sont redoutés si jamais le jury décidait de ne pas le poursuivre. Samedi, après les coups de feu, les policiers ont réalisé que «l'arme en possession du suspect de 12 ans était une réplique de pistolet de type +airsoft+ (à billes) ressemblant à un pistolet semi-automatique, avec l'indicateur de sécurité orange enlevé», a dit la police. L'un des policiers a moins d'un an d'expé-



ce, et l'autre plus de dix ans, a indiqué le président d'un syndicat de policiers au journal. Selon un enregistrement téléphonique, la personne ayant appelé la police avait dit que l'arme était «probablement fausse».

Les deux agents ont été suspendus administrativement dans l'attente des résultats de l'enquête, la procédure habituelle dans ce genre d'affaires. L'Ohio a été le théâtre d'un incident similaire en août, quand des policiers répondant à un appel d'urgence ont abattu un noir, John Crawford, dans un supermarché alors qu'il transportait un pistolet en jouet, en vente sur place. Face à ces deux morts, la députée de l'Etat Alicia Reese a annoncé dimanche qu'elle proposerait une loi imposant aux fabricants d'armes factices de les rendre vivement colorées et dotées de bandes fluorescentes.



Horizontalement:

1. Homme des cavernes.
2. Eternel pour les partis.
Rétrograde.
3. Occasionner.
Base de cours en un sens.
4. Point froid.
Distendit.
5. Conjonction.
Quart-monde.
- A peine.
6. Minerai.
7. Après cela.
8. Attache. Elle en fait du beau
chez les alliés.
9. Se démène. Grenu, il donne
bien du chagrin !
10. Vus de l'œil du maître.

Verticalement:

- A.** Laissez-moi..., oubliez-moi !
B. Trouble, Article.
C. A nécessité une intervention. A la mi-temps.
D. Paumelle.
Produit de solde.
E. Agrégat de sel.
Donner de la bande.
F. Resserre.
G. A fond de drain. Possessif.
Prend un joint.
H. Etre abominable au plus haut point ! Chapeau claque.
I. S'écraiser (se). Nettoyé.
J. Ceux d'avant, on leur doit une reconnaissance.

CROISÉS N°5475

C	I	R	C	U	L	A	I	R	E
A	R	I	A		I	G	L	O	O
N	A	R	G	U	E		E	U	
N	I	E	E		N	A	S	S	E
A	S		O	U	S	T		S	N
B		M	T	S		T	O	I	T
I	S	E		I	R	E	S		R
S	E	L	O	N		R	A	M	A
	V	E	N	E	U	R		E	V
T	E	R	R	E	N	E	U	V	E

FLECHES N°5475

	M	A	T	E	L	O	T	
C	A	R		P	L	U	I	E
E	G	A	R	A		T	E	R
T	A		C	U	P	I	D	E
	Z	I		L		L	E	S
T	I	G	R	E		L	S	
E	N		E	R	R	A		T
M	E	M	E		A	G	E	E
P	S		L	G		E	U	T
L		S	U	E	R		S	A
E	M	M	E	N	E			R
R	U	S	S	E		S	U	D

FOUILLIS N° 5475 DEBARRAS (Dé - Bas - Rat)

CODÉS N° 5475

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
I	B	A	R	T	E	N	S	U	O	G	L	M
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
C	D	V	P									

1 C	2 U	3 R	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

Jeux proposés par Chérifa Benghani

						AU DEBUT METAL PRECIEUX			
	ANIMAL AFRICAİN TRES COU LONG				- - - ↕	VOLEUR DES VOLEURS PRONOM			
			ALUMINIUM PIECE DE CHARRUE COUSUES				POSSEDE ARBRE FRUITIER VOIES	AUCUNE REMARQUE ! EXIGÉ, FORCÉ	
	POINTS OPPOSES ENTREE D'OASIS			QUEUE CAPRESSE ! (CA)					
						BORNE CONTRACTÉ DECORAIS			
				IDIOTS CAPITALE DU TOGO					
	COEUR DE LION EUT LE CRAN				TETE RONDE FORT CAPABLES			OBTENUS PAS FACILE A TROUVER !	
	PARCOURUS		DETESTEES SÉVIR, SANC-TIONNER						
DEPENSER, CLAQUER POSSESSIF					OISEAU FIN DE GROUPE				
			MOU, GNANGNAN ! APPRISE					TENIR A L'ŒIL CONGRÈS	

FLÉCHÉS N° 5476

AILE -
 AMENDEMENT -
 ANCRE - BAJOUÉ -
 BÉNÉFICE -
 BILBOQUET -
 CHARLATAN - CHIEN
 - CORDE -
 DESSINER- DIGUE -
 ENCAISSEMENT -
 ÉTUDE- EXPORTER
 - FORTUNE -
 GARNITURE -
 HERISSON -
 INSOMNIE - JAGUAR
 - KILT - LANTERNE -
 MERCENNAIRE -
 MÉTIER - NOTE -
 OURSON - POIVRON
 - QUASIMENT -
 RÉPONSE - RESTER
 - SAUCE - SAVON -
 SEANCE - SOMME -
 SONNER - TACT -
 TERROIR - TÊTE -
 TRACE - TROC.

R	E	T	S	E	R	U	T	I	N	R	A	G	T	E
D	E	N	E	N	I	N	O	S	R	U	O	N	T	E
E	S	E	I	R	O	E	C	A	R	T	E	O	N	S
M	N	M	N	E	R	E	I	T	E	M	N	I	O	E
E	O	I	M	T	R	O	C	U	E	A	T	M	V	U
U	P	S	O	N	E	A	Q	S	T	E	M	E	A	O
R	E	A	S	A	T	O	S	A	T	E	L	C	S	J
E	R	U	N	L	B	I	L	B	D	I	G	U	E	A
A	E	Q	I	L	A	R	E	R	A	U	G	A	J	B
E	T	K	I	C	A	N	R	E	N	I	S	S	E	D
C	R	B	N	H	E	E	A	N	O	R	V	I	O	P
N	O	E	C	F	T	N	E	M	E	D	N	E	M	A
A	P	R	I	U	C	H	I	E	N	U	T	R	O	F
E	X	C	D	R	E	N	N	O	S	S	I	R	E	H
S	E	E	E	E	E	R	I	A	N	E	C	R	E	M

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er apprécie.
- Mon 2e erre avec de mauvaises intentions.

Mon tout est une pierre précieuse.



El-Oued : un réseau de trafiquants de fausses devises démantelé

Un réseau de trafiquants de fausse monnaie étrangère, constitué de ressortissants étrangers, a été démantelé par la police judiciaire de la sûreté de daïra de Robbah, a-t-on appris hier auprès de la sûreté de wilaya d'El-Oued. Agissant sur informations faisant état d'un mouvement suspect de ressortissants étrangers opérant dans le trafic de devises (euros), les services de police ont lancé, en fin de semaine dernière, leurs investigations et dressé une souricière qui s'est soldée par l'arrestation, à Robbah (14 km d'El-Oued), de deux étrangers en flagrant délit d'écoulement de fausses monnaies étrangères. L'opération a permis la saisie de onze coupures de faux billets de 50 euros et trois autres de 100 euros, a-t-on signalé à la cellule de communication de la sûreté de wilaya d'El-Oued. Les deux mis en cause ont été présentés devant le Procureur de la République du tribunal de Robbah, qui a ordonné leur placement en détention provisoire.

Démission du secrétaire US à la Défense



Le secrétaire américain à la Défense Chuck Hagel devait annoncer sa démission lundi matin à la Maison Blanche lors d'une intervention commune avec le président Barack Obama, a indiqué un responsable de la Maison Blanche. Cette démission serait en partie liée à des différends sur la stratégie à adopter contre le groupe Etat islamique (Daech) en Irak et en Syrie, avance le New York Times.

«Un successeur sera nommé rapidement», a ajouté le responsable de la Maison Blanche sous couvert d'anonymat, précisant que M. Hagel, 68 ans, seul républicain du cabinet Obama, resterait à son poste jusqu'à ce que son remplaçant soit confirmé par le Sénat. Michelle Flournoy, une ex-sous secrétaire à la Défense, figure parmi ses potentiels remplaçants cités par le New York Times. Jack Reed, sénateur démocrate du Rhode Island et ancien membre d'une unité d'élite de parachutistes, et Ashton Carter, ancien secrétaire adjoint à la Défense, sont aussi cités comme d'éventuels successeurs de M. Hagel.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

32 morts dans des intempéries au Maroc



At moins 32 personnes sont mortes dans des intempéries «exceptionnelles» qui ont frappé ces derniers jours le sud du Maroc, où la plupart des victimes ont été emportées par des oueds en crue. D'après le dernier bilan communiqué lundi après-midi, 32 per-

sonnes sont mortes et six sont toujours portées disparues à la suite de ces inondations qui ont touché de larges secteurs du Sud marocain, au pied des massifs de l'Atlas, dont certains sommets culminent à plus de 4.000 m. Alors que l'alerte météo a pris fin à midi, ces

six personnes manquantes «de meurent activement recherchées», a précisé le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

D'après les autorités, les opérations de secours «ont permis jusqu'à présent le sauvetage de 214 personnes, dont 14 lundi matin par les hélicoptères de la Gendarmerie royale». Auparavant, les autorités locales de Guelmim, à environ 200 km au sud d'Agadir, avaient annoncé la découverte de onze nouveaux cadavres, à proximité de l'oued Talmaadart. Ce secteur de Guelmim, aux portes du Sahara, est le plus touché, avec au moins 24 morts. Six personnes, dont une fillette de neuf ans, ont notamment été emportées par les eaux en furie de l'oued Tamsourt. Les intempéries et crues ne sont pas rares au Maroc, mais l'intensité de ces précipitations a été qualifiée «d'exceptionnelle».

Emirats : la chute des prix du pétrole «pas une catastrophe»

La chute des cours du brut sur le marché international n'est pas «une catastrophe» pour les Emirats arabes unis, pays membre de l'Opep, a déclaré lundi son ministre de l'Energie, Suhail al-Mazrouei. Lors d'une rencontre avec des journalistes, le ministre a indiqué que le déclin des prix du pétrole «ne constitue pas une catastrophe pour l'Etat des Emirats», dont les

revenus pétroliers «ne représentent que 30% de son PIB après avoir diversifié ses sources de revenus».

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) se réunit le 27 novembre à Vienne. En dépit de la dégringolade des cours du brut depuis le début de l'été, les 12 membres du cartel n'ont jusqu'à pas manifesté de volonté unanime de réduire leur plafond de production fixé à 30 millions

depuis fin 2011 afin de faire remonter les prix. Le ministre émirati a rappelé que l'Opep avait été confrontée par le passé à un effondrement des prix, comme en 2008 lorsque les cours avaient baissé à 40 dollars le baril. A Vienne, les membres du cartel vont débattre de «la baisse actuelle des cours du brut et prendront la décision appropriée», a-t-il ajouté, sans donner de précisions.

Sanctions occidentales : la Russie perd 32 milliards d'euros



La Russie devrait perdre 32 milliards d'euros par an à cause des sanctions occidentales et jusqu'à 80 milliards d'euros à cause de la chute du cours du pétrole, a estimé lundi le ministre russe des Finances, Anton Silouanov. «Nous perdrons dans l'ordre de 40 milliards de dollars (32 milliards d'euros) par an à cause des sanctions géopolitiques et nous pouvons perdre 90 à 100 milliards de dollars par an à cause de la baisse de 30% du cours du pétrole», a indiqué le ministre russe, cité par l'agence de presse TASS.

En représailles à son attitude dans la crise ukrainienne, la Russie a été frappée depuis le printemps par une série de sanctions occidentales sans précédent, qui ont mené son économie au bord de la récession, provoquant notamment une chute de sa monnaie, le rouble, qui a perdu près du tiers de sa valeur face à l'euro. L'économie de la Russie, dont la moitié des rentrées budgétaires dépend du pétrole, est aussi lourdement plombée par la chute des prix de l'or noir.

Raid aérien sur un aéroport à Tripoli

Un raid aérien a visé lundi la piste d'atterrissage du seul aéroport encore en service dans la capitale libyenne Tripoli, selon des témoins et une source de sécurité aéroportuaire. Un avion de combat qui volait à basse altitude a tiré deux missiles sur l'aéroport de Mitiga, situé dans la banlieue est de Tripoli et contrôlé par les milices de Fajr Libya, hostiles au gouvernement reconnu par la communauté internationale, selon ces témoins. Une source à l'aéroport a confirmé ce raid sans être en mesure de préciser son origine.

Une centaine de personnes tuées en RDC



Une centaine de personnes ont été tuées dans un massacre commis près de Beni dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), ont indiqué lundi des députés de la région. «Jusqu'à 95 corps qui ont été enterrés dans une fosse commune», ainsi que «neuf autres qui ont été présentés aux autorités» dans une morgue, a déclaré Juma Balikwisha, député de l'opposition. «On n'a pas encore un bilan définitif. C'est entre 70 et 100 personnes tuées», a dit pour sa part Albert Balesima, député de la majorité.

«On nous a expliqué que les (Forces armées de la RDC, FARDC) ne voulaient pas que les gens aillent plus loin» dans la brousse, où d'autres corps pourraient encore être découverts. Selon une source administrative à Beni, le massacre perpétré jeudi dans quatre localités voisines situées entre la ville de Beni et celle de Mbau, a fait «au moins 80 morts». Ce nouveau carnage porte à plus de 200 le nombre de civils tués dans cette zone du nord de la province du Nord-Kivu depuis le début, dans la première moitié d'octobre, d'une série de massacres perpétrés par les rebelles des Forces démocratiques alliées (ADF).

Un groupe salafiste appelle à manifester en Egypte vendredi



La confrérie des Frères musulmans, classée «organisation terroriste» en Egypte, a apporté son soutien aux manifestations du 28 novembre auxquelles a appelé un groupe salafiste, sans toutefois indiquer si elle y prendrait part. Le groupe Front salafiste a appelé à des manifestations dans tout le pays le 28 novembre, afin de marquer le 3e anniversaire des protestations contre le pouvoir militaire et les forces de sécurité qui avaient duré plusieurs jours fin novembre 2011 et fait une quarantaine de morts. Des partisans de l'ex-président Mohamed Morsi, membre dirigeant des Frères musulmans, ont apporté sur les réseaux sociaux leur soutien à cette initiative, vivement critiquée par les médias égyptiens.

Le but des manifestations est de «proclamer l'identité islamique de l'Egypte, s'opposer à la domination occidentale et sioniste, et renverser le régime militaire», a indiqué le Front salafiste dans un communiqué. «Notre demande n'est pas seulement de renverser Sissi, mais de nous battre pour notre identité» islamique, a déclaré à l'AFP le porte-parole du mouvement Mohamed Galal.

EDITORIAL

Par K.Selim

UNE LUEUR DANS UN TROU NOIR

au pouvoir. Ils n'ont pas succombé à l'attrait d'un retour au système de Ben Ali dont beaucoup de représentants se retrouvent derrière Beji Caïd Essebsi. On ne connaissait pas encore, hier soir, les résultats officiels obtenus par les deux hommes qui restent en lice, ni l'importance de l'écart entre les deux. Mais on peut déjà constater que Caïd Essebsi, donné pour archi-favori, n'est pas passé au premier tour. Cela montre que les Tunisiens ne sont pas prêts, ni au nom de la peur, de l'ordre ou de la détestation des islamistes, à revenir au vieux système autoritaire. Caïd Essebsi, dans le cas où il sera élu le 22 décembre, devra en tenir compte : il n'a pas carte blanche. Il en a été de même d'ailleurs pour les législatives où Nidaa Tounès est arrivé en tête sans pour autant obtenir une majorité suffisante pour gouverner seul. Les Tunisiens ont préservé leur processus démocratique et réussi leur transition en faisant jouer constamment la négociation - qui peut être aigre - pour

aboutir à un consensus dynamique. Les électeurs ont consacré le pluralisme et fait des choix qui ne permettent pas à un courant de s'installer dans une logique hégémonique. Il y a bien un vainqueur à l'issue de ces scrutins mais il n'y a pas de retour à l'unicité. Ce vainqueur, pour pouvoir gouverner, devra composer avec une opposition forte.

Le processus, moderne, de négociation et de recherche de consensus est ainsi reconduit. Et on peut le dire, c'est une très bonne nouvelle pour cette démocratie naissante qui doit continuellement se construire et œuvrer à s'enraciner. Ce pays est bien une lueur dans ce trou noir arabe où les citoyens n'auraient de choix qu'entre les daech ou les armées. Elle confirme que la démocratie est possible mais qu'elle est un ouvrage à construire de manière permanente. Un travail patient car ceux qui veulent le défaire ne désarment pas, eux non plus. Les électeurs tunisiens contraignent les élus à faire de la politique, à composer, négocier et rechercher des solutions. Ils ne donnent plus de chèques en blanc. Le pays est résolument dans un post-autoritarisme. Il reste à le confirmer dans les mois et les années à venir.